



**ARNDT WEINRICH
& NICOLAS PATIN (DIR.)**

**QUEL BILAN SCIENTIFIQUE
POUR LE CENTENAIRE
DE 1914-1918 ?**

De 2014 à 2018, la France et le monde entier ont commémoré la Première Guerre mondiale. À travers une vague impressionnante et inédite d'événements et d'activités mémoriels de toute sorte, Françaises et Français ont encore approfondi le lien avec l'histoire et la mémoire d'un conflit qui, outre qu'il a marqué de son sceau le xx^e siècle, a laissé des traces profondes dans l'histoire de millions de familles. Les historiennes et historiens, mais aussi de nombreux chercheurs et chercheuses d'autres disciplines, tout comme d'innombrables archivistes, ont pris une part essentielle dans les différents temps du Centenaire, non seulement à travers leurs activités scientifiques, mais aussi dans leur intense travail de médiation des connaissances vers le grand public.

La Mission du centenaire 1914-1918 a commandé au Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne un rapport le plus exhaustif possible sur toutes les activités scientifiques, au sens large, menées en France pendant la séquence commémorative. Une équipe de onze chercheuses et chercheurs a travaillé trois ans durant à ce bilan, qui rassemble et met à la disposition de quiconque souhaite réfléchir à cette échéance mémorielle majeure un nombre considérable de données et d'analyses portant sur tous les aspects du Centenaire scientifique (colloques, publications, médiations...).

Bien au-delà des résultats déjà essentiels qu'il apporte à la compréhension de la mémoire de 1914-1918 en France, et du premier bilan historiographique qu'il trace à partir des données accumulées, cet ouvrage interroge, par son ampleur même, la place de l'histoire dans la Cité et le rapport des Français à leur passé.



sup.sorbonne-universite.fr

QUEL BILAN SCIENTIFIQUE POUR LE CENTENAIRE DE 1914-1918 ?

Mondes Contemporains

collection dirigée par Olivier Forcade

Dernières parutions

Décoloniser les Antilles ? Une histoire de l'État post-colonial (1946-1982)

Sylvain Mary

La Marche à rebours. Regards sur l'histoire soviétique et russe

Françoise Thom

L'Engagement des Américains dans la guerre (1917-1918)

Olivier Chaline & Olivier Forcade (dir.)

Les Diplomates de la République (1871-1914)

Isabelle Dasque

Les Polonais en France au lendemain de la seconde guerre mondiale (1944-1949).

Histoire d'une intégration

Pawel Sekowski

Valéry Giscard d'Estaing et le Royaume-Uni.

Le rendez-vous manqué avec l'Europe ou le Brexit annoncé

Laurence Baratier-Negri

Les Batailles de 1916

Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale

Musique et politique en Allemagne, du III^e Reich à l'aube de la guerre froide

Élise Petit

Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemande (1939-1940)

Olivier Forcade, Mathieu Dubois, Johannes Großmann,

Fabian Lemmes & Rainer Hudemann (dir.)

Moralité du pouvoir et corruption en France et en Roumanie (XVIII^e-XX^e siècle)

Silvia Marton, Frédéric Monier & Olivier Dard (dir.)

Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.

Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales

de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc & Arnaud-Dominique Houte (dir.)

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume ; édition établie par Simon Catros

Arndt Weinrich & Nicolas Patin (dir.)

Quel bilan scientifique pour le centenaire de 1914-1918 ?

Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre

SORBONNE UNIVERSITÉ PRESSES
Paris

Ouvrage publié avec le concours du Centre international de recherche de l'Historial
de la Grande Guerre, de la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale,
du conseil départemental de la Somme et de Sorbonne Université

Les SUP sont un service de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN édition papier : 979-10-231-0706-7

© Sorbonne Université Presses, 2022

PDF complet : 979-10-231-1000-0

© Sorbonne Université Presses, 2023

Mise en page 3d2s (Paris)/Emmanuel Marc Dubois (Issigeac)

SUP

Maison de la Recherche

Sorbonne Université

28, rue Serpente

75006 Paris

tél. : (33) 01 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

SERVICES D'ARCHIVES ET BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES
PENDANT LE CENTENAIRE :
AU CŒUR DE LA DIFFUSION SCIENTIFIQUE ?

Benjamin Gilles

Interrogé en octobre 2018 par le quotidien régional *La Dépêche* et invité à partager un premier bilan du Centenaire, Antoine Prost insistait sur le fait que « toute la France a[vait] commémoré la guerre ». Les campagnes de labellisation menées par la Mission du Centenaire constituent un bon indicateur, le seul existant au demeurant, permettant d'évaluer cette dynamique. L'examen des 7 414 demandes de labels soumises entre 2013 et 2018 s'est fait en deux étapes. Dans les territoires, les comités départementaux réunis autour des préfectures ont procédé à la sélection des dossiers recevables. Les commissions scientifique, culturelle et pédagogique de la Mission se sont prononcées sur ces candidatures. Au final, la Mission a accordé, sur la période, un peu plus de 6 300 labels à des projets locaux, nationaux et internationaux. Avec 262 projets portés, les centres d'archives et les bibliothèques ont joué un rôle important dans la commémoration. Ces services ont été, avec les associations, les principaux animateurs locaux du Centenaire. Ils ont la particularité d'inscrire leurs actions dans une démarche à la fois pédagogique, culturelle et scientifique, au cœur des territoires. Leur participation a contribué à assurer un maillage territorial de la commémoration, depuis les communes en passant par les départements jusqu'à l'échelle nationale.

Toute tentative de mesure de la diffusion scientifique du Centenaire passe donc par un recensement des initiatives portées par ces établissements. Les difficultés rencontrées dans cette entreprise sont néanmoins multiples : les structures sont très nombreuses ; les données relatives à leurs actions ne sont pas toujours comptabilisées. Initié à la fin de l'année 2017, le bilan scientifique de la commémoration impliquait de demander aux établissements de fournir des données remontant jusqu'à 2012. Or certaines données n'avaient pas forcément été collectées à l'époque, et ne pouvaient souvent plus l'être ensuite. Enfin, les missions officielles dont ces institutions sont investies ne permet pas toujours de distinguer aisément ce qui relève d'une action scientifique, culturelle ou pédagogique. La construction d'une exposition évoquant la vie quotidienne des habitants du département, de la ville ou du village entre 1914 et 1918 relève

d'abord d'une action scientifique, même si elle n'est pas toujours réalisée par un conservateur ou un expert – et donc si, *stricto sensu*, la plupart de ces acteurs « scientifiques » n'entrent pas dans le champ direct du présent bilan¹. C'est aussi une action – culturelle – de valorisation du patrimoine. C'est enfin une action pédagogique menée en direction des adultes et/ou des enfants. Cet entremêlement du scientifique, du culturel et du pédagogique a conduit à nous intéresser, dans la mesure du possible, autant aux différentes productions qu'à la question de leur réception.

198

L'intégration de cet enchevêtrement particulier a apporté une profondeur supplémentaire au bilan scientifique de la commémoration. Si l'analyse n'avait considéré que les 329 dossiers labellisés sur la période par la commission scientifique de la Mission du Centenaire, elle aurait porté sur moins de 10 propositions soumises à cette commission par les archives et les bibliothèques. À la lumière des quelques 7400 dossiers examinés par la Mission entre 2013 et 2018, la dizaine de dossiers concernée eût été trop peu significative pour tenter de dessiner des orientations : un tel nombre limite considérablement les possibilités d'analyse. Pour éviter l'écueil du propos anecdotique, le champ d'étude a été étendu aux fichiers annuels des labellisations sélectionnées par les comités départementaux et par la Mission dans le cadre des projets nationaux. Les bibliothèques et les centres d'archives ont porté 262 projets durant la période, soit un peu plus de 4 % des initiatives finalement labellisées. Ces fichiers renseignent sur le type (expositions, colloques, journées d'étude, projets éditoriaux...), le lieu, la date, les partenaires éventuels et, surtout, les thématiques abordées par les manifestations proposées. Ces données permettent de construire une cartographie précise des événements sur la durée du Centenaire et de mettre en lumière les axes de l'historiographie de la Grande Guerre qui ont été les plus évoqués.

Parallèlement à cette recension et à ce dépouillement des projets examinés par la Mission, les 101 services d'archives départementaux et les centres d'archives nationaux ont été sollicités par le biais d'un questionnaire. 48 directions départementales ont répondu. Conformément à leurs missions, les services départementaux ont organisé des actions scientifiques, culturelles et pédagogiques. 48 structures ont répondu ; presque toutes les institutions archivistiques départementales ont participé au Centenaire. Depuis la célébration du

1 Le bilan identifie comme acteur/actrice scientifique du Centenaire : 1. toute personne ayant obtenu ou étant dans le processus d'obtention d'un doctorat, ayant eu, au cours des années 2012-2019, une activité liée à l'histoire de la Première Guerre mondiale dont la scientificité est reconnue par les pairs ; 2. tout conservateur/conservatrice des différentes filières, ayant ou ayant eu, au cours des années 2012-2019, une activité liée à l'histoire de la Première Guerre mondiale dont la scientificité est reconnue par les pairs.

bicentenaire de la Révolution, en 1989, pas une commémoration n'avait été aussi partagée par les services départementaux. Au fil du temps, et en particulier depuis les années 2000, les fonds de ces institutions, en plus de conserver les documents officiels relatifs aux affaires militaires (notamment les registres matriculaires) et à la guerre (décisions préfectorales, organisation de la vie du département en temps de guerre), ont connu des enrichissements d'origine souvent privée. Les services ont aussi mené parfois une politique active de numérisation de ces collections à partir de 2010². Les archives départementales constituent donc un laboratoire unique d'observation et d'étude de la diffusion territoriale de la commémoration.

La sollicitation des archives départementales visait d'abord à enrichir les données recueillies. Il s'agissait également de disposer d'un panorama, d'une représentation des fonds documentaires conservés et des actions menées sur les territoires. Pour compléter cette approche territoriale et disposer d'un maillage le plus serré possible, nous avons également sollicité 12 services municipaux, ceux de métropoles (Marseille, Lyon, Lille, Strasbourg, Rennes) qui disposent d'un rayonnement scientifique important et voisinent avec des pôles universitaires ou ceux de villes (Verdun, Orléans, Saint-Denis) s'étant particulièrement engagées dans la commémoration et dont les actions ont été évoquées dans le rapport dressé par Laurent Veyssière³. Un bilan scientifique de l'activité des archives publiques ne pouvait occulter le rôle des centres nationaux. Les Archives nationales, ainsi que celles du monde du travail, à Roubaix, et les Archives nationales d'Outre-mer ont été des acteurs majeurs de la commémoration. Leur intégration à notre enquête a permis de balayer l'ensemble des activités des services d'archives.

Le questionnaire transmis se déclinait autour de cinq axes. Le premier d'entre eux s'intéressait aux fonds d'archives spécifiquement consacrés à la Grande Guerre. Il cherchait à apprécier l'importance des fonds liés à la guerre de 1914-1918 qui ne participaient pas des plans de classement généraux (administration générale, communes, affaires militaires, enseignement, justice...). Le deuxième axe concernait la consultation des fonds physiques et électroniques. Il incluait cette fois-ci les fonds généraux sur la guerre et essayait d'évaluer l'existence ou non d'un « effet Centenaire » sur les usages. Le troisième axe portait sur la diffusion et la valorisation des fonds. Il recensait les projets labellisés par la Mission du Centenaire, et les différentes actions culturelles menées (expositions, colloques, actions spécifiques à destination des publics scolaires). Le quatrième axe

2 Laurent Veyssière, *La Numérisation du patrimoine écrit de la Grande Guerre. État des lieux et perspectives*, Paris, Mission du Centenaire de la Première Guerre mondiale, 2016, p. 43.

3 *Ibid.*

examinait l'entrée de nouveaux fonds d'archives. Comme le deuxième, il devait contribuer à l'éventuelle identification d'un « effet Centenaire » au niveau des dépôts d'archives privées. L'impact de la Grande Collecte organisée en 2013, puis en 2018 sur l'enrichissement des fonds et leur valorisation était au cœur de ce questionnaire. La recension des activités scientifiques menées par les personnels des archives au cours du Centenaire constituait le dernier axe du questionnaire. Elle permettait d'évaluer l'implication des différentes équipes dans le Centenaire.

200

Comme le montrent les différentes campagnes de labellisation organisées entre 2013 et 2018, les archives n'ont pas été les seuls services publics à vocation culturelle et scientifique à participer au Centenaire. Les bibliothèques ont aussi joué un rôle de premier plan dans l'organisation de manifestations variées. Elles ont porté près de 20 % des projets relevant de notre périmètre d'étude. Le recensement de leurs actions répond lui aussi à l'ambition d'une cartographie du bilan scientifique de l'action publique. L'opération est néanmoins plus complexe à réaliser qu'elle ne l'est s'agissant des centres d'archives. Certaines bibliothèques, comme la Bibliothèque nationale de France ou celle de Strasbourg, remplissent certes des fonctions analogues à celles dévolues aux Archives nationales, consistant à collecter et à conserver le patrimoine national, à travers le dépôt légal, notamment. Mais il n'existe pas, au niveau territorial, de service déconcentré comme c'est le cas avec les archives départementales. Les bibliothèques départementales jouent un rôle d'animation des réseaux de lecture publique, pas d'action scientifique ou culturelle directe sur les territoires. L'action des bibliothèques municipales dans le cadre du Centenaire a varié selon la qualification de leurs personnels, leur taille, leur rayonnement spatial et leurs moyens. Il n'entraîne donc pas dans nos intentions de recenser l'activité des quelques 16 000 points de lecture ou des quelques 7 000 bibliothèques françaises⁴.

Parmi les 48 projets portés par les bibliothèques et examinés par la Mission, 10 l'ont été par des structures documentaires relevant de l'enseignement supérieur et de la recherche (bibliothèques universitaires et bibliothèques spécialisées comme la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine [BDIC], devenue en 2018 La Contemporaine). L'implication des bibliothèques est néanmoins moins hétérogène que la variété des types de structures ne le laisse paraître. Derrière la diversité de leurs tutelles (département, municipalité, université, ministère), la participation de ces établissements se concentre essentiellement autour de trois types de manifestations (expositions, publications

4 Inspection générale des bibliothèques, *L'Équipement des communes et des groupements de communes en bibliothèques : lacunes et inégalités territoriales*, rapport n° 2015-033, décembre 2015.

et conférences). Une analyse de l'action scientifique des bibliothèques réalisée à partir des seules demandes de labellisation, moins variées dans leurs contenus et moins nombreuses que celles soumises par les archives, paraît pour autant limitée dans ses intentions et ses objectifs. Ces données sont insuffisantes pour cerner l'investissement des structures dans le Centenaire. C'est pourquoi nous avons sollicité en décembre 2018 les directions régionales des affaires culturelles (DRAC) afin qu'elles adressent un questionnaire aux bibliothèques de grandes agglomérations (Lyon, Strasbourg) et de plus petites communes (villes de moins de 10 000 habitants) *via* les bibliothèques départementales. Parallèlement, nous avons directement sollicité la Bibliothèque nationale de France et La Contemporaine.

Le questionnaire transmis aux bibliothèques est calqué sur celui adressé aux archives. Il cherche à quantifier la présence et l'entrée récente de fonds sur la Grande Guerre, à mesurer l'usage des collections par les publics et à cerner les actions de valorisation menées par les services. 3 grandes villes ont répondu (Lille, Limoges et Strasbourg), ainsi que la BnF et La Contemporaine. 7 bibliothèques départementales ont rempli le questionnaire ainsi que 35 communes. La qualité des réponses de ces dernières est très contrastée. Dans la majorité des cas, les données sont lacunaires. Les manifestations organisées sont sommairement décrites, la fréquentation rarement mentionnée et l'intérêt des lecteurs pour les ouvrages consacrés à la Première Guerre mondiale peu renseigné. Ces retours proviennent principalement, en outre, de la Somme, de l'Aisne, de l'Aube et de l'Indre. Les données issues de ces quatre départements ne peuvent bien sûr suffire à prétendre formuler des conclusions définitives sur les activités scientifiques menées entre 2013 et 2018. Mais ces retours orientent, donnent une tendance sur ce qui a été organisé sur le territoire et sur la manière dont cela a été reçu. Même s'il est donc impossible de dresser la liste des titres sur la guerre de 1914-1918 les plus empruntés dans les bibliothèques entre 2013 et 2018, nous pouvons toutefois observer des pratiques communes d'un territoire ou d'un type de bibliothèque à l'autre.

La tentative d'un bilan de l'action des centres d'archives et des bibliothèques durant le Centenaire emporte ainsi un double enjeu. Le premier tient à la mise au jour des dynamiques territoriales à l'œuvre durant le Centenaire, à l'établissement d'une cartographie des initiatives menées par ces services pour comprendre comment les projets portés ont contribué à structurer l'espace de la commémoration. Le second est d'ordre épistémologique. Il s'intéresse aux différents types et contenus de manifestations, à leur réception, pour cerner quelle historiographie de la Grande Guerre a été mise en pratique par les services et les populations. En d'autres termes, quelle histoire de la Première Guerre mondiale a été mise en avant ?

UNE APPROCHE TERRITORIALE DES ACTIONS SCIENTIFIQUES DES CENTRES D'ARCHIVES ET DES BIBLIOTHÈQUES

202

Si l'on considère les demandes de labels étudiées par la Mission du Centenaire dans le cadre de ses commissions culturelles et scientifiques, les associations apparaissent incontestablement comme les organisations de la commémoration les plus dynamiques. Elles ont par exemple porté, en 2015, 27 % des projets examinés par la Mission. Cette estimation serait à affiner sur la durée globale du Centenaire, mais elle donne une bonne indication de l'investissement des associations. Avec 262 projets proposés entre 2013 et 2018, les centres d'archives et les bibliothèques représentent un peu plus de 4 % des initiatives. Mais tous les dossiers présentés par ces institutions ont été labellisés. La nature et la qualité des projets portés (expositions, conférences...) font néanmoins de ces structures les acteurs scientifiques premiers du Centenaire, quand bien même le personnel impliqué est loin d'être toujours doctorant, docteur ou conservateur. Du fait de leurs missions et de la diversité de leurs collections, les actions de ces établissements ont été diverses. Elles ont contribué à structurer territorialement la commémoration, même si tous les territoires, et encore moins toute la durée du Centenaire, ne firent pas de manière homogène l'objet de manifestations scientifiques au sens large.

TYPOLOGIE DES ACTEURS SCIENTIFIQUES

Les centres d'archives et les bibliothèques peuvent se regrouper au sein de trois structures administratives et territoriales : les communes, les départements et l'État, chacune rayonnant sur un espace privilégié, mais non exclusif.

Services municipaux : le primat de l'histoire locale

133 projets scientifiques conçus par les archives et les bibliothèques municipales ont reçu une labellisation. Mémoires de la vie quotidienne d'une municipalité, les archives communales conservent une documentation importante relative à la Grande Guerre, qui a pu servir, à Lyon par exemple, à élaborer des expositions, ou à alimenter une campagne de numérisation comme à Aubervilliers et Saint-Denis. Les expositions représentent d'ailleurs la forte majorité (plus de 90 %) des actions menées. Le positionnement territorial et les fonds des institutions archivistiques et des bibliothèques expliquent que la plupart des expositions présentées durant le Centenaire traitent de l'histoire locale : « Nice en 1914 » (Alpes-Maritimes) ou « La guerre à Beaugency » (Loiret) sont deux exemples parmi tant d'autres de cette mise en valeur de l'histoire de la ville ou du village pendant le conflit. Cette omniprésence de l'histoire locale se retrouve au niveau des publications,

deuxième catégorie de manifestations scientifiques. Il s'agit soit de l'édition de documents originaux, comme le journal du maire de Mende (Lozère), soit de synthèses mêlant reproductions de documents d'archive et textes à dimension historique souvent rédigés par les archivistes et les associations historiques locales, comme *Rochefort et la guerre* (Charente-Maritime).

L'histoire locale est moins présente dans les projets portés par les bibliothèques municipales. La vie quotidienne au temps de la Grande Guerre, vue à travers le prisme de l'histoire locale, n'est le sujet que d'un tiers des expositions ; il reste cependant, entre 2013 et 2018, le sujet le plus important. Cette moindre présence dans les 36 projets scientifiques portés par les bibliothèques s'explique très certainement par le fait que la plupart d'entre elles ne conservent pas de fonds patrimoniaux ou de documents originaux concernant le conflit et ont dû inscrire, de ce fait, leur participation à la commémoration dans une perspective historiographique et mémorielle plus large. On constate en effet que les expositions qui portent sur la commune pendant les hostilités sont montées par des établissements qui disposent de collections idoines, comme à Lyon ou Paris, ou qui présentent des documents et des objets privés, empruntés pour l'occasion à des habitants de la commune, comme à Loguivy (Côtes-d'Armor). En dehors de ces cas de figure, les thèmes abordés dans les expositions empruntent à l'histoire culturelle et sociale, telle celle des « Femmes dans la Grande Guerre » à Soissons (Aisne) ou des « Figures du héros » à Evreux (Eure), ou abordent la guerre dans une perspective plus événementielle : par exemple « 1916, guerre d'usure » à Potigny (Calvados). Les conférences données par des historiens professionnels ou des membres d'associations historiques locales constituent le deuxième type, marginal en nombre, de manifestations scientifiques organisées par les bibliothèques. Mais les sujets retenus – la nourriture à Gentilly (Val-de-Marne), la paix à Compiègne (Oise), etc. – affirment cette volonté de « coller » aux axes de recherche les plus récents.

Services départementaux : des registres matricules aux colloques d'envergure internationale

Des 101 centres d'archives départementaux, seuls 18 n'ont pas constitué de dossier en vue d'une labellisation de leurs projets. Cela ne signifie pas nécessairement que ces services soient restés à l'écart de la commémoration du Centenaire. Certains départements comme le Loiret ont fait le choix d'organiser des actions, ici un cycle de conférences, en dehors des campagnes de labellisation. Les informations concernant l'activité des 48 institutions archivistiques départementales ayant retourné des réponses au questionnaire transmis ne permettent que marginalement de compléter les données contenues dans les

fichiers de labellisation de la Mission. Mais un constat s'impose néanmoins. Le projet de mise en ligne des registres matriculaires entamé en 2013, qui ne faisait pas l'objet d'une labellisation, a été suivi par tous les services départementaux. Quasiment achevée en 2018, cette campagne de numérisation constitue un axe scientifique important de la commémoration, permettant aux chercheurs de disposer de séries analytiques sur un territoire, sur des groupes sociaux, sur des individus et donnant l'occasion aux particuliers de retrouver la trace de leurs ancêtres. 74 services ont conduit des projets scientifiques durant le Centenaire. Leurs actions sont très proches de celles menées par les archives municipales. Les archives départementales ont organisé en majorité des expositions (61 % des projets soumis à la Mission du Centenaire), très souvent selon une perspective territoriale. Ces expositions utilisent les fonds documentaires pour aborder les différentes dimensions de la vie quotidienne des habitants. Les aspects liés aux conditions sociales et économiques des civils (« La Drôme pendant la Grande Guerre », Drôme), aux soldats et aux liens avec leurs familles (archives départementales de la Loire), ou à la reconstruction dans les territoires dévastés par les combats (Aisne) dominent. Il s'agit de montrer comment la guerre fut vécue et perçue dans le département.

L'approche est classique, mais elle intègre l'historiographie récente. Certains départements, en particulier frontaliers, ont ainsi fait le choix d'un regard transnational. Deux expositions dans le Bas- et Haut-Rhin ont évoqué les combattants français et allemands, non pas de manière parallèle, mais en liant les deux nationalités autour de thèmes communs : la vie quotidienne, le combat, la mort, la mémoire. Cette intégration des axes de recherche contemporains de l'histoire de la Grande Guerre passe également par une attention marquée envers la culture combattante (artisanat de tranchées, archives départementales de Côte-d'Or), les femmes (archives départementales de la Gironde) et les enfants dans la guerre (archives départementales du Cher). Avec 12 projets, les publications papier ou en ligne forment la deuxième activité scientifique des archives départementales. Il s'agit essentiellement de l'édition de guides des sources disponibles sur la Grande Guerre, qui incluent les fonds publics et les fonds privés. Les 7 colloques organisés par les services départementaux ont comme point de départ commun le territoire départemental. Rencontre scientifique consacrée à « La guerre dans les Vosges et la guerre de montagne » (archives départementales des Vosges), dédiée au vin et à l'alcool (archives départementales de la Gironde)... : une partie des communications porte sur l'espace local. Elles sont généralement le fait d'universitaires, d'enseignants du second degré et de membres des sociétés savantes du territoire et mêlent les approches sociales, culturelles, économiques et militaires. Les contributions ne se limitent pas aux dimensions locales mais proposent une vision plus large, comparative, voire

transnationale du sujet. En ce sens, la table ronde « Enseigner la Grande Guerre en France et en Allemagne aujourd'hui » organisée à l'occasion du colloque « La Grande Guerre des manuels scolaires » (archives départementales de l'Hérault) montre bien comment les problématiques historiographiques actuelles sont au cœur des actions scientifiques produites par les archives départementales.

Services d'animation de la lecture publique, les bibliothèques départementales ont joué un rôle scientifique moindre durant le Centenaire. Une partie de leur action étant tournée vers le prêt de documents au réseau de bibliothèques municipales, elles ont parfois contribué à enrichir les fonds documentaires de ces structures concernant la Grande Guerre. La bibliothèque de l'Oise constate ainsi que les demandes de documents concernant la Première Guerre mondiale émanant de son réseau s'est accrue de 36 % entre l'avant-Centenaire et la période 2014-2018. L'Oise ayant été un département directement touché par la guerre, il existe peut-être un intérêt local particulier pour la période, car les bibliothèques départementales du Tarn et de l'Hérault, par exemple, n'ont pas constaté d'« effet Centenaire ». Quatre de ces bibliothèques départementales ont monté une programmation spécifique, soit parce qu'elles sont installées, comme celles de l'Aisne et de la Somme, dans de territoires marqués par la guerre, soit parce que la mission culturelle de ces établissements a conduit à acquérir des expositions et à les mettre à la disposition des bibliothèques du réseau (bibliothèque départementale de Savoie). Le département de l'Aisne a ainsi fait intervenir plusieurs spécialistes de la Grande Guerre autour du cinéma et de la mémoire, de la pollution des sols due à la guerre ou de la culture pendant le conflit.

Les services de l'État : la dimension internationale

La richesse et la diversité des fonds sur la Grande Guerre conservés par les centres d'archives et les bibliothèques relevant des ministères de la Culture, de la Défense et des Affaires étrangères ont fait de ces institutions des acteurs de premier plan du Centenaire. Souvent accessibles et inventoriées depuis longtemps, leurs collections sont très bien connues des chercheurs. Cette notoriété explique, pour partie, la qualité des liens tissés entre le monde académique et ces établissements. La participation des universitaires français et étrangers aux conseils scientifiques, aux commissariats des expositions ou à la rédaction des catalogues matérialise cette proximité et l'intensité de cette coopération, qui attire souvent un large public. Ces liens s'étendent à d'autres actions programmées par ces institutions, comme les colloques, les journées d'étude et les conférences.

Ces relations avec la recherche et le savoir-faire scientifique de ces établissements ont été investis dans la commémoration dès 2013. Organisée d'abord en novembre 2013 par la Mission du Centenaire, les Archives et la Bibliothèque

nationales de France, la Grande Collecte est une vaste opération de signalement du patrimoine familial de la Grande Guerre. Deux autres appels similaires ont par la suite été lancés en novembre 2014 et novembre 2018. Une des forces de la collecte réside dans sa construction territoriale. À côté des Archives nationales et de la BnF, près de 150 services d'archives et quelques bibliothèques patrimoniales, comme la BDIC/La Contemporaine, ont participé à ce projet. Plus de 20 000 personnes ont répondu aux appels successifs. 1 600 fonds d'archives ont été déposés ou donnés, et quelque 325 000 documents ont été numérisés⁵. Si l'impact patrimonial et mémoriel de l'opération est incontestable, ces sources n'ont pas donné lieu à une importante communication de la part des institutions depositaires – quelques départements ont néanmoins réalisé des publications papier ou en ligne. Elles semblent également avoir été assez peu utilisées par les chercheurs. Nous n'avons identifié aucun travail universitaire (mémoire ou thèse) qui utiliserait les fonds de la Grande Collecte comme source principale. *La Grande Guerre des Français à travers les archives de la Grande Collecte*⁶ présentée par Clémentine Vidal-Naquet est à ce jour la seule publication à caractère scientifique produite à partir de ce corpus.

Les Archives et la Bibliothèque nationales ont mené, durant le Centenaire, une dizaine d'actions de valorisation scientifique de leurs fonds sur la Grande Guerre, en collaboration avec des chercheurs. La journée d'étude tenue en décembre 2014 autour des archives d'André Pézard, l'auteur de *Nous autres à Vauquois*, dont les papiers ont été déposés aux Archives nationales, a été organisée avec le Labex TransferS et l'université Paris III Sorbonne Nouvelle. L'approche transdisciplinaire développée lors de la matinée consacrée au témoignage d'André Pézard a fait intervenir des spécialistes de la littérature et des historiens. Celle consacrée aux « Familles en guerre » a associé les Archives à l'Institut historique allemand (IHA), l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et l'université de Picardie Jules-Verne. Les journées d'études organisées en novembre 2017 en Russie sous le titre « La France et les révolutions de 1917 » par les Archives diplomatiques, les Archives nationales et le Centre d'étude des mondes russe, caucasien et centre-européen (UMR CERCEC) ont fait intervenir des spécialistes de l'histoire diplomatique, du monde slave et des conservateurs dont les communications ont porté sur des fonds méconnus. L'angle retenu pour cette rencontre reste marqué par une approche historiographique nationale, mais tel n'a pas été le cas de toutes les journées d'étude et colloques

5 <https://gallica.bnf.fr/blog/24102018/vos-archives-de-la-grande-guerre-une-nouvelle-grande-collecte> (consulté le 1^{er} août 2021).

6 *La Grande Guerre des Français à travers les archives de la Grande Collecte*, éd. Clémentine Vidal-Naquet, Paris, Mission du Centenaire, 2018.

organisés par ces établissements. Le colloque dédié à « La nationalité en guerre » tenu en décembre 2015, dont une partie des communications porta sur la Première Guerre mondiale et qui fut coordonné par les Archives nationales et le Musée national d'histoire de l'immigration (MNHI), a fait intervenir des spécialistes internationaux. L'exemple peut-être le plus emblématique de cette internationalisation des problématiques de recherche est le colloque intitulé « La Grande Guerre, sources et archives », organisé par les Archives nationales et les Archives royales du Maroc.

Ces perspectives transdisciplinaires et transnationales caractérisent l'action scientifique des établissements nationaux. La composition des comités scientifiques des expositions montées par la BDIC (« Vu du front » en 2014 et « 1917 devient révolution » en 2017) et la BnF (« Août 14, tous en guerre ») et le traitement international de leurs approches confirment la place dominante et presque exclusive prise par cette historiographie au sein des projets scientifiques portés par les établissements nationaux.

Cette typologie abordée selon un angle territorial met d'abord en lumière la diversité des projets scientifiques menés par les archives et les bibliothèques, depuis la numérisation de corpus jusqu'à l'organisation d'expositions et/ou de colloques. Elle met également en relief un jeu d'échelles entre les actions à portée locale et celles à visées plus large mais qui, dans les deux cas, intègrent les questionnements historiographiques les plus contemporains. L'analyse des dossiers de labellisation reçus par la Mission montre enfin un autre phénomène, lié à la durée de la commémoration.

TEMPS ET ESPACES DE LA COMMÉMORATION

À l'échelle d'une commémoration nationale d'envergure se déployant sur tout le territoire, comme précédemment le bicentenaire de la Révolution, en 1989, le centenaire de la Grande Guerre se distingue incontestablement par sa durée. Les actions scientifiques menées par les différents services s'inscrivent dans un temps long, dont on peut mesurer les scissions au travers des dossiers déposés auprès de la Mission du Centenaire entre 2013 et 2018.

Temps forts et temps faibles de la mobilisation

La répartition des 262 projets émanant des bibliothèques et des services d'archives examinés pour l'éventuelle attribution de sa labellisation par la Mission du Centenaire s'articule, comme le montre le tableau suivant, autour de deux moments forts, l'un en 2014, l'autre en 2018. Le début et la fin de la commémoration concentrent à eux seuls 77 % de l'ensemble des actions

scientifiques. S'il concerne directement les projets déposés par les archives et les bibliothèques, ce constat pourrait être étendu à l'ensemble des manifestations : les institutions publiques se sont surtout engagées aux deux temps extrêmes de la commémoration – non pas qu'elles n'aient rien fait entre ces deux dates, mais l'année 2016 marque incontestablement un creux dans l'effervescence mémorielle.

Tableau 1. Demandes de labellisation portées par les archives et les bibliothèques publiques

Année	2013-2014	2015	2016	2017	2018
Nombre de projets	124	29	13	17	79

208

Cette décrue progressive paraît étrange de prime abord. 2016 correspond à la commémoration de la bataille de Verdun, événement incontournable dans l'enseignement de la Première Guerre mondiale, et de toutes les batailles probablement la plus connue. Pourtant, lorsque l'on observe le contenu des expositions, des conférences données dans les centres d'archives ou les bibliothèques, la bataille est souvent mentionnée, mais davantage comme un repère chronologique commun que comme un moment important du conflit. À cet égard, la comparaison avec les manifestations qui se sont déroulées en 2017 témoigne certainement du basculement scientifique d'une histoire nationale vers une approche internationale. Rien n'est organisé en 2016 directement autour de la bataille de Verdun alors qu'en 2017, 4 manifestations sur les 17 recensées abordent l'arrivée des troupes américaines (3) et la révolution russe (1). Cette comparaison ne signifie bien sûr pas que les batailles de Verdun ou du Chemin des Dames n'ont pas retenu l'attention des chercheurs, le colloque international consacré aux batailles de 1916 en témoigne assez bien. Mais les services d'archives et les bibliothèques ont joué un rôle assez mineur dans la diffusion de l'histoire militaire.

La polarisation des événements autour de 2014 et de 2018 s'explique aussi peut-être par une volonté d'éviter un effet de saturation. Parmi les 124 actions menées au tout début du Centenaire, une partie importante a fait le choix d'une vision panoptique du conflit, comme le suggérait le rapport de Joseph Zimet⁷, embrassant ses origines jusqu'à la paix et débordant souvent vers l'aval pour évoquer la question de l'héritage immédiat de la guerre (mémoire, séquelles physiques et psychologiques chez les anciens combattants). On peut donc comprendre qu'entre 2015 et 2017 beaucoup de centres archivistiques et de bibliothèques n'ont pas vu d'intérêt à investir le champ scientifique du Centenaire, ou n'ont

7 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre (2014-2020): propositions pour un centenaire international. Rapport au président de la République*, septembre 2011, p. 67 (https://www.ac-paris.fr/portail/upload/docs/application/pdf/2013-11/commemorer_la_grande_guerre_2014-2020.pdf, consulté le 1^{er} août 2021).

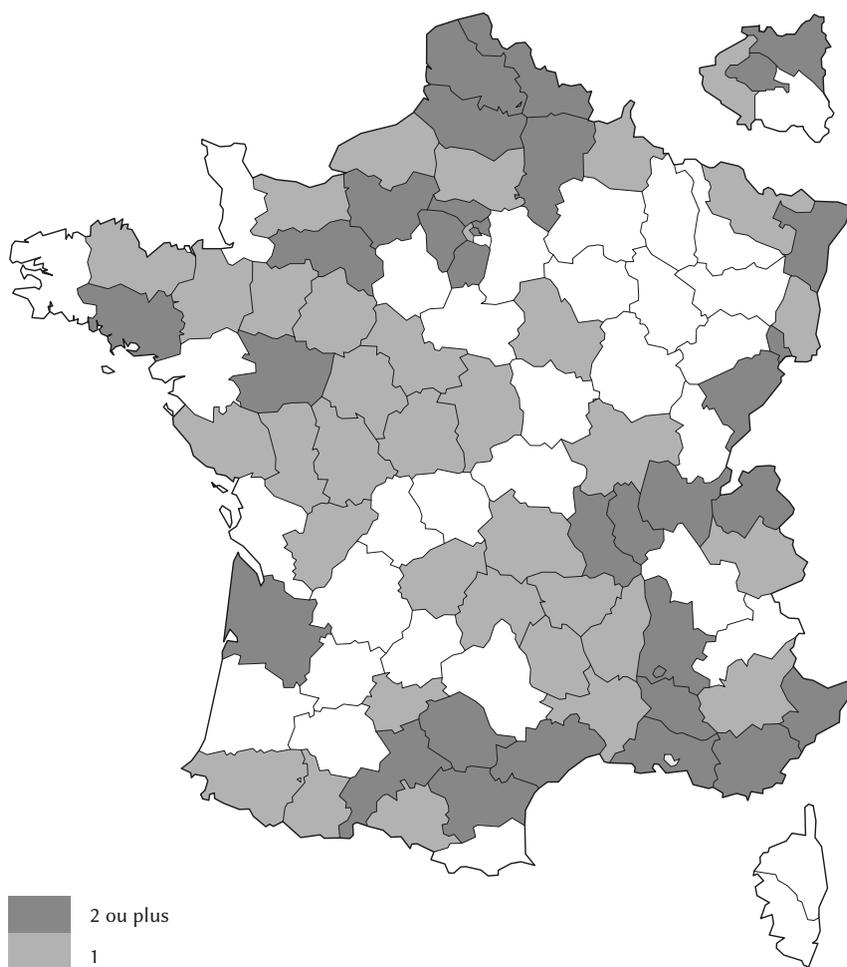
pas pu le faire. Beaucoup d'archives départementales n'ont en effet pas, ou que peu de fonds en dehors de ceux associés à la mobilisation, au retour des soldats et aux questions liées à la mort et au deuil. Les 79 manifestations qui clôturent le cycle commémoratif développent d'ailleurs une approche très différente, centrée logiquement sur l'« après ». La paix, le retour des combattants, la reconstruction dans les anciens territoires dévastés et la mémoire de la guerre occupent ainsi une place centrale dans les expositions, les conférences et les colloques.

Ces temps de la commémoration se sont incarnés dans des territoires. Tous n'ont pas connu le même dynamisme scientifique entre 2014 et 2018 ; c'est ainsi une géographie de l'action des services d'archives et des bibliothèques qui se dessine.

2014, une commémoration presque générale

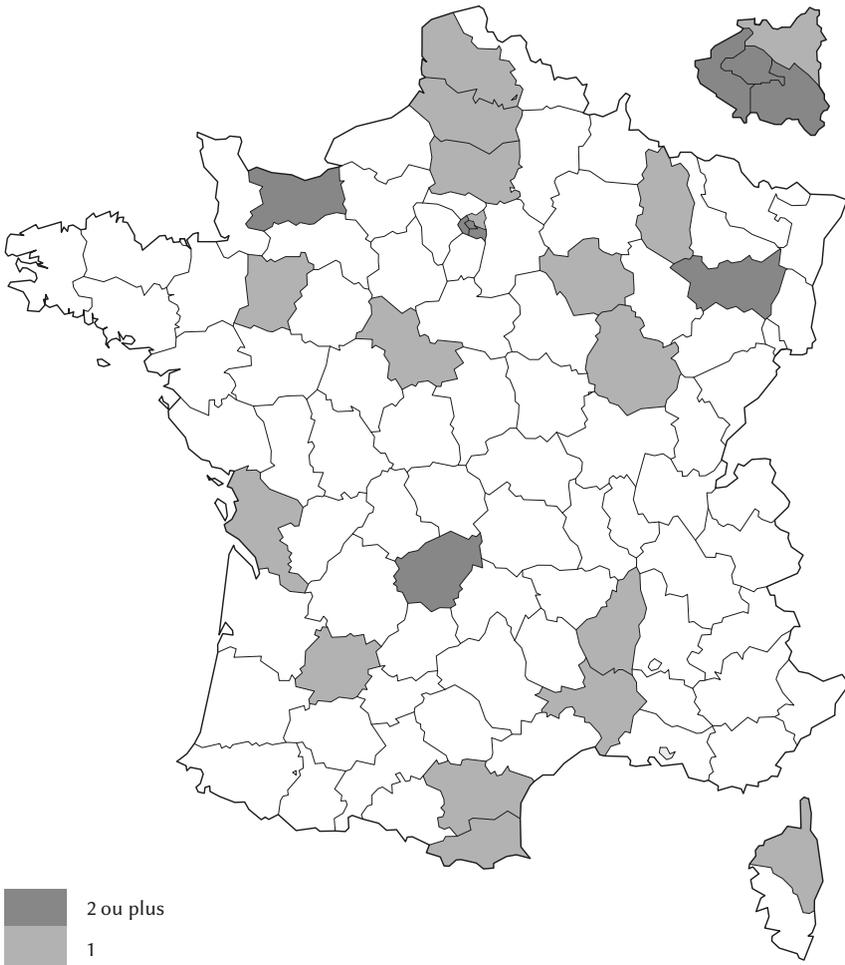
La cartographie des projets soumis en 2013 et 2014 par les services d'archives et les bibliothèques aux équipes de la Mission du Centenaire montre d'abord une participation très forte, mais en même temps très contrastée. On aurait pu penser que les départements dans lesquels la mémoire du conflit reste très prégnante (*via* la présence de musées, de champs de bataille, de cimetières et de mémoriaux) se seraient engagés dès 2014 dans des actions scientifiques. Cela a effectivement été le cas en Picardie (Aisne, Somme) et dans le Nord-Pas-de-Calais (Nord et Pas-de-Calais). En revanche, aucun établissement de la Seine-et-Marne, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Meurthe-et-Moselle ni des Vosges n'a porté de projet proposé à la labellisation. Cette absence d'action de la part de structures culturelles et scientifiques pourtant situées sur l'ancienne zone de front peut s'expliquer de plusieurs manières. Les centres d'archives et les bibliothèques ne sont pas forcément les acteurs scientifiques premiers de la commémoration. La Seine-et-Marne offre ici un exemple pertinent avec la présence sur son territoire du Musée de la Grande Guerre de Meaux, dont le rayonnement local est incontestable. Plutôt que d'instaurer une « concurrence » entre les structures, les archives et les bibliothèques du département ont préféré ne pas investir le terrain de la commémoration. D'autres départements, comme les Vosges et la Meuse, ont préféré concentrer leurs activités sur un temps plus marquant pour eux : l'entretien de la mémoire concentré en 2015 dans les Vosges s'explique notamment par la volonté de commémorer spécifiquement les batailles du Linge et du Vieil-Armand (1915). On peut appliquer un raisonnement analogue s'agissant de la Meuse pour l'année 2016.

La carte des projets scientifiques présentés en 2013-2014 met en évidence une absence de prise en charge de la commémoration par les services d'archives et les bibliothèques installés le long d'une diagonale qui part des Landes et va jusqu'à la Meurthe-et-Moselle. Il est possible, bien sûr, que ces services aient mené des



Carte 1. Nombre de projets scientifiques présentés en 2013-2014

actions en dehors de la labellisation. Mais ces départements font aussi partie des territoires qui ont soumis le moins de projets à la Mission, de façon générale. Il y a donc une forme de cohérence. Ces espaces connaissent des réalités économiques, sociales et culturelles très différentes les unes des autres ; celles-ci ne peuvent donc offrir d'explication à ce désintérêt. Cette diagonale dessine donc une certaine géographie de la mémoire de 14-18. À l'inverse, on observe une vraie dynamique territoriale de l'arc méditerranéen et de son hinterland (Vaucluse, Drôme) et de la région parisienne, portée notamment – mais pas seulement – par les actions des établissements nationaux, du Centre-Ouest, des départements frontaliers de l'Est, de l'Auvergne et du Rhône. Cette carte des actions scientifiques menées par les centres d'archives et les bibliothèques épouse presque parfaitement celle des autres actions organisées à l'échelon départemental. Les départements dans lesquels se



Carte 2. Nombre de projets scientifiques présentés en 2015

sont déroulés le plus de manifestations sont aussi ceux où nous avons relevé le plus d'actions de la part des archives et des bibliothèques⁸.

2015, une concentration autour de trois ensembles territoriaux

Avec 29 projets soumis à la labellisation par les services d'archives et les bibliothèques, la deuxième année du Centenaire marque un net recul de la commémoration sur les territoires. Les départements situés sur l'ancienne ligne de front sont toujours très impliqués : la présence de la Somme, du Nord et du Pas-de-Calais dans cette cartographie montre une implantation de la

8 Ils sont signalés en gris foncé sur la carte.

commémoration dans certains départements, au-delà de la célébration à cent ans de distance. Le Pas-de-Calais fut effectivement le théâtre de plusieurs batailles majeures en 1915, mais pas la Somme. Ces commémorations à la date anniversaire expliquent la présence des Vosges, qui commémorent en 2015 les deux batailles du Linge et du Vieil-Armand qui se sont déroulées sur ses massifs montagneux et de la Meuse, qui en 1915 devient un territoire de lutte important, avec Vauquois ou les Épargnes.

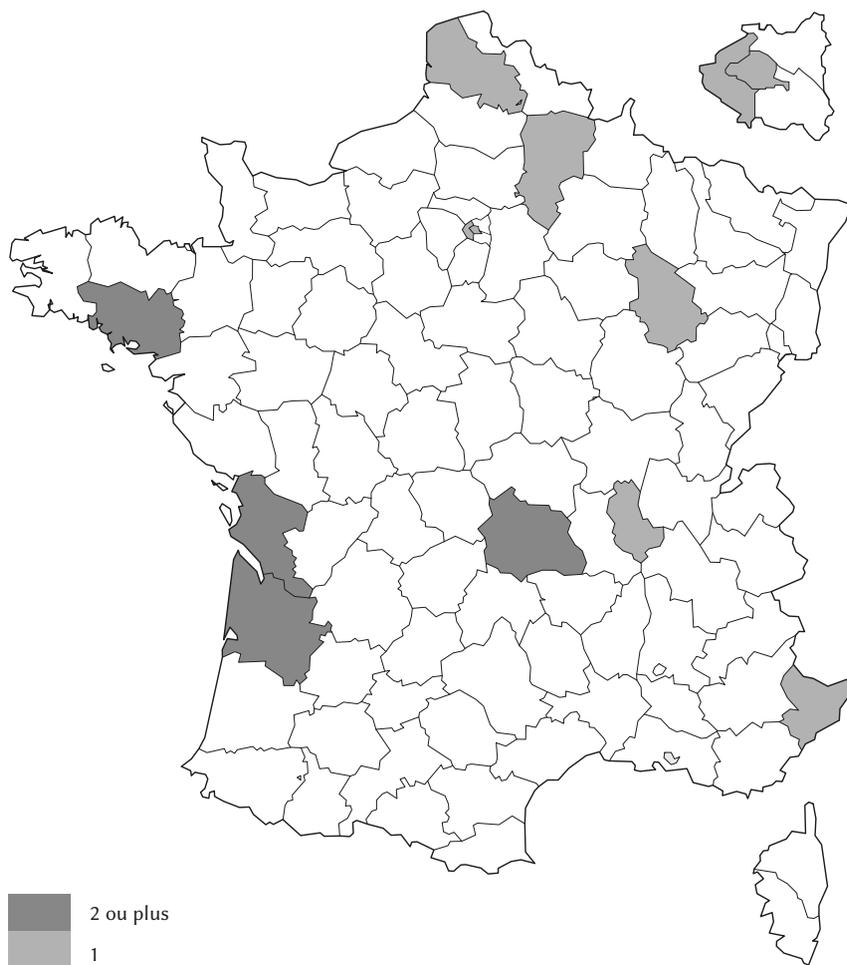
212 L'Île-de-France continue également à investir le terrain scientifique de la commémoration. Avec le colloque consacré à la guerre et aux nationalités organisé aux Archives nationales et l'exposition « 1914-1918 : le ministère des Finances sur tous les fronts », présentée à Bercy, les établissements nationaux continuent à jouer un rôle important. Les archives et les bibliothèques municipales du Val-de-Marne (exposition sur les troupes coloniales à Bonneuil, conférence sur l'alimentation à Gentilly et numérisation de documents à Ivry), de la Seine-Saint-Denis (numérisation d'un journal intime, ville de Pantin) et les archives départementales (exposition consacrée au département pendant la guerre aux archives départementales des Hauts-de-Seine) sont aussi très présentes dans l'organisation d'événements scientifiques.

L'arc méditerranéen forme, enfin, le dernier ensemble territorial cohérent avec par exemple des projets de publications en Haute-Corse, une exposition organisée par les archives municipales à Millas (Pyrénées-Orientales) et la tenue d'un cycle commémoratif incluant expositions et conférences à Bram, dans l'Aude.

2016, confirmation de l'usure

En 2016, la commémoration s'est concentrée, à l'échelle nationale, sur les batailles de Verdun et de la Somme. Avec le colloque international consacré aux batailles de 1916 organisé par la Mission du Centenaire, on aurait pu penser un certain retour de l'historiographie militaire dans les projets scientifiques. Cette hypothèse a d'autant plus de poids que la bataille de Verdun reste, dans l'imaginaire commun et dans l'enseignement français, un lieu de mémoire incontournable de la Grande Guerre. Or les 13 projets menés par les centres d'archives et les bibliothèques au cours de cette année sont très éloignés de ce cadre commémoratif. Le faible nombre de projets proposés entérine l'idée, dans la continuité de l'année 2015, d'un repli de la commémoration au niveau de l'activité scientifique de ces services culturels et scientifiques.

La Meuse et la Somme sont les deux territoires moteurs de la commémoration en 2016. Mais aucun établissement documentaire ne porte de projet dans la Meuse. Les services culturels des municipalités comme Verdun ou Bar-le-Duc, les associations locales, le Mémorial (Verdun) qui a réouvert ses portes le



Carte 4. Nombre de projets scientifiques présentés en 2017

aux archives départementales du Vaucluse), et dans l'Est, avec la publication des actes du colloque consacré à la guerre en montagne (archives départementales des Vosges) et l'exposition des objets venus de la Grande Collecte aux archives de Pontarlier (Doubs).

2017, continuité et rupture

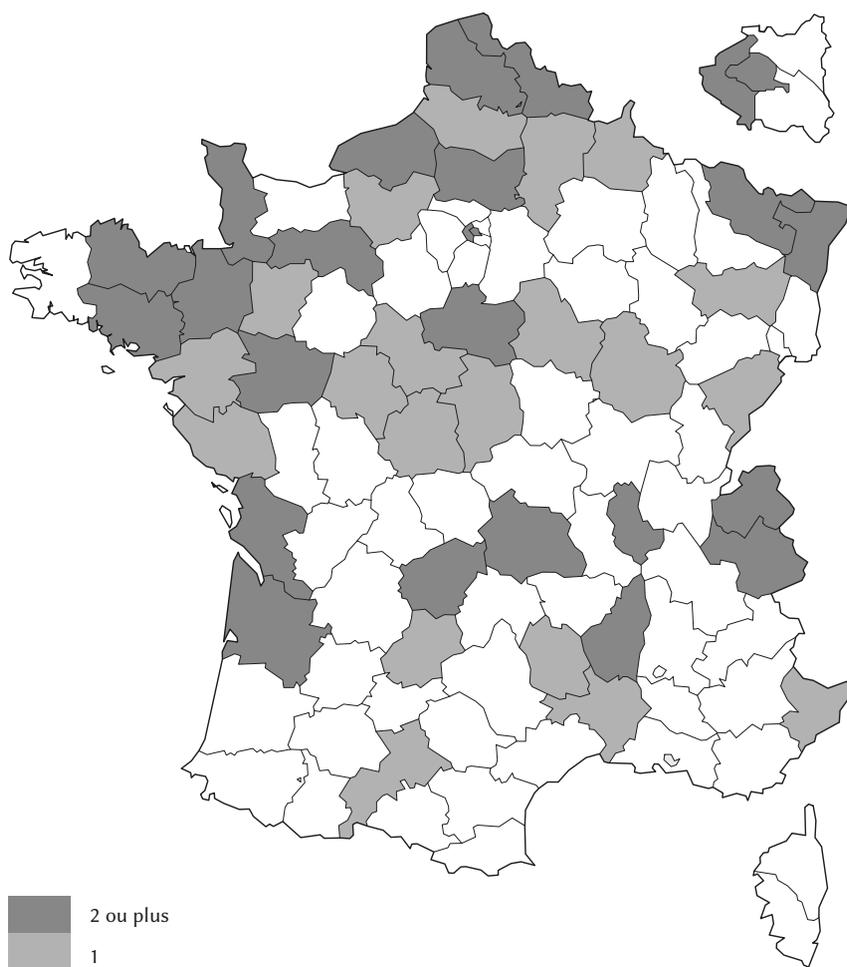
Le profil commémoratif de l'année 2017 ressemble, à maints égards, à celui de l'année 2016. Alors qu'un nombre très important de manifestations scientifiques, culturelles et pédagogiques se sont déroulées dans la Meuse et la Somme, théâtres des deux principales batailles de 1916 sur le front occidental, l'Aisne, à travers la commémoration de la bataille du Chemin des Dames, a été l'un des deux épicentres

de la commémoration. Les services d'archives et les bibliothèques n'ont néanmoins pas connu une activité très importante, à l'instar de ce qui a valu dans la Meuse en 2016. La construction d'un nouveau bâtiment destiné à abriter désormais les archives départementales et, dans cette perspective, la préparation du déménagement des collections ont mis hors-jeu ce service. Les directions des services culturels du département et des municipalités ainsi que les associations des territoires ont été moteurs en matière de projets scientifiques. Le colloque tenu en juin 2017 autour des mutineries, piloté par la Direction des affaires culturelles de Soissons, celui consacré à l'écriture de la guerre organisé en novembre de la même année à Laon par l'association CRID 14-18 témoignent du rôle clé joué par ces deux acteurs culturels. La bibliothèque départementale a quant à elle mis en place au cours de l'année un cycle pédagogique et scientifique sur le territoire, proposant notamment des projections de films commentés et un cycle de conférences faisant intervenir des spécialistes du conflit (Arndt Weinrich, Daniel Hubé).

La participation scientifique des archives et des bibliothèques s'est également concentrée sur un autre événement de l'année 1917, l'entrée des États-Unis dans le conflit. 3 des 17 projets soumis pour 2017 s'y rapportaient, l'envisageant sous l'angle local : les expositions « Boulogne à l'heure américaine » (Pas-de-Calais), « Nice l'américaine » (Alpes-Maritimes) et « 1917. Voilà les Américains ! » (Bordeaux, Gironde), organisées par les institutions archivistiques métropolitaines et départementales. Ces manifestations concourent à déplacer quelque peu vers l'ouest la carte des projets scientifiques et culturels portés par les services d'archives et les bibliothèques. Les départements de la façade atlantique se distinguent clairement, rompant ainsi avec leur relative absence dans les deux années précédentes. Les centres d'archives et les bibliothèques de trois départements de l'ancienne ligne de front (Pas-de-Calais, Aisne et Haute-Marne) ont contribué en 2017 à ce que cette ligne géographique constitue un axe dynamique de la commémoration scientifique.

2018, des actions scientifiques au plus proche de l'historiographie actuelle

Même si les projets scientifiques proposés à la Mission du Centenaire en 2018 par les services d'archives et les bibliothèques (au nombre de 78) sont moins nombreux que ceux soumis en 2013-2014, il n'en reste pas moins que la dernière campagne de labellisation marque un regain mémoriel très important. Après trois années (2015-2017) de temps faible, 2018 s'affirme incontestablement comme un temps fort. Cette dernière année de la commémoration se distingue, comme 2014, par les choix scientifiques. Le début du Centenaire a été marqué par des actions qui, souvent, proposaient de traiter le conflit dans sa globalité chronologique et thématique. Une part importante des manifestations de l'année 2018,



Carte 5. Nombre de projets scientifiques présentés en 2018

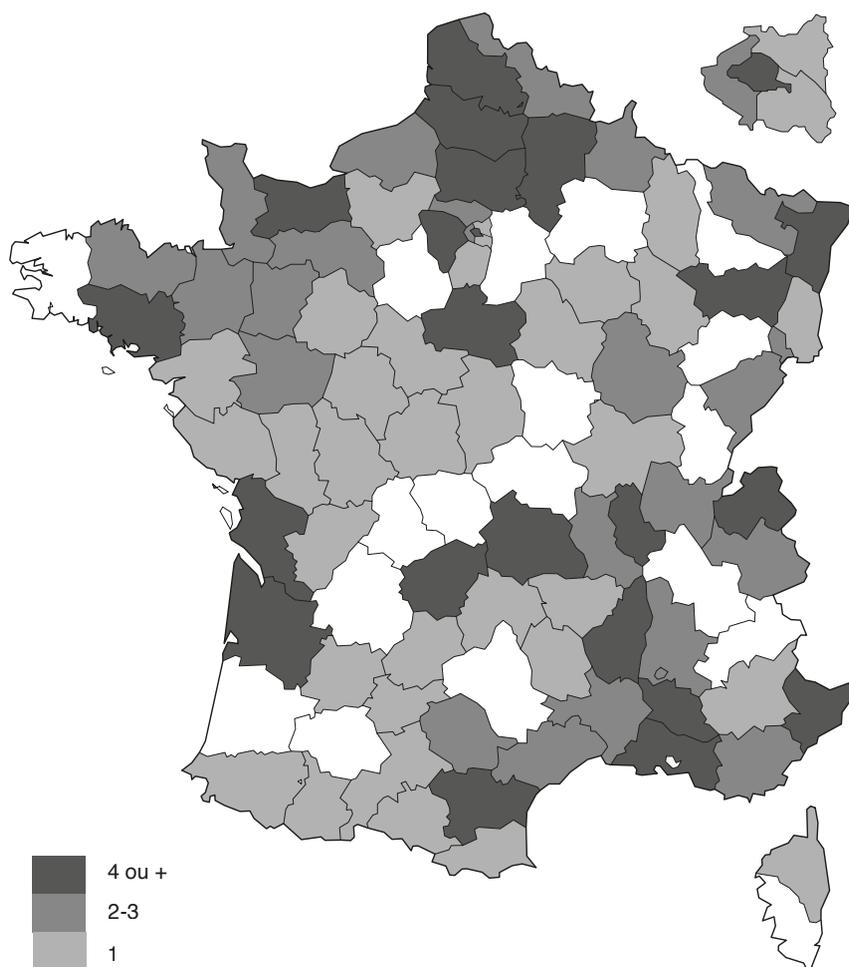
25 exactement, s'inscrivent dans une logique identique. Cependant ce n'est plus le temps de la guerre qui est la problématique centrale, mais l'après. Ce déplacement du questionnement est influencé par les questions mémorielles, dimension qui s'est imposée ces dernières années dans l'historiographie de la Première Guerre mondiale. L'exposition que les archives municipales de Nantes (Loire-Atlantique) ont consacrée à la fin de la guerre est emblématique de l'intégration, et d'un effort important de transmission, des recherches historiques des vingt dernières années. Le deuil de guerre, les blessures physiques et psychologiques, le difficile retour des combattants, la vie à l'arrière ainsi que les monuments aux morts sont autant de thématiques récentes de l'historiographie à s'imposer dans les expositions.

Cet intérêt pour la mémoire immédiate du conflit ouvre parfois la perspective à des problématiques qui s'intéressent au temps long du souvenir du conflit – le cas

de l'exposition montée à la bibliothèque municipale de Rouen (Seine-Maritime) sur la mémoire de la Grande Guerre est un bon exemple de cette ouverture. Cet intérêt pour l'histoire-mémoire de la Première Guerre mondiale, outre qu'il illustre la prise en compte de l'historiographie contemporaine dans le propos scientifique, est aussi au cœur d'une demande sociale et culturelle plurielle⁹, et qui s'est exprimée durant tout le Centenaire sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultramarin, comme en attestent le nombre et la diversité des actions culturelles, scientifiques et pédagogiques qui y furent menées. La place accordée à la mémoire dans les projets portés par les services d'archives et les bibliothèques durant cette dernière année de la commémoration explique que la carte des manifestations soit particulièrement étoffée.

Les territoires de la guerre occupent une place centrale dans cette géographie. L'exposition « Gloire au vainqueur », montée par les archives municipales de Strasbourg (Bas-Rhin) et consacrée au retour de l'Alsace et de Strasbourg à la France, comme bien d'autres, montre que le propos scientifique a su allier un discours historiographique classique (arrivée des troupes françaises et installation des autorités vues sous l'angle politique et militaire) à une histoire culturelle et sociale plus contemporaine (témoignages de civils, sort des civils allemands). Ce déplacement du questionnement scientifique se remarque particulièrement dans les projets menés autour des dévastations de guerre et de la reconstruction et qui se distinguent par une approche plurielle. Les archives départementales de l'Aisne et du Pas-de-Calais ont réalisé deux expositions mêlant histoire économique (destruction et remise en état de l'activité industrielle, des mines et de l'agriculture) et sociale (retour des populations), architecture et urbanisme. Les services qui ont programmé des manifestations autour de la paix, le cycle conçu par la bibliothèque municipale de Compiègne (Oise) ou l'exposition « 1918 : Gagner la paix » à la bibliothèque municipale de Lyon (Rhône) par exemple, ont fait le choix d'un même traitement pluridisciplinaire, abordant le sujet sous l'angle de l'histoire diplomatique, politique, économique, culturelle et sociale. Cette approche pluridisciplinaire structure les différentes manifestations qui se concentrent à l'Ouest, au Nord et dans le Centre. Ainsi, deux tiers des actions menées par les archives et les bibliothèques se situent au-dessus d'une ligne allant des Landes jusqu'au Bas-Rhin. Les établissements des départements de l'Ouest et du Centre semblent, à cet égard, marquer une volonté d'inscrire leurs actions dans le programme du Centenaire alors que ce n'était peut-être pas le cas en 2014. L'impact de la labellisation associée à un temps fort de la commémoration explique vraisemblablement cette présence.

9 Nicolas Offenstadt, *14-18 aujourd'hui. La Grande Guerre dans la France contemporaine*, Paris, O. Jacob, 2010.



Carte 6. Nombre de projets scientifiques présentés entre 2013 et 2018

ARCHIVES ET BIBLIOTHÈQUES DANS LES DYNAMIQUES TERRITORIALES

La synthèse, sur une seule et même carte, des 262 projets présentés entre 2013 et 2018 à la Mission du Centenaire par les centres d'archives et les bibliothèques permet une analyse complémentaire des dynamiques territoriales. Nous l'avons déjà indiqué, ces services sont loin d'être les seuls porteurs culturels et scientifiques de la commémoration. Les projets pilotés par les directions des affaires culturelles (DAC) des municipalités et des départements associent très souvent leurs archives et leurs bibliothèques qui, de ce fait, n'apparaissent pas toujours comme les porteurs de projets. C'est le cas, par exemple, du département de la Marne, un département « blanc » sur cette dernière carte, alors que les archives départementales ont été très impliquées dans le Centenaire. Le cycle commémoratif organisé à Reims en 2018 autour de l'armistice (« Vers l'armistice ») incluait la médiathèque

municipale, laquelle a organisé une conférence sur les troupes coloniales animée par Cheikh Sakho, doctorant à l'université de Reims, et Marc Michel, spécialiste de l'engagement de l'Afrique pendant la Grande Guerre. Même si tous les établissements n'apparaissent donc pas comme porteurs de projet, il est fort probable qu'ils soient engagés de manière massive, en France comme outre-mer, confirmant au passage la forte mobilisation autour du Centenaire. Les facteurs politiques et socioéconomiques semblent, ici, ne pas suffire à expliquer les variations constatées entre les différents territoires ; néanmoins, la carte permet de mieux observer les dynamiques, de fait contrastées.

Les territoires de la commémoration : services d'archives et bibliothèques de la ligne de front

Les services situés dans les départements de l'ancienne ligne de front ou libérés à la fin de la guerre forment un premier ensemble spatial. Ils ont régulièrement investi le champ scientifique de 2014 à 2018, avec une concentration des manifestations lors des centennaires des grands événements militaires ou politiques sur leur territoire. Les projets menés en 2018 par les archives départementales de l'Aisne, les bibliothèques de Soissons et de Saint-Quentin autour des combats de 2018 et de la reconstruction incarnent parfaitement ce lien entre mémoire territorialisée de la guerre et dynamique commémorative. À cette occasion, les professionnels de ces établissements ont souvent pris en charge le contenu scientifique des manifestations, construit au plus près de l'historiographie de la Grande Guerre la plus récente, mais sans forcément recourir à des spécialistes de la période.

L'Île-de-France : la force des établissements à rayonnement national

À l'inverse ou presque, les projets scientifiques montés à Paris par les grands établissements (Archives nationales, BnF, BDIC/La Contemporaine, archives du ministère des Affaires étrangères...) se sont construits avec des universitaires spécialistes du conflit, participant en fonction de leurs spécialités aux comités scientifiques, comme à l'occasion des expositions conçues en 2014 par la BnF ou La Contemporaine. Si trois caractéristiques devaient singulariser cet investissement des établissements nationaux dans la commémoration, leur capacité à monter des projets d'exposition ou de colloque d'envergure nationale en constituerait la première. La deuxième serait leur faculté à agréger des spécialistes internationaux et nationaux autour de leurs actions. La troisième résiderait dans les collaborations scientifiques construites, pour beaucoup d'entre elles avant le démarrage du Centenaire, avec les centres de recherche et les universités. À cet égard, le projet « Testaments de Poilus » piloté par les Archives nationales et

associant les universités de Cergy-Pontoise, Paris 8 et l'École nationale des chartes nous semble emblématique de ce mode de coopération qui caractérise les établissements nationaux.

Une participation massive des territoires

220

Les services d'archives et les bibliothèques à rayonnement national ne sont pas les seules structures à avoir tissé des liens avec la recherche. Les universitaires spécialistes de la Grande Guerre ont été sollicités sur tout le territoire, bien au-delà de leur université de rattachement. Bon nombre d'entre eux ont accompagné le travail scientifique des établissements. Leur implication dans les comités scientifiques des expositions a probablement été la forme de participation la plus commune. Par exemple, le projet « 14-18, Lyon sur tous les fronts ! », porté par la bibliothèque municipale de Lyon, a été suivi par Nicolas Beaupré, à l'époque maître de conférences à l'université de Clermont-Ferrand et spécialiste de la littérature de la Grande Guerre. Cette collaboration entre les spécialistes du conflit et les services s'est parfois traduite par la co-organisation de colloques, celui consacré au traitement de la Grande Guerre dans les manuels scolaires associant deux laboratoires de l'université de Montpellier II et III et les archives départementales de l'Hérault, entre autres.

Ces deux exemples de collaboration montrent que les services d'archives et les bibliothèques ont souvent placé à un niveau élevé l'exigence scientifique sous-tendant leurs projets, en cherchant à travailler avec les spécialistes. Il est évident que ce niveau d'exigence ne peut pas être identique selon que sont concernés les grands services municipaux et départementaux ou les plus petites structures territoriales. Mais force est de constater que ces structures ont pris une part importante dans le travail de diffusion des acquis récents de l'histoire de la Grande Guerre sur presque tous les territoires. 25 des 101 départements français n'ont pas proposé à la labellisation de projets portés directement par les archives ou les bibliothèques. Dégager un profil-type de ces départements « blancs » n'est pas possible, car leur diversité démographique, sociale, économique et culturelle ne le permet pas ; en outre, le nombre de projets y engageant d'autres protagonistes n'est pas moins important qu'ailleurs. Il y a plutôt tout lieu de penser, comme nous l'avons indiqué, que la diffusion scientifique autour de la Grande Guerre a été assurée par d'autres acteurs de la commémoration.

DES TENDANCES FORTES À L'ŒUVRE DURANT LE CENTENAIRE

Il serait vain de tenter de dresser un bilan de l'impact scientifique de la commémoration, plus encore de celui du rôle des services d'archives et des

bibliothèques dans la diffusion de l'historiographie de la Grande Guerre. Les thématiques abordées dans les expositions, les axes développés au fil des colloques et des journées d'étude et les sujets des conférences permettent de saisir les problématiques mises en avant, d'établir si elles furent plutôt issues de l'histoire politique, militaire, culturelle ou sociale, si elles s'intéressèrent plutôt aux batailles, à la vie des soldats et de celles et ceux restés à l'arrière. Elles donnent à comprendre si l'écriture récente de l'histoire de la Première Guerre mondiale s'est imposée ou non dans les actions menées entre 2013 et 2018. Si l'on peut cerner les courants historiographiques qui furent privilégiés pendant le Centenaire, il est en revanche impossible de savoir comment ces discours furent reçus et s'ils participèrent ou non à modifier le regard sur le conflit. Il faudrait pour cela compléter notre approche par une étude de la réception du Centenaire, à l'image de celle menée par le Labex « Les passés dans le présent » à l'occasion de l'exposition « Vu du front » (BDIC/Musée de l'Armée).

L'examen des labellisations ne révèle qu'une partie de ce qui a été organisé par les archives et les bibliothèques tout au long du Centenaire. C'est pour cette raison que nous avons complété notre approche par une série de questionnaires. Nous ne cherchions pas à obtenir connaissance de la totalité des projets menés par ces services, car la collecte est impossible à mener et surtout à analyser. Nous souhaitons pouvoir dégager une tendance à partir d'un nombre significatif d'entre eux, qui nous permette d'observer précisément la diversité des actions, leurs orientations, et d'avoir une idée de leur réception. Avec les réponses des grands établissements, de 48 centres d'archives départementales et d'une dizaine de centres municipaux, nous y sommes parvenus. La collecte a été beaucoup plus complexe s'agissant des bibliothèques, et nous possédons les concernant nettement moins de données : 7 bibliothèques départementales et 40 bibliothèques municipales de toutes tailles ont répondu. Mais les données transmises par les plus importantes d'entre elles (Strasbourg, Amiens, Lille, Nantes, Lyon, Nice, Limoges, Épinal) comportent des éléments (titres les plus empruntés et actions menées) qui nourrissent notre réflexion sur la diffusion scientifique du Centenaire.

QUALITÉ DES RÉPONSES

Le questionnaire adressé aux services d'archives comprenait quatre axes : fonds d'archives numérisés consacrés à la Grande Guerre, consultation des archives physiques, actions de valorisation menées autour des fonds, entrées de nouveaux fonds. Celui adressé aux bibliothèques était structuré de façon identique afin de disposer d'éléments de comparaison et déclinaient trois thématiques : consultations des fonds patrimoniaux liés à la Grande Guerre lorsque l'établissement en conservait, prêts des collections courantes et actions de valorisation.

Les réponses collectées ne sont pas toujours complètes. Si globalement les axes 3 et 4 du questionnaire adressé aux archives ont été plutôt très bien renseignés par les 48 services départementaux, les 12 municipaux et les 2 nationaux avec des taux de complétude avoisinant les 95 %, l'axe 2 du questionnaire, « Consultation des archives liées à la Grande Guerre », a très souvent été peu, voire pas rempli. Le constat est particulièrement vrai pour les archives départementales (80 % de non-réponses à cette partie du questionnaire). Deux raisons expliquent cette carence. La première tient aux outils. Si tous les établissements comptabilisent les communications de documents, très rares sont les systèmes d'information archivistique (SIA) qui permettent de distinguer parmi les fonds consultés. Il est donc difficile d'obtenir des données sur l'évolution depuis 2014 de la consultation des fonds d'archives physiques liées à la Grande Guerre et d'apprécier un éventuel « effet Centenaire ». C'est par exemple le cas du site internet *Mémoire des hommes*¹⁰, qui permet d'interroger notamment les bases de données recensant les morts pour la France de la Première Guerre mondiale, les fusillés et les « journaux de marche ». La seconde est liée à la conservation même des données. Les établissements n'ont pas forcément conservé leurs données de consultation depuis 2012 ou 2014.

Le pourcentage de non-réponses (60 %) à la question portant sur la consultation en ligne des fonds numérisés est plus surprenant. Les systèmes récents de gestion électronique des documents fournissent en effet des données assez précises sur les consultations : fonds interrogés, documents consultés, temps moyen de consultation voire modalités d'accès aux systèmes d'information (portail des archives, recherche sur Internet, rebond...). Les limites techniques des SIA expliquent également que la plupart des archives départementales n'ont pu fournir de données quant à la répartition des catégories socioprofessionnelles qui ont consulté les fonds physiques relatifs à la Grande Guerre.

Les réponses fournies par les centres d'archives éclairent, en revanche, sur la part et le type des fonds physiques liés à la Grande Guerre qui ne font pas partie des cadres de classement et des obligations de conservation. Elles donnent également une idée des politiques de numérisation entreprises autour de ces fonds et de la direction prise par ces initiatives. Elles détaillent aussi les activités scientifiques

¹⁰ *Mémoire des hommes* est un site créé en 2003 par la Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives (DPMA). Il donne accès aux bases de données suivantes : « Morts pour la France de la Première Guerre mondiale », « Fusillés de la Première Guerre mondiale », « Personnels de l'aéronautique militaire », « Journaux des unités engagées dans la Première Guerre mondiale », « Historiques régimentaires des unités engagées dans la Première Guerre mondiale », « Armées françaises dans la Grande Guerre » et « Clemenceau, ministre de la Guerre et président du Conseil » (<https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/article.php?larub=3&titre=premiere-guerre-mondiale>, consulté le 1^{er} août 2021).

(dates, archives présentées, existence d'un comité scientifique, nombre de visiteurs) et les actions pédagogiques (types d'actions, niveaux, archives utilisés, nombre d'élèves) menées par les centres d'archives. Cet entretien de la mémoire et de l'histoire de la guerre par les archives s'est enrichi depuis 2014 de l'entrée de nouveaux fonds sur le conflit, notamment par le biais de la Grande Collecte, matérialisant ainsi la vigueur de cette mémoire et la volonté de transmission des traces de cette période.

La structuration des réponses des bibliothèques est assez proche. Parmi les 44 bibliothèques desservant des bassins de population allant de 300 à 500 000 habitants, La Contemporaine et la BnF, la question portant sur les fonds patrimoniaux est celle qui a donné des résultats très lacunaires. D'abord parce que la très grande majorité des bibliothèques du corpus ne conserve pas de collections patrimoniales sur la Grande Guerre. Seules quelques-unes d'entre elles, comme à Lille, Nantes, Nice et Amiens, possèdent quelques fonds, surtout de la presse locale. Lyon se distingue avec des collections constituées de plusieurs milliers de documents rassemblés dès la guerre par la volonté du maire de l'époque, Édouard Herriot¹¹. Par le biais du dépôt légal, la Bibliothèque nationale possède un ensemble documentaire imprimé unique (presse, ouvrages, affiches, estampes, photographies) et également de nombreux originaux (dessins) partiellement accessible grâce à sa bibliothèque numérique, *Gallica*¹². Mais c'est La Contemporaine qui conserve probablement la collection la plus riche et la plus diversifiée sur le conflit. Constituée dès 1914, elle se compose d'originaux (peintures, dessins, sculptures), d'objets, d'imprimés (presse, ouvrages, affiches, estampes), de photographies (fonds privés, fonds de la Section photographique des armées) et d'archives privées et publiques. Cet ensemble est d'autant plus unique que les collections proviennent de tous les belligérants et des puissances neutres.

Si toutes les bibliothèques ne disposent pas de fonds patrimoniaux, la grande majorité d'entre elles disposent d'un système informatique de gestion capable, en principe, de fournir des données sur les prêts et de connaître ainsi les ouvrages consacrés à la Première Guerre mondiale les plus empruntés durant le Centenaire. Dans les faits, seules les bibliothèques des grandes villes (Lyon, Strasbourg, Limoges, Nantes, Lille, Amiens) ont fourni des données exploitables, qui permettent de se faire une idée assez convaincante des types de documents et des contenus les plus sollicités par les lecteurs. Les systèmes ne conservent pas toujours ces données sur cinq ans – en raison des recommandations de la CNIL

11 « Le fonds de la guerre 14-18 » (https://numelyo.bm-lyon.fr/f_view/BML:BML_00G0001001THM0001guerre14, consulté le 1^{er} août 2021).

12 *Gallica* met également à disposition les documents sur la Grande Guerre issus de la convention de partenariat signée par le ministère de la Défense et la BnF en juillet 2011, portant sur la mise en valeur des bibliothèques de la Défense.

concernant la conservation des données privées. Ils ne sont pas non plus en mesure de fournir des informations relatives aux prêts de documents lorsque ceux-ci n'ont pas été indexés au préalable (description du contenu du document à travers un vocabulaire normalisé). Cela est notamment le cas de la littérature et de la bande dessinée. Disposer de données les concernant implique de recourir à d'autres méthodes de collecte sur le système informatique.

Comme les centres d'archives, les bibliothèques ont plutôt très bien renseigné les activités scientifiques (expositions, conférences, existence d'un comité scientifique, nombre de visiteurs) et les actions pédagogiques (types d'actions, niveaux et nombre d'élèves concernés) menées. Cet entretien de la mémoire et de l'histoire de la guerre par les bibliothèques de conservation (BnF et Contemporaine) s'est enrichi depuis 2014 de l'entrée de nouveaux fonds sur le conflit, notamment par le biais de la Grande Collecte, matérialisant ainsi la vigueur de cette mémoire et la volonté de transmission des traces de cette période.

LES FONDS

Recenser : l'exhaustivité impossible

Les archives publiques conservent une riche et vaste documentation sur la Première Guerre mondiale issue des organismes de l'État. Ces fonds sont très bien connus des spécialistes de la Grande Guerre et font l'objet, depuis leur ouverture, d'une exploitation importante. Parallèlement à ces ensembles documentaires, les services conservent des fonds privés dont l'intérêt peut être national (fonds Pétain et Paul Painlevé aux Archives nationales, par exemple) ou local (cadre municipal ou départemental) et que la Grande Collecte, en 2014, a considérablement enrichis. Cette opération, sur laquelle nous allons revenir, n'a pas modifié les pratiques d'intégration de ces fonds privés. Très souvent, les familles sont à l'origine des dons ; les établissements les acceptent ou non en fonction de leur intérêt scientifique et patrimonial et en définissent les conditions de consultation. Le cadre chronologique de ces fonds privés déborde régulièrement les années 1914-1918. Il s'agit d'archives d'une vie dont la guerre n'est qu'un moment, et parfois une trace qui n'est pas notée dans les inventaires. Les lettres de Jean Norton Cru, ancien combattant et auteur d'un essai sur le témoignage combattant en 1929 (*Témoins*), conservées par les archives municipales de Marseille, font ainsi partie du fonds Vogel, qui s'étend de 1869 à 1977. Rien ne mentionne la période 1914-1918 dans l'inventaire. Cet exemple illustre l'impossible décompte des fonds privés déposés dans les archives publiques présentant un lien avec la Grande Guerre. Pour retrouver trace de celle-ci, le chercheur ne peut s'en remettre qu'à l'inventaire (à condition que celui-ci soit suffisamment précis), à la connaissance des archivistes

qui traitent et voient passer les fonds, à la découverte par un précédent chercheur (ce qui explique que quelques fonds privés soient tout particulièrement consultés depuis une vingtaine d'années) ou au hasard d'une découverte.

Le dénombrement des fonds dédiés à la Grande Guerre conservés dans les bibliothèques est une opération tout aussi complexe. La Bibliothèque nationale, la BDIC/La Contemporaine ou encore la bibliothèque municipale de Lyon ont accueilli, dès 1914 parfois, la production imprimée née de la guerre. C'est le rôle de la BnF par le biais du dépôt légal que de recevoir les ouvrages, libellés, revues et les affiches publiés en France. C'est le rôle de la bibliographie nationale que de classer par thèmes (droit, économie, histoire...) ces milliers de documents, à l'exception des affiches. Cet instrument est un outil précieux pour recenser la production éditoriale française liée à la Grande Guerre. Mais il indexe seulement une partie de l'édition : la littérature de guerre, fort importante pendant la période, échappe ainsi à ce recensement. Avant le début du Centenaire, la BnF a intégré le fonds photographique de l'agence de presse Rol, très active à la veille du conflit et durant les hostilités. Le sentiment de vivre avec le déclenchement de la guerre un moment exceptionnel a conduit certains contemporains à chercher à collecter toute la documentation produite par la guerre. Il s'agissait de récolter les traces de cette histoire en train de s'écrire. Les Leblanc, riches industriels, se sont ainsi mis à acquérir les imprimés, les objets et les œuvres d'art disponibles et provenant des belligérants et des neutres. Cet ensemble documentaire original a donné naissance au sortir de la guerre à la Bibliothèque-musée de la Guerre, devenue ensuite Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), puis La Contemporaine. Il s'agit probablement de la collection la plus riche et la plus importante (plusieurs dizaines de milliers de documents) et qui n'a cessé d'être alimentée depuis soit en imprimés d'époque, soit en archives, soit en littérature scientifique. Dédié à la Grande Guerre, le fonds a très rapidement fait l'objet d'une indexation analytique mise en place par Pierre Renouvin. La constitution du fonds similaire conservé par la bibliothèque municipale de Lyon obéit à une logique très proche de celle mise en œuvre par les Leblanc, la différence entre les deux ensembles résidant dans l'enrichissement postérieur du fonds, celui de la bibliothèque municipale de Lyon formant un ensemble documentaire clos. À côté de ces deux établissements patrimoniaux dont les fonds bénéficient d'une réputation scientifique ancienne, la plupart des bibliothèques municipales mettent à la disposition de leur public des collections sur la Grande Guerre. Ces fonds n'ont pas attendu le Centenaire pour être mis en place. La littérature contemporaine s'est abondamment saisie de la Première Guerre mondiale depuis une vingtaine d'années et rencontre beaucoup de succès. La littérature jeunesse s'est également emparée du sujet. La production scientifique s'est, depuis les années 1990, considérablement étoffée. Il est impossible de quantifier cette

présence de la Grande Guerre dans les bibliothèques, tant elle varie selon la taille des établissements, les besoins du public et les moyens alloués. Même dans les plus petites bibliothèques, elle n'est jamais inférieure à 10 documents, tous supports et contenus confondus. Ce chiffre donne une idée de la place de la Grande Guerre dans les bibliothèques publiques.

Continuer : au-delà de la numérisation des registres matriculaires

226

Le 90^e anniversaire du début de la Première Guerre mondiale est un jalon important dans la mise en ligne du patrimoine documentaire du conflit. En novembre 2003, la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA, aujourd'hui Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives, DPMA) met ainsi en ligne sur le site internet *Mémoire des hommes* la base de données recensant les « Morts pour la France », programme d'ampleur qui consiste en la numérisation de quelque 1,3 million de fiches individuelles¹³, et s'enrichit en 2008 des journaux des opérations. La perspective de la commémoration du Centenaire, qui prend forme en 2011 avec la remise du rapport Zimet¹⁴, amorce une politique très volontariste, de la part des ministères de la Culture et de la Défense, de mise en ligne du patrimoine de la Grande Guerre. Parmi les projets portés par le rapport figure notamment la numérisation des registres matriculaires, conservés principalement dans les centres d'archives départementaux. Quelques services, comme celui des Ardennes, commencent à entreprendre cette numérisation avant même le lancement officiel de la commémoration en novembre 2013. La majorité des établissements ayant répondu au questionnaire ont plutôt réalisé l'opération en 2014, voire en 2015, à l'image des archives départementales guadeloupéennes. Financé en partie par le ministère de la Culture et la Mission du Centenaire, ce projet a été mis en œuvre par l'ensemble des centres d'archives départementaux, dynamisant et structurant ainsi l'implication de ces derniers dans la commémoration.

Cette initiative a ouvert un champ des possibles à la valorisation des fonds d'archives concernant la Grande Guerre. La grande opération promue par le rapport Zimet a donné le coup d'envoi à de nombreuses initiatives de numérisation de fonds locaux, autour de trois ensembles : presse locale, documents administratifs et fonds privés.

La mise en ligne de la presse régionale, à l'exemple du *Progrès de la Somme* (archives départementales de la Somme) ou de *La Frontière* (archives départementales du Territoire de Belfort), s'inscrit dans la continuité de la numérisation de la presse de la première moitié du XX^e siècle conduite par la Bibliothèque nationale de France.

13 Voir *supra*, note 10.

14 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre*, *op. cit.*

Même si ces titres ne sont pas intégrés sur *Gallica* – ce qui est regrettable en matière de visibilité des fonds – leur accessibilité en ligne participe à ce maillage territorial et offre aux chercheurs un corpus très large, permettant d’interroger, à travers cette source, les différentes échelles spatiales de la guerre.

Dans la continuité de la numérisation des registres matriculaires accessibles sur les réseaux informatiques locaux des services et *via* le Grand Mémorial¹⁵, huit services départementaux ayant répondu au questionnaire ont étoffé leurs fonds sur la Grande Guerre disponibles en ligne. Les archives départementales de la Haute-Garonne ont ainsi numérisé en 2013 les rapports des préfets pour la période de la guerre, les bulletins des communes, les états par commune des disparus de la guerre, les dossiers de la commission attribuant les subventions aux communes pour la construction des monuments aux morts. Les archives départementales du Val-d’Oise ont mis en ligne les documents émanant d’organismes temporaires créés pour le temps de la guerre (réfugiés, dommages de guerre). Ce sont donc des sources majeures pour comprendre l’histoire politique, économique et sociale d’un territoire entre 1914 et 1918 qui sont désormais accessibles aux chercheurs. Les problématiques mémorielles, dimensions les plus récentes de l’historiographie du conflit, sont également intégrées dans ces opérations de numérisation. La mise en ligne des documents évoquant l’érection des monuments aux morts par cinq services départementaux témoigne de cette prise en compte des axes de recherche les plus contemporains.

Les fonds privés constituent le dernier ensemble numérisé par les services d’archives. Dans la très grande majorité des cas, ces fonds ont été numérisés dans le cadre de la Grande Collecte. Il s’agit de fonds considérés comme remarquables pour leur valeur documentaire en lien avec le territoire. La numérisation du journal d’une infirmière d’Argenteuil (archives départementales du Val-d’Oise), des papiers d’Élie Reynier¹⁶ (archives départementales de l’Ardèche), de photographies prises dans la Somme en 1916 (archives départementales de la Somme) sont des exemples emblématiques des types de documents mis en ligne. Ils proposent une approche plus individuelle et plus intime de la guerre. Leur présence en ligne, à côté de la presse, des registres de matricules et d’autres sources administratives apporte une vision riche, diversifiée et multiscale de la société française en guerre. Ces sources disponibles sur Internet autorisent des comparaisons régionales, permettent de travailler sur des acteurs sociaux à l’échelle de groupes, voire d’individus et rendent ainsi compatibles approches macro- et micro-historique.

15 Ministère de la Culture, *Grand Mémorial* (www.culture.fr/Genealogie/Grand-Memorial, consulté le 1^{er} août 2021).

16 Élie Reynier (1875-1973) est un historien ardéchois, membre de la Ligue des droits de l’homme. Il correspond abondamment avec Jean Norton Cru dans les années 1920-1930.

Soutenir : le rôle de la Mission du Centenaire

228

Cette importante campagne de valorisation des fonds autour de la Grande Guerre n'aurait pas été possible sans le soutien déterminant de la Mission du Centenaire. La labellisation et surtout l'accompagnement financier apportés par celle-ci ont joué un rôle moteur. Onze fonds conservés par les centres d'archives publics ont ainsi bénéficié d'un financement spécifiquement destiné aux procédures de numérisation. C'est le cas de la collection des *Schul-Chroniken* déposées aux archives départementales du Bas-Rhin, ou des tableaux d'honneur des morts pour la France du département aux archives départementales de l'Ardèche. Ces projets, qui concernent des fonds déjà présents en 2013, ont été de dimensions variables selon les capacités de traitement des services, en fonction des opportunités d'exposition (numérisation d'affiches et de cartes postales dans le cadre d'expositions virtuelles, par exemple aux archives départementales du Vaucluse) et des moyens budgétaires alloués. Ces différentes contraintes expliquent l'absence de scissions temporelles particulières dans les projets de mise en ligne des archives. Ceux-ci s'étalent sur toute la période de la commémoration, et il n'y a pas d'année qui se distingue. Il faut toutefois souligner que certaines opérations ont cherché à s'aligner sur le calendrier des commémorations, à l'exemple de la numérisation de photographies prises en 2016 dans la Somme et d'un fonds venu d'un soldat du 2^e RAC ayant combattu à l'occasion de la bataille (archives départementales de la Somme).

Valoriser : le précédent de la mise en ligne des collections des bibliothèques

Les bibliothèques patrimoniales qui conservent des fonds sur la Grande Guerre ont mené des actions de valorisation en ligne de leurs collections, selon une temporalité identique à celles des archives. La BnF fait figure de pionnière en la matière. Dès 2003, pour le 90^e anniversaire du conflit, elle s'associe à la BDIC en vue d'un projet de numérisation des journaux de tranchées français. Quelques 130 titres sont ainsi mis en ligne, associés à d'autres provenant de la Bibliothèque historique de la ville de Paris (BHVP) et de la Bibliothèque nationale universitaire de Strasbourg (BNUS). En 2005, la BnF lance un plan de numérisation de la presse nationale qui couvre la période 1914-1918 et devient accessible *via* sa bibliothèque numérique *Gallica*. Ce corpus met à disposition une source majeure pour les chercheurs. La politique de numérisation des fonds de la BnF autour de la Première Guerre mondiale ne se limite pas aux imprimés. La mise en ligne à partir de 2005 des photographies des agences de presse Rol et Meurisse, dont une partie des fonds concerne le conflit, participe à l'enrichissement des fonds qui précède la mise en place de la mission.

La politique de valorisation des collections de la BDIC concernant la Grande Guerre s'inscrit dans une chronologie assez proche de celle qui a valu à la BnF. Les premiers projets débutent en 2003 avec la numérisation des journaux de tranchées, puis des historiques de régiment et des tirages photographiques des albums de la Section photographique des armées (SPA), à partir de 2011. Le Centenaire accélère la numérisation des fonds de la bibliothèque autour de corpus qu'elle est la seule à conserver au niveau national, comme les *Gazettes des ateliers* (2015). L'établissement expérimente également de nouveaux formats d'indexation des cartes postales écrites pendant le conflit, permettant ainsi aux chercheurs d'effectuer des recherches textuelles.

Le Centenaire donne l'opportunité à quelques bibliothèques de mettre en valeur leurs collections. Le contexte de la commémoration et l'appui de la Mission jouent un rôle décisif dans la mise en ligne de corpus spécialisés. La bibliothèque municipale de Lyon, à l'occasion de l'exposition « 14-18, Lyon sur tous les fronts ! », entreprend la mise en ligne d'une partie de sa collection de cartes postales, d'affiches et de photographies.

229

Archives et bibliothèques au cœur de la Grande Collecte

Organisée par les Archives nationales, la Mission du Centenaire de la Première Guerre mondiale et la Bibliothèque nationale de France, la Grande Collecte est une opération nationale appelant les Français à présenter ou à remettre leurs papiers personnels ou familiaux aux institutions partenaires de l'événement. Un thème a été attribué à chacune de ses éditions. En 2013 et 2014, les publics étaient invités à apporter aux archives et aux bibliothèques participant à l'opération tous documents datant de la Première Guerre mondiale. L'édition 2016 visait les relations entre l'Afrique et la France aux XIX^e et XX^e siècles et, en juin 2018, l'histoire des femmes. Du 5 au 11 novembre 2018, dans le cadre de la dernière année de commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale, les Français ont été sollicités une troisième fois pour apporter leurs souvenirs familiaux de la Grande Guerre. La première collecte menée en 2013 a été assurée par 62 centres d'archives départementaux, la BnF et une dizaine de bibliothèques municipales, avant d'être élargie l'année suivante à 90 services d'archives municipaux et à la BDIC. Elle a aussi pu faire l'objet d'un partenariat territorial ambitieux, à l'image de la réunion de plusieurs acteurs culturels et scientifique dans le Pas-de-Calais : le Louvre-Lens, La Coupole/ Centre d'histoire et de mémoire du Nord-Pas-de-Calais et les archives départementales. Les documents apportés par les particuliers ont été numérisés, indexés et une petite partie d'entre eux ont été mis en ligne sur le site internet dédié à la Grande Collecte.

Plus de 20 000 personnes ont apporté des lettres de soldats, des carnets, des photos à la Grande Collecte organisée en 2013 et 2014 ; 325 000 documents ont été numérisés, le volume de pièces mises en ligne montrant ainsi la vivacité de la mémoire de la guerre dans les familles. Elles ont été nettement moins nombreuses à participer en 2018, à l'image des 8 contributeurs venus en novembre aux archives départementales des Ardennes. Mais le niveau de participation global est probablement l'enseignement scientifique majeur de la Grande Collecte. À l'image de l'ampleur des initiatives locales menées entre 2014 et 2018, le nombre important de personnes ayant participé à la collecte illustre cette vigueur¹⁷, dont il est difficile de savoir s'il s'agit d'une redécouverte à l'occasion du Centenaire ou d'un entretien de la mémoire familiale qui ne demandait qu'à émerger dans un contexte propice. À un siècle de distance, le désir de patrimonialisation des souvenirs familiaux reste très fort. Il domine très largement sur une conscience de l'intérêt scientifique des objets numérisés et qui aurait pu amener à un versement de ces pièces dans les fonds publics. Si 420 personnes sont ainsi venues aux Archives nationales en 2014 pour faire numériser les objets conservés, un tiers seulement d'entre elles ont souhaité léguer ce patrimoine à l'institution. Un autre phénomène a également attiré notre attention au moment de la venue des participants, en 2014, à la BDIC. Nous avons pu observer qu'une très forte majorité d'entre eux étaient âgés de plus de 65 ans. Ils étaient en mesure de documenter très précisément le contexte de transmission de l'objet, de la correspondance, des dessins ou des photographies remis. La plupart étaient les héritiers directs (petits-enfants, voire enfants) des propriétaires des documents. Ce constat ne saurait être bien sûr généralisable à l'ensemble des participants, mais il permet de formuler l'hypothèse qu'une partie non négligeable du public venu participer à la Grande Collecte disposait d'une mémoire directe des documents et représentait en quelque sorte les derniers témoins capables de parler de cette transmission de la mémoire familiale de la Grande Guerre.

Les correspondances et les documents personnels (journaux, dessins, fascicules de mobilisation, décorations...) forment la majorité des documents numérisés, comme le montre le cas des archives départementales de l'Ain. La mise en ligne de ces documents représente très souvent un volume important : 9 500 images numérisées par les archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, 16 918 par les archives départementales ardéchoises. Dans la plupart des cas, comme nous l'avons souligné, les services départementaux ont intégré

17 200 participants aux archives départementales de la Seine-Maritime, 300 contributeurs dans le Pas-de-Calais et 206 aux archives départementales de l'Ardèche en 2014, par exemple.

ces dons : 25 fonds sont ainsi entrés aux archives départementales de l'Hérault, se composant essentiellement de photographies, de cartes postales, de carnets de guerre et de dessins. Parfois, ces dons ont consisté en des pièces originales comme les tabatières, les cannes sculptées et les cahiers d'écoliers légués aux archives départementales de la Loire. Ces dons se sont poursuivis durant tout le Centenaire, signe d'une prise de conscience de l'intérêt patrimonial de ces documents. Les archives départementales du Morbihan ont par exemple accueilli 7 fonds nouveaux sur la Grande Guerre en sus des 18 reçus dans le cadre de la Grande Collecte.

À notre connaissance, aucun travail universitaire (à partir du master) n'a à ce jour élu comme source principale les documents mis en ligne ou déposés lors de la Grande Collecte. En revanche, elles semblent intéressantes à analyser dans une perspective mémorielle, car elles disent beaucoup au sujet de la transmission patrimoniale du souvenir. Il est évident que l'entrée de ces documents crée un dialogue avec les archives officielles, collectées auprès des autorités publiques et conservées dans les dépôts nationaux, départementaux et municipaux. Ces pièces permettent alors la rencontre d'une histoire personnelle et d'une histoire nationale. Tous ces documents ne sont pas encore numérisés et certains services ont fait le choix, pour des raisons de droits, de ne donner accès à eux qu'à partir du réseau informatique local, à l'image des archives départementales de l'Ardèche. L'intérêt scientifique représenté par certains fonds a conduit, dans de rares cas, à une acquisition onéreuse par les services. Les archives départementales de la Marne, de l'Oise et de la Somme, trois départements directement touchés par les combats et marqués par une mémoire territoriale de ceux-ci encore très forte, ont ainsi acquis des fonds jugés importants pour l'histoire du territoire. Le département de l'Oise a enrichi ses collections de documents relatifs à l'hôpital d'évacuation de Ressons-sur-Metz, la Marne les siennes d'un fonds de 700 photographies.

USAGES ET CONSULTATIONS DES FONDS SUR LA GRANDE GUERRE

Mesurer la consultation des archives ou le prêt de documents en bibliothèque donne une idée des fonds qui furent les plus utilisés pendant le centenaire de la Première Guerre mondiale. Les chercheurs ne furent pas le seul public à consulter ou à emprunter la documentation sur le conflit. Ces institutions accueillent un ensemble d'usagers plus large, associant passionnés du conflit, généalogistes, chercheurs amateurs ou particuliers désireux de remonter le fil de l'histoire familiale. Ces publics n'ont pas forcément les mêmes centres d'intérêt que les universitaires. La consultation des collections met en lumière cette diversité des publics et des usages. Elle est aussi un indicateur de la vigueur du Centenaire.

En effet, en disposant de données qui, pour certaines, remontent à 2012, il est possible de dire si la commémoration a eu un impact sur l'usage des fonds liés à la Grande Guerre, si, à l'intérieur même du Centenaire, des scissions temporelles similaires à celles constatées s'agissant des labellisations existent, si des tendances particulières se remarquent et, si tel est bien le cas, de comprendre l'origine de celles-ci. En d'autres termes, constate-t-on un « effet Centenaire » dans la consultation des documents conservés et mis à disposition par les services d'archives et, si tel fut le cas, qu'est-ce qui fut consulté ?

Les archives : l'impact des politiques de numérisation

232 Nous l'avons indiqué plus haut, les services d'archives ayant répondu au questionnaire n'ont pas toujours complété les sections relatives à la consultation des fonds, qui reste l'ensemble de données de fait le plus incomplet des réponses apportées. Les modules statistiques des systèmes d'information archivistique ne conservent pas toujours de telles informations sur une durée aussi longue. C'est le cas, par exemple, des outils qui donnent accès aux bases de données hébergées par *Mémoire des hommes* : aucune donnée annuelle n'est accessible pour la période 2013-2018. Les types de publics qui ont fréquenté physiquement les archives sur la Grande Guerre ne peuvent être précisément établis. Il faut se contenter d'un pourcentage par catégories qui, d'un service à l'autre, varie néanmoins assez peu, nous permettant de dégager des profils. Les données concernant les fonds consultés sont généralement plus précises, même si rares sont les services à avoir pu communiquer la liste des fonds concernés et le nombre de leurs consultations depuis 2012. Comme pour les publics néanmoins, les données se recoupent d'un établissement à l'autre, ce qui permet d'observer des tendances. La consultation des fonds numériques donne des séries statistiques plus complètes sur la durée et sur les documents identifiés.

CONSULTATION DES FONDS PHYSIQUES : MÉMOIRE FAMILIALE ET HISTOIRE LOCALE

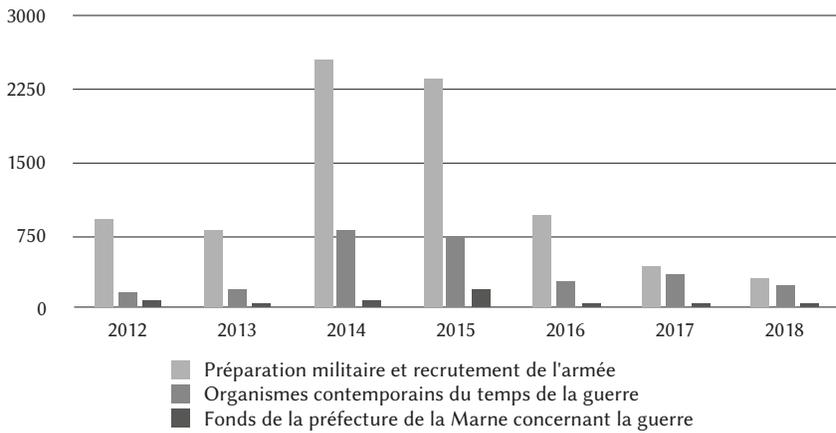
La commémoration du Centenaire a eu un effet incontestable sur la consultation des fonds d'archives physiques de la Grande Guerre. Même si tous les services ne sont pas en capacité de quantifier cet effet, la plupart des établissements ayant répondu au questionnaire s'accordent à dire que les salles ont été plus fréquentées et les documents sur la Première Guerre mondiale plus sollicités qu'avant le Centenaire. Ce ressenti correspond-il pour autant à la réalité ? Nous avons bien vu, avec les labellisations, que la commémoration a connu plusieurs moments, avec, après l'année 2014, une importante décrue des manifestations (en 2015 et 2016), avant une reprise à partir de 2017.

Les données de consultation fournies par les archives départementales du Gard et du Morbihan tendent à confirmer cette courbe. Les fonds gardois sur la Grande Guerre connaissent presque un triplement de leur consultation entre 2013 et 2014. Puis la consultation décroît en 2015 et 2016, avant de rebondir en 2017. Il convient de considérer ces baisses avec prudence, et comme un mouvement général plutôt qu'un désintérêt fort du public. En effet, le Centenaire est aussi marqué par une importante activité de mise en ligne des fonds des archives départementales, ce qui rejaillit sur la consultation des collections physiques. Une tendance presque analogue à celle constatée dans le Gard s'observe pour les fonds des archives départementales du Morbihan, avec un décalage néanmoins. L'intérêt pour les documents couvrant la période 1914-1918 précède le début du Centenaire proprement dit. Le tableau vient enfin modestement confirmer l'impression de fréquentation accrue des salles de lecture décrite par les services. Les lecteurs venus consulter des documents sur la Grande Guerre sont effectivement plus nombreux en 2014 qu'en 2013 aux archives départementales du Gard (2,5 fois plus d'utilisateurs). Cet accroissement est aussi brutal que l'est sa retombée : avec 106 lecteurs en 2016, les fonds sont même moins consultés qu'avant le Centenaire. Ici aussi les données incitent à la prudence, car les archives départementales du Gard et du Morbihan mirent en ligne entre 2014 et 2015 une partie de leurs fonds sur la Première Guerre mondiale.

Tableau 2. Fonds Première Guerre mondiale, archives départementales du Gard (30) et du Morbihan (56) : nombre de consultations entre 2013 et 2017

	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de consultations (AD30)	1361	4145	2574	659	856
Nombre de consultations (AD56)	1232	944	507	322	376
Nombre de lecteurs ayant consulté ces fonds (AD30)	140	368	218	106	105
Nombre de lecteurs ayant consulté ces fonds (AD56)	154	113	218	63	27

Les données de consultation des archives départementales de la Marne offrent par l'étendue de leur série chronologique (2012-2018) une compréhension unique de l'usage des documents sur la durée du Centenaire. Si, en ce qui concerne le volume des consultations, les années 2012 et 2013 paraissent relativement stables, l'année 2014 connaît une augmentation importante. Cet accroissement soudain décline dès 2015. La consultation des fonds des archives départementales de la Marne entame alors une décrue, de plus en plus marquée en 2016. Il n'y a pas de « rebond » du Centenaire en 2018. Ce constat marque une première différence avec les scansion temporelles relevées s'agissant des actions culturelles et scientifiques menées par les services d'archives et les bibliothèques. Si un « effet Centenaire » a bien eu lieu, il s'est en l'espèce concentré sur l'année 2014, avant de décliner par la suite.



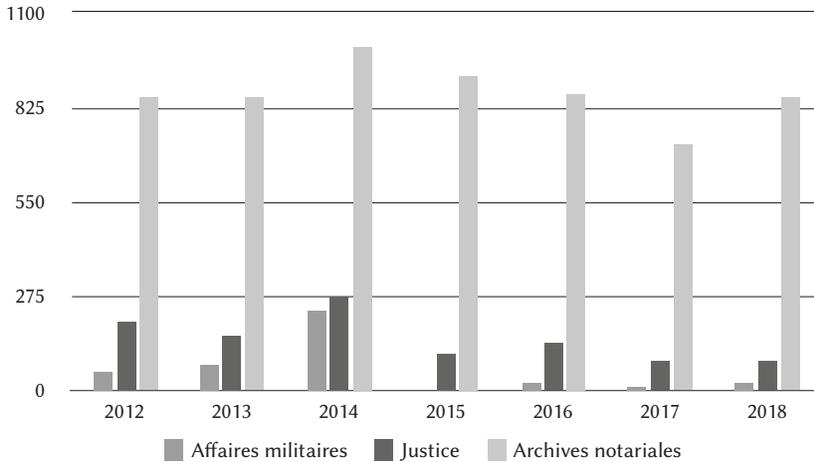
1. Fonds Première Guerre mondiale, archives départementales de la Marne (51): nombre de consultations des archives physiques entre 2012 et 2018

234

La tendance observée pour les archives marnaises se retrouve également aux archives départementales de l'Essonne, avec une nuance néanmoins, qui invite à regarder attentivement le temps du Centenaire. La consultation des fonds sur la Grande Guerre par les lecteurs des archives départementales de la Marne met un peu en lumière le fait que, après 2016, les documents sur le conflit sont moins consultés qu'en 2012-2013. Les données d'usage des archives du service de l'Essonne montrent encore plus fortement cette tendance. Les trois fonds 14-18 les plus consultés (archives notariales, justice et affaires militaires) le sont moins après 2015 ou 2016 qu'avant 2014. Ce constat, que l'on retrouve dans toutes les séries statistiques des services d'archives dont nous disposons pour la période 2012-2018, invite à conclure que la sensibilité pour les archives de la Grande Guerre s'est construite en amont du Centenaire. Il y avait déjà un intérêt pour la guerre de 1914-1918, que la première année de commémoration (2014) a dynamisé.

L'analyse de la consultation des fonds conservés aux archives départementales de l'Essonne met clairement en évidence trois ensembles archivistiques : les archives notariales, la justice et les affaires militaires. Les archives notariales figurent parmi les documents physiques les plus consultés par les lecteurs des archives départementales. Ils constituent la base documentaire des recherches menées par les généalogistes. Cette catégorie d'usagers des archives est celle qui fréquente le plus assidûment les salles de consultation des archives départementales. Les archives notariales n'ont pas échappé à l'« effet Centenaire ». L'année 2014 marque un pic de consultation des fonds notariaux liés à la Grande Guerre, avec près de 20 % d'augmentation par rapport à l'année précédente. L'usage scientifique des fonds notariés reste limité. Il est la plupart du temps le fait de lecteurs cherchant à étoffer leur histoire familiale. S'intéresser à la période 1914-

1918 est pour ceux-là une étape, probablement stimulée par le Centenaire, mais elle n'est pas pour autant l'objet principal de l'attention matérialisée par ces consultations.

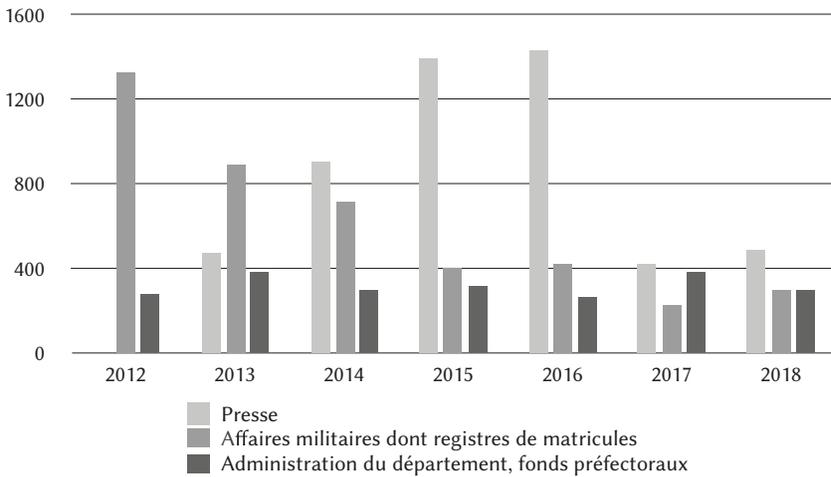


2. Fonds Première Guerre mondiale, archives départementales de l'Essonne (91) : nombre de consultations des archives physiques entre 2012 et 2018

On peut penser que la consultation de la série R « Affaires militaires », ainsi que le montrent les données des centres d'archives de la Marne et de l'Essonne, répond à une logique sensiblement différente. La multiplication par presque 2,5 de la consultation des documents concernant le recrutement de l'armée entre 2013 et 2014 dans la Marne a de quoi interroger de prime abord. Cette partie de fonds abrite les registres matriculaires qui, au début du Centenaire, ne sont pas accessibles en ligne sur le portail des archives de la Marne. Les lecteurs n'ont d'autre possibilité que de venir étudier les registres papier pour renouer avec l'histoire familiale de la guerre. Ces documents militaires figurent incontestablement comme les pièces les plus consultées en salles de lecture. Il s'agit pour la plupart des lecteurs de lier l'histoire de la Grande Guerre ravivée par le Centenaire à l'histoire familiale et intime. L'objectif de ces consultations est de retrouver l'engagement d'un aïeul, les fronts sur lesquels il a combattu, où il a été mobilisé, de cerner toutes les étapes de cette vie militaire entre 1914 et 1918 pour les réinsérer dans la mémoire familiale. À cet égard et après la base *Mémoire des hommes*, c'est probablement autour de la consultation des registres de matricules que la dynamique mémorielle s'est cristallisée, et de manière massive, comme en attestent les 848 consultations de registres matriculaires enregistrées entre 2012 et 2017 par les archives départementales du Jura.

Parallèlement à cette demande mémorielle qui dynamise la consultation des fonds, il se dégage un intérêt des lecteurs pour ce qui contribue à écrire l'histoire

locale de la guerre, à l'échelle communale ou départementale. La série R des archives départementales figure ainsi parmi les fonds les plus consultés. En dehors des registres matriculaires, elle conserve en effet notamment, par exemple, les dossiers relatifs à l'érection de monuments aux morts dans les années 1920 et aux dommages de guerre. Le niveau de consultation de ces fonds est incomparablement moindre que celui des registres. La partie des fonds sur les monuments aux morts conservée par les archives départementales jurassiennes a été communiquée à 25 reprises entre 2012 et 2017. Mais après les registres matriculaires, elle est, comme aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle, le fonds le plus consulté avec les dossiers sur les dommages de guerre. Cette consultation s'inscrit dans une démarche scientifique qui est souvent l'œuvre des sociétés savantes locales, d'étudiants ou plus rarement de chercheurs. Leur spectre de consultation dépasse le seul cadre de classement des affaires militaires. Faire l'histoire de la commune ou du département pendant le conflit suppose de mobiliser d'autres sources. C'est ce que mettent en évidence les données de consultation des fonds des archives départementales de Saône-et-Loire.



3. Fonds Première Guerre mondiale, archives départementales de Saône-et-Loire (71) : nombre de consultations des archives physiques entre 2012 et 2018

La consultation des trois principaux fonds sur la Grande Guerre nous semble plutôt guidée par un intérêt scientifique des lecteurs : la presse locale, qui constitue une source pour l'histoire politique, sociale, économique et culturelle, la série « Affaires militaires », les fonds de l'administration du département, dont la consultation est très stable durant le Centenaire, permettent en particulier de travailler sur la vie quotidienne des habitants (ravitaillement, moral...). Les données des archives de Saône-et-Loire mettent aussi en lumière des évolutions contrastées entre 2012 et 2018. On constate d'abord une diminution importante

et brutale de la consultation de la série R. Entre 2012 et 2015, celle-ci est divisée par trois. Cette baisse correspond à la mise en ligne des registres matriculaires, intervenue en 2015 et qui fait d'office diminuer la consultation de leur version physique. Cette tendance n'est pas spécifique à la Saône-et-Loire, elle s'observe pour tous les services départementaux ou municipaux qui ont mis en ligne des fonds sur la Grande Guerre. On remarque ensuite que la presse a bénéficié d'une attention particulière de la part des lecteurs au début du Centenaire, avant de voir sa consultation baisser. On observe également cette tendance aux archives départementales de l'Ariège :

Tableau 3. Fonds Première Guerre mondiale, archives départementales de l'Ariège (09) : nombre de consultations de la presse locale entre 2012 et 2018

Fonds	Nombre de consultations						
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Presse locale	6	16	33	4	2	6	3

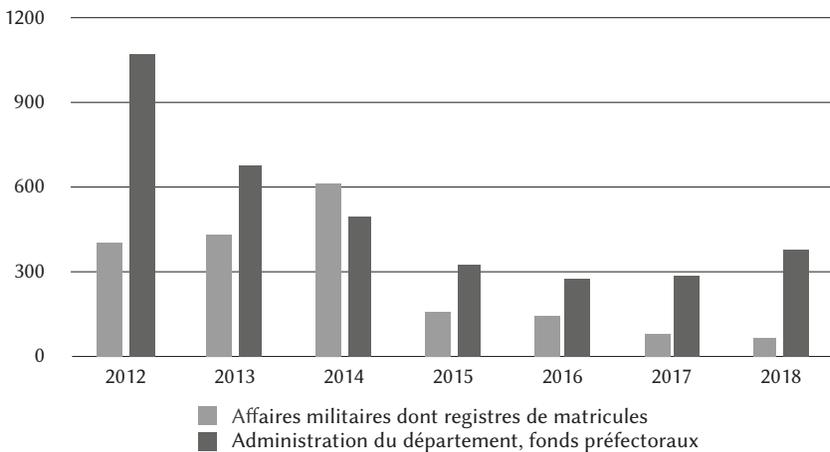
La concentration de la consultation de la presse sur le début du Centenaire est la traduction de l'engouement mémoriel et scientifique autour de la guerre. La commémoration a aiguisé le « désir mémoriel » de reconstituer l'histoire familiale, de l'inscrire et la comprendre dans le contexte géographique local. Elle a également animé le travail d'historiens locaux, d'associations historiques et de sociétés savantes, venus ainsi combler un vide dans l'histoire du département ou de la commune pendant la guerre. L'année 2014 a ainsi vu apparaître un nombre très important de publications consacrées à l'histoire locale pendant la Grande Guerre. Ce champ éditorial n'a pas encore fait l'objet d'une analyse quantitative¹⁸ ni qualitative (historiographie développée) précise. Elle est pourtant, à notre sens, un marqueur important de l'activité scientifique du Centenaire.

Les données des archives départementales du Var illustrent, peut-être de manière plus prononcée que dans les autres services municipaux et départementaux, ce qui se déroule au niveau de l'usage des fonds d'archives : l'intérêt pour la Grande Guerre est déjà présent lors des deux années qui précèdent le Centenaire. L'hypothèse d'un démarrage scientifique du Centenaire avant le lancement officiel de la commémoration en novembre 2013 est probable et n'est pas à exclure. Les sociétés savantes, les associations et les chercheurs locaux commencent très souvent leurs recherches en 2012-2013 dans la perspective de finaliser une publication ou une exposition pour 2014. Les deux années précédentes peuvent donc être vues en archives comme un temps de préparation scientifique du Centenaire. Lorsque celui-ci se manifeste, il se concentre sur l'année 2014, qui représente un pic de consultation des archives publiques. La mise en ligne des registres

¹⁸ Voir *infra* la contribution de Nicolas Patin.

matriculaires, en 2015 dans le cas du Var, a entraîné une chute drastique de la consultation physique. Cette baisse marque toute la seconde partie du Centenaire (2015-2018) et concerne l'ensemble des fonds. L'intérêt scientifique et mémoriel des lecteurs se poursuit, mais de manière moindre qu'en 2014.

238



4. Fonds Première Guerre mondiale, archives départementales du Var (83):
nombre de consultations des archives physiques entre 2012 et 2018

Un lectorat habituel des archives

Si les services d'archives ont constaté une hausse de la consultation des fonds sur la Grande Guerre, les données que nous avons pu recueillir ne montrent pas de basculement dans les types de fréquentation. Les généalogistes et les membres des sociétés savantes ou des associations historiques ont été les principaux utilisateurs des fonds. Les estimations fournies par les archives départementales de la Marne, du Haut-Rhin et des Deux-Sèvres permettent d'estimer prudemment que 20 à 30 % du public venu consulter les fonds sur la Première Guerre mondiale est constitué de généalogistes. Cette fréquentation est à croiser avec la consultation des registres matriculaires, type de documents particulièrement mobilisé par les généalogistes. Les membres des sociétés savantes et des associations historiques venant préparer un événement commémoratif pour leur commune constituent le deuxième groupe de lecteurs, dans des proportions estimées identiques à celles constatées s'agissant des généalogistes.

Les jeunes chercheurs (masterants et doctorants) constituent un troisième groupe, parfois assez important lorsqu'une université ou un centre de recherche accueillant des spécialistes du conflit est présente sur le territoire. La fréquentation des archives départementales du Bas-Rhin est emblématique de ce lien de

proximité. 34 % des lecteurs y sont des étudiants de master dont les travaux sont dirigés par les spécialistes rattachés à l'université de Strasbourg. Le phénomène inverse (peu de jeunes chercheurs lorsque le territoire n'accueille pas d'université) semble se vérifier si l'on considère et généralise l'estimation fournie par les archives départementales du Morbihan, que l'on retrouve dans des départements ayant des profils identiques. Les jeunes chercheurs représentent ici seulement 7 % du public. On observe le même écart de fréquentation pour les chercheurs professionnels. Ceux-ci peuvent représenter entre 5 % (aux archives départementales du Haut-Rhin) et 30 % (dans les Deux-Sèvres) du lectorat, selon la proximité ou non d'un centre de recherche ou d'un programme d'étude spécifique autour de la Grande Guerre.

La commémoration n'a ainsi pas provoqué de ruée massive dans les centres d'archives, ni de changements majeurs dans la structuration des publics. Les particuliers se sont déplacés pour satisfaire un besoin de construction de la mémoire familiale. Les chercheurs amateurs et les enseignants du secondaire sont venus consulter de la documentation pour une exposition, la rédaction d'un livre ou la préparation d'un cours. Les jeunes chercheurs ne sont pas arrivés en masse dans les services, ce que confirme l'étude de Simon Catros sur les sujets confiés aux masterants. Les archives publiques sur la Grande Guerre ne constituent plus, dans la majorité des travaux de master 1 et 2, les sources premières. À cet égard, les archives subissent le déplacement des sensibilités historiographiques. D'autres sources sont mobilisées préférentiellement par les spécialistes de 14-18 qui n'ont pas fait des sources archivistiques publiques le cœur de leurs travaux.

Consultation des fonds numérisés : Morts pour la France, Fusillés de la Grande Guerre et registres matriculaires

Le Centenaire a très certainement joué comme un accélérateur dans la mise en ligne du patrimoine archivistique. Idée émise à l'origine par Serge Barcellini, le projet de numérisation des registres matriculaires remonte à 2009-2010 et a fait l'objet d'un prototypage par la DMPA et les archives départementales de la Meuse. Ce projet est repris par Joseph Zimet dans le rapport de préfiguration du Centenaire, déjà évoqué *supra*. Avant la commémoration, excepté *Mémoire des hommes* qui existe, nous l'avons dit, depuis 2003, peu de fonds étaient accessibles en ligne. Leur consultation imposait un déplacement aux archives. La mise en ligne a facilité l'accès aux documents ; elle a probablement, de façon générale, facilité le recours à l'archive. Certes la médiation a disparu, ce qui n'est pas sans interroger quant à la compréhension et au rôle de l'archive dans l'espace social, mais la numérisation a permis à toute une partie de la population d'accéder à des sources jusque-là réservées uniquement à celles et ceux qui osaient franchir

la porte du bâtiment, puis s'inscrivaient, comprenaient comment fonctionnent les plans de classement et commandaient les documents.

La mise en ligne de fonds documentaires a ainsi favorisé, voire soutenu, en facilitant son accès, la demande de mémoire autour de la Grande Guerre. Un chiffre illustre parfaitement, nous semble-t-il, cette dynamique : celui de la consultation de la base de données recensant les « Morts pour la France de la Première Guerre mondiale ». Entre novembre 2013 et juin 2019, 39 898 550 recherches y ont été effectuées au total. Il faudrait éliminer les recherches qui n'aboutissent pas, les tris dans les homonymies, etc. pour approcher la réalité du nombre de requêtes ayant donné lieu à des résultats. Mais ce chiffre très élevé démontre tout de même que le Centenaire a été un intense moment de rappel de la mémoire familiale. Le site internet *Mémoire des hommes* a été très bien médiatisé pendant tout le Centenaire, et a donc trouvé une audience très large, mais il a surtout rencontré un public curieux d'aborder l'histoire individuelle des aïeux engagés et morts pendant les hostilités.

240

Si la dimension mémorielle domine très certainement dans la consultation de la base recensant les « Morts pour la France », l'utilisation de la base des « Fusillés de la Première Guerre mondiale » nous paraît répondre à des objectifs quelque peu différents. Depuis novembre 2014, date de sa mise en ligne, jusqu'à juin 2019, 550 000 recherches y ont été effectuées. C'est, après « Morts pour la France », le fonds le plus consulté du site de la Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives. Il y a très certainement un intérêt mémoriel de la part de certaines familles, dont les ancêtres ont été condamnés par la justice militaire. Il était difficile d'entrer dans ces archives et leur mise en ligne a facilité la consultation des dossiers individuels des accusés. Parallèlement à cette curiosité d'ordre intime, il y a également une curiosité pour un phénomène – la justice militaire pendant le conflit – qui intéresse la société contemporaine. Rentrer dans cette histoire par le prisme de l'individu confronté à l'arbitraire des autorités militaires de l'époque ou par celui de la victimisation des hommes mobilisés – deux approches de l'historiographie de la Grande Guerre qui sont développées depuis plusieurs années – donne à comprendre la guerre telle qu'elle fut parfois représentée par les médias et expliquée par certains spécialistes durant le Centenaire. La consultation importante de ce fonds paraît, en ce sens, emblématique d'un croisement des interrogations mémorielles et des questionnements historiques récents sur le conflit.

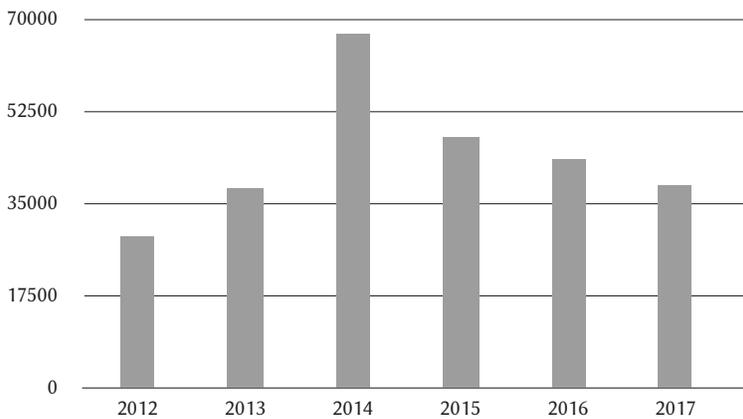
Dans un contexte d'accès facilité aux documents, il n'est pas étonnant de constater que la consultation électronique a rapidement dépassé la consultation des fonds physiques. Les données de consultation des archives départementales de la Gironde montrent bien ce passage. Les registres matriculaires y sont mis en ligne en 2015. Avant cette date, entre 2012 et 2014, on dénombre en moyenne

1 600 consultations d'archives sur la Grande Guerre par an. À partir de 2015 et jusqu'en 2017, en moyenne 5 100 consultations sont enregistrées chaque année. L'accès à des documents électroniques a, dans le cas de ce département, multiplié par trois la consultation des fonds. Cette mise en ligne a très certainement participé, en plus de l'essoufflement de l'intérêt pour le Centenaire constaté à partir de 2015, à la diminution du nombre de lecteurs dans les salles des archives départementales.

Tableau 4. Fonds Première Guerre mondiale, archives départementales de la Gironde (33): consultation comparée des fonds d'archives physiques et électroniques entre 2012 et 2017

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de consultations de fonds physiques	1 202	1 855	1 740	455	441	512
Nombre de lecteurs	138	234	268	155	135	138
Nombre de visiteurs uniques (fonds 1R)				4 152	6 010	5 387

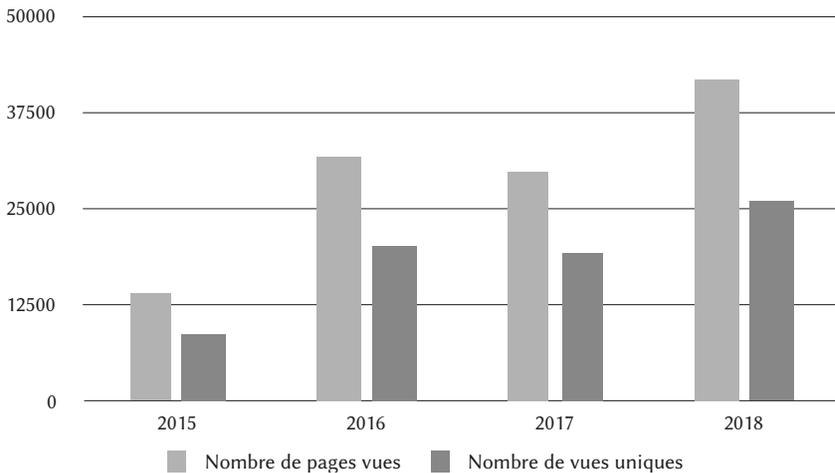
À la différence de l'intérêt des centres d'archives ou des bibliothèques pour la commémoration, le nombre de projets que ces structures présentent en vue d'une labellisation connaissant une érosion certaine entre 2015 et 2018, la consultation en ligne reste très importante, voire progresse durant le Centenaire. Les statistiques de consultation des registres matriculaires des archives départementales de l'Oise et de la Marne mettent en lumière ce phénomène.



5. Fonds Première Guerre mondiale, archives départementales de l'Oise (60): nombre de consultations électroniques des matricules militaires entre 2012 et 2017

L'évolution des consultations ne suit pas la même tendance. Avec 38 000 pages vues en 2013, le démarrage dans l'Oise est plus important. La consultation connaît son apogée en 2014 avec près de 68 000 pages vues, confirmant à nouveau un « effet Centenaire » autour des fiches matriculaires des mobilisés. La diminution progressive que l'on a pu noter pour l'utilisation des archives physiques à partir

de 2015 se constate également pour les fonds numérisés. Mais cette baisse reste proportionnellement moins importante et, tout au long du Centenaire, le nombre de consultations annuelles reste supérieur aux consultations enregistrées en 2013. Ce modèle d'évolution de la consultation n'est pas toujours généralisable aux autres centres d'archives, comme l'indique la consultation des registres matriculaires aux archives départementales de l'Ariège : 68 000 pages vues en 2016, 64 000 en 2017 et 73 000 en 2018. Ces chiffres sont importants, mais il faut souligner qu'il s'agit du nombre de pages vues, et non des « vues uniques » comme les comptabilisent les centres d'archives bordelais ou marnais. On remarque, à la lumière des données fournies par ces derniers, que le nombre de vues uniques, c'est à dire de « sessions », est très élevé et en constante augmentation entre 2015 et 2018, passant de presque 10 000 sessions à un peu plus de 25 000 durant la période. Ces données viennent quelque peu nuancer l'idée d'une usure de l'intérêt pour le Centenaire, et ce d'autant plus que le cas des archives de la Marne n'est pas isolé. Les chiffres sont moins importants dans le Gard, mais ils traduisent une même dynamique : les archives départementales y enregistrent 24 800 consultations en 2016 et 25 995 en 2017.



6. Fonds Première Guerre mondiale, archives départementales de la Marne (51) : nombre de consultations électroniques des matricules militaires entre 2015 et 2018

Avec celle de la base recensant les « Morts pour la France », la consultation de ces sources constitue probablement le meilleur exemple de la vitalité de la mémoire de la Grande Guerre durant le Centenaire. Cet usage familial des archives constitue une démonstration remarquable de l'appropriation du souvenir du conflit, ramené à sa dimension intime, par la population des territoires. Même si nous ne disposons pas d'éléments permettant de connaître le profil des utilisateurs en ligne, l'hypothèse que les familles, les généalogistes et les passionnés

sont à l'origine de la majorité des connexions peut être avancée. Le profil des participants à l'indexation collaborative des registres matriculaires initiée dans le cadre du projet de Grand Mémorial semble confirmer cette hypothèse : il s'agit en majorité de particuliers intéressés par la Première Guerre mondiale, soit à titre historique soit à titre familial, et par la généalogie. Les 103 670 participations¹⁹ à l'indexation des registres matriculaires conservés par les archives départementales de Saône-et-Loire donne une idée de l'ampleur de l'engouement autour de ces documents, né pendant le Centenaire et qui se perpétue jusqu'à présent.

Les registres matriculaires n'ont pas été les seuls fonds mis en ligne par les services d'archives durant le Centenaire. Les établissements ont étendu leur politique de numérisation à d'autres ensembles documentaires ayant trait à la Grande Guerre. La dynamique engagée autour de la mise en ligne des fonds s'est en effet prolongée par la numérisation de fonds privés, parfois donnés à l'occasion de la Grande Collecte ou lors de créations de sites internet documentaires dédiés. Les Archives nationales ont ainsi participé à l'enrichissement du site *Clemenceau2018.fr* en sélectionnant des documents. Comme pour les registres, la consultation de ces fonds a pu être mesurée. Elle montre, comme il en allait pour les archives départementales vendéennes, que 2014 se détache très nettement, confirmant ainsi l'idée d'un « effet Centenaire » se concentrant sur cette première année de commémoration. En 2014, le fonds Joseph et Églantine Mady a ainsi enregistré 554 consultations contre 249 l'année suivante. Les *Carnets de guerre* d'Alfred Bonnaud ont été consultés 702 fois en 2014 et 386 en 2015²⁰.

Le Centenaire dans les bibliothèques de prêt

Les fonds documentaires mis à la disposition des lecteurs des bibliothèques municipales et départementales couvrent des besoins culturels et éducatifs qui vont de l'enfance à l'âge adulte. Comme les autres collections imprimées, les documents concernant la Première Guerre mondiale répondent à ces différents publics de lecteurs. Nous aurions pu faire le choix de ne concentrer le bilan que sur les documentaires destinés aux adultes. Ce choix aurait présenté l'avantage de particulièrement bien cibler les titres empruntés. Mais nous aurions ainsi occulté

19 Archives départementales de Saône-et-Loire, Registres matricules militaires, (https://www.archives71.fr/arkotheque/consult_fonds/index.php?ref_fonds=18, consulté le 1^{er} août 2021).

20 Pour le fonds Joseph et Églantine Mady, voir : http://recherche-archives.vendee.fr/archives/fonds/FRAD085_1NUM384; pour les *Carnets de guerre* d'Alfred Bonnaud, voir : http://recherche-archives.vendee.fr/archives/archives/fonds/FRAD085_1NUM393/view:all (consultés le 1^{er} août 2021).

une dimension complète de la diffusion de la littérature sur la Grande Guerre. Les documentaires pour la jeunesse, les bandes dessinées ou encore la littérature adolescente ne sont pas des travaux scientifiques à proprement parler – encore que de nombreux exemples, telle la série dédiée par David Vandermeulen à Fritz Haber²¹, viennent nuancer ce propos – mais ils contribuent à vulgariser, avec qualité, l’historiographie la plus récente.

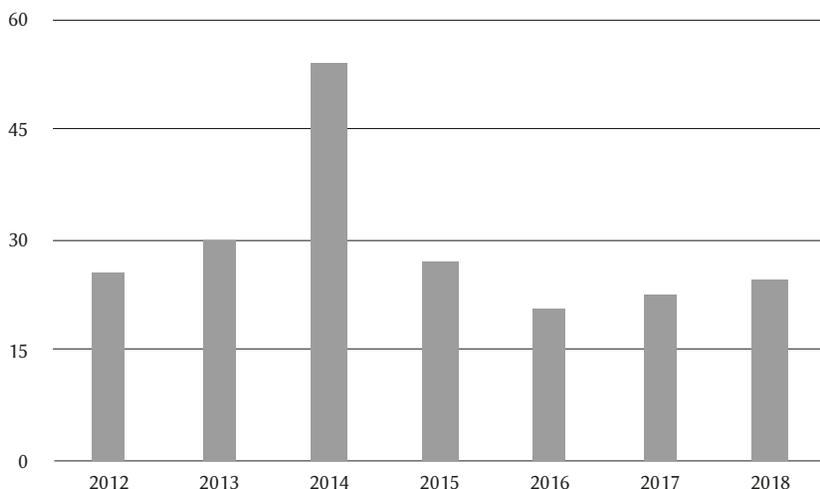
244 Toutes les bibliothèques qui ont répondu au questionnaire n’ont pas fourni de données sur les prêts de documents liés à la Grande Guerre. Les systèmes informatiques de gestion des bibliothèques ne sont pas tous en mesure de fournir de statistiques relatives aux prêts de documentaires, de livres jeunesse, voire d’ouvrages de littérature générale. Nous disposons néanmoins de chiffres exploitables pour dix bibliothèques de notre corpus, chiffres qui sont d’autant plus intéressants que ce sont les établissements des grandes villes (Nantes, Lyon, Lille, Limoges), qui ont beaucoup d’emprunteurs, qui ont été en capacité de bien remplir cette partie du questionnaire. Quelques communes moins importantes, comme Sainte-Catherine-de-Fierbois (Indre-et-Loire) et ses 750 habitants, ont également pu fournir des statistiques qui complètent et confirment celles collectées par les grandes agglomérations.

Lille constitue le plus grand réseau métropolitain de lecture publique que nous avons pu étudier. Les bibliothèques de la ville mettent à la disposition de leurs publics, en décembre 2018, environ 1 400 ouvrages indexés « Guerre mondiale 1914-1918 ». Cette indexation recouvre des documentaires adultes (histoire), des documentaires pour la jeunesse et des supports audiovisuels. Ce fonds a fait l’objet, entre 2012 et 2018, de 4 818 prêts. Les documentaires jeunesse arrivent en tête des prêts. L’ouvrage de Simon Adams intitulé *La Première Guerre mondiale*, édité dans la collection « Les yeux de la découverte » chez Gallimard en 2002, totalise à lui seul 206 emprunts. Il est suivi de *La Guerre 1914-1918* de Christine Sagnier, édité par Fleurus en 2003, emprunté à 156 reprises sur la période. Le classement est complété par le DVD *La Première Guerre mondiale*, également édité par Fleurus en 2006 et dont les textes scientifiques et pédagogiques sont l’œuvre de Jean-Pierre Verney. Ce classement, qui met en tête des prêts les documentaires jeunesse, se retrouve dans toutes les bibliothèques qui nous ont fourni des chiffres de prêts. À Évron (Mayenne), dont la bibliothèque compte 3 000 inscrits, *Maudite soit la guerre* de Didier Daeninckx, ouvrage paru en 2014 chez Rue du monde et illustré par Pef, domine le classement avec 47 prêts entre 2014 et 2018. Les dix ouvrages les plus empruntés dans cette bibliothèque appartiennent aux fonds jeunesse. Cette prépondérance de la littérature jeunesse (6-12 ans) dans les prêts d’ouvrages sur la Grande Guerre

21 David Vandermeulen, *Fritz Haber*, 4 tomes, Paris, Delcourt, 2005-2014.

caractérise l'activité des bibliothèques durant le Centenaire. Les ouvrages concernés sont le fruit d'un travail scientifique de qualité, à l'image de celui dirigé par Jean-Pierre Verney. Il faut peut-être voir dans ces prêts un intérêt pour le Centenaire guidé par les familles, mais probablement plus certainement par l'école. En effet, mais cela reste à démontrer, il est vraisemblable que l'usage de ces collections est lié à un enseignement, en parallèle, de la Grande Guerre à l'école primaire ou au collège.

Une analyse plus fine de ces prêts entre 2012 et 2018 met en évidence l'importance, une nouvelle fois, de l'année 2014. Le nombre de prêts du documentaire jeunesse signé de Simon Adams réalisés à la bibliothèque municipale de Lille confirme cette dynamique de concentration sur le début de la commémoration.



7. Nombre de prêts, à la bibliothèque municipale de Lille, du documentaire jeunesse *La Première Guerre mondiale* (Simon Adams, Gallimard, Paris, 2002) entre 2012 et 2018

Nous observons ainsi une augmentation significative des prêts à partir de 2013 – deuxième année la plus importante en ce qui concerne les emprunts après 2014. Ce phénomène montre une montée en intensité et en intérêt croissante du Centenaire, qui débute avant le démarrage des commémorations. 2014 marque le maximum des prêts qui, dès l'année suivante, reculent à un niveau au mieux égal, voire inférieur à celui de 2012. L'évolution des emprunts suit une courbe identique à celles que nous avons pu mettre au jour pour la consultation des archives. À la décrue entamée en 2015 et confirmée l'année suivante, signe d'un essoufflement de l'intérêt pour la Grande Guerre, nous notons que succède une légère reprise en 2017 et 2018 – comme si, la fin de la commémoration approchant, la mémoire devait se cristalliser une seconde fois.

Secteur éditorial parmi les plus dynamiques, la bande dessinée rencontre un lectorat de plus en plus large et diversifié. Elle figure aujourd'hui parmi les collections les plus empruntées dans les bibliothèques publiques. Depuis Jacques Tardi, la Première Guerre mondiale est devenue un sujet prisé des illustrateurs et des scénaristes. L'intérêt pour la période est ainsi bien antérieur à la commémoration et attire aussi bien les jeunes lecteurs de *La Guerre des Lulus*²², série la plus empruntée à Savy (Aisne), Jussey (Haute-Saône) et Vétrigne (Territoire de Belfort) entre 2012 et 2018, qui enregistra 23 prêts à Gorrion (Mayenne) sur la période et en totalisa 118 à Nantes seulement sur les années 2017 et 2018, jusqu'à des publics plus âgés : *C'était la guerre des tranchées* de Tardi est emprunté 112 fois sur la période à la bibliothèque municipale de Limoges (Haute-Vienne)²³, la série *Notre mère la guerre*, de Kris et Maël, 18 fois entre 2012 et 2018 à Gorrion²⁴, etc. À l'exception de *Mauvais genre* de Chloé Cruchaudet qui comptabilise 198 prêts en deux ans (2017-2018) dans le réseau des bibliothèques municipales de Nantes²⁵, et de *La Guerre des Lulus*, les titres de bandes dessinées les plus consultés sont antérieurs à 2013. Ils bénéficient incontestablement d'un « effet Centenaire ». Bien documentés sur le plan historique, ces livres se distinguent de tous les autres supports que nous avons examinés par un niveau d'usage constant sur la durée du Centenaire. Le nombre de prêts est régulier, indiquant ainsi un maintien de l'intérêt pour ce type de documentation sur la guerre.

Les prêts de DVD documentaires sur la Grande Guerre présentent les mêmes caractéristiques : nombre d'emprunts élevé durant le Centenaire et régularité entre 2014 et 2018. Dans ce contexte, *Apocalypse*, produit par France Télévisions, figure comme le documentaire le plus emprunté. C'est par exemple le cas à la bibliothèque municipale de Lyon où la série fut empruntée 42 fois entre 2014 et 2018 et 11 fois pour la seule année 2018. La place d'*Apocalypse* dans les prêts de documents confirme son statut de documentaire sur la Grande Guerre le plus vu durant le Centenaire. On trouve également ici une forme de cohérence culturelle entre ce qui a été abondamment vu à la télévision – chaque épisode de la série a été visionné par 5,5 millions de téléspectateurs en moyenne – et la recherche de contenus vulgarisés par les lecteurs.

Cet intérêt pour un accès vulgarisé à la connaissance de la Première Guerre mondiale se retrouve dans le classement des ouvrages documentaires. Le palmarès est plus complexe à établir que pour les autres types de documents. L'offre

22 Régis Hautière (scénario), Damien Cuvillier/Hardoc (dessin), *La Guerre des Lulus*, 6 tomes, [Paris], Casterman, 2013-2021.

23 Jacques Tardi, *C'était la guerre des tranchées. 1914-1918*, [Paris], Casterman, 1993.

24 Récit de Kris, dessin et couleur de Maël, *Notre mère la guerre*, 4 tomes, [Paris], Futuropolis, 2009-2012.

25 Chloé Cruchaudet, *Mauvais genre*, Paris, Delcourt, 2013.

éditoriale est en effet beaucoup plus étoffée et riche, donnant ainsi une possibilité de choix plus grande pour le lecteur. Mais, parmi les onze bibliothèques pour lesquelles nous disposons de données relatives aux prêts, les historiens spécialistes du conflit ne dominent pas le classement. On trouve en effet en tête des auteurs, vulgarisateurs de l'histoire, comme Max Gallo dont l'ouvrage *1914, le destin du monde* a ainsi été prêté 53 fois dans le réseau documentaire lillois²⁶. Avec différents ouvrages jouissant d'une indéniable popularité (*La Bataille de la Marne*, *Les Poilus*, *La France sacrifiée*, *Mourir à Verdun...*), Pierre Miquel est sans doute l'auteur hors fiction le plus emprunté sur la Grande Guerre. À la bibliothèque municipale de Limoges, la suite romanesque *La liberté guidait leurs pas*, du même auteur, a été empruntée 52 fois entre 2012 et 2018. La somme de tous ces ouvrages devance même *Paroles de Poilus* (123 prêts sur la période)²⁷. Ce dernier titre a cependant continué, durant tout le Centenaire, à être l'ouvrage le plus lu. Il devance largement les œuvres des historiens spécialistes de la période et les plus productifs. À ce titre, il faut souligner la place occupée par Jean-Yves Le Naour, qui est, pourrait-on dire, l'exception qui confirme la règle, puisque ses ouvrages, et notamment *La Première Guerre mondiale* et *Les Soldats de la honte*, figurent parmi les documentaires les plus empruntés²⁸. À Limoges, ces deux titres le furent 41 fois chacun entre 2012 et 2018. Jean-Yves Le Naour tire son succès de sa grande capacité à vulgariser le propos scientifique et à s'intéresser à des sujets qui ont une résonance mémorielle très forte (troupes coloniales, traumatismes de guerre...). Hormis cette présence, les ouvrages des historiens contemporains du conflit, propagateurs de l'historiographie culturelle et sociale la plus récente, ne dépassent généralement pas la dizaine de prêts entre 2012 et 2018. À titre d'exemple, la publication d'historiens la plus empruntée au sein du réseau lyonnais en 2018 fut *La Grande Guerre. 1914-1918* de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, emprunté 7 fois en 2018²⁹.

Ce tableau de la place occupée par les ouvrages d'historiens dans la diffusion de l'histoire du premier conflit mondial doit être légèrement nuancé dans le cas des départements ou des localités où la mémoire de 14-18 est très forte. On note en effet un intérêt conséquent pour l'histoire locale durant la guerre. Connaître ce qui s'est déroulé pendant le conflit a suscité un fort intérêt

26 Max Gallo, *1914, le destin du monde* [2013], Paris, Pocket, 2014.

27 Pierre Miquel, *La Bataille de la Marne*, Paris, Plon, 2003; *Les Poilus. La France sacrifiée*, Paris, Plon, 2000; *Mourir à Verdun*, Paris, Tallandier, 1995; *La liberté guidait leurs pas*, 4 tomes, Paris, Fayard, 2005; Jean-Pierre Guéno, *Paroles de Poilus. Lettres de la Grande Guerre*, Paris, France Loisirs, 1998.

28 Jean-Yves Le Naour, *La Première Guerre mondiale*, Paris, First éd., 2008; Jean-Yves Le Naour, *Les Soldats de la honte*, Paris, Perrin, 2011.

29 Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *La Grande Guerre. 1914-1918*, Paris, Gallimard, 1998.

pendant le Centenaire dans ces territoires de mémoire. La biographie de Louise de Bettignies écrite par Chantal Antier figure ainsi par les documents les plus empruntés à Lille, avec 68 prêts entre 2012 et 2018³⁰. Située non loin du Chemin des Dames, la bibliothèque de la commune de Bruyères (Aisne) a prêté 30 fois *Le Chemin des Dames* de Denis Defente et à 13 reprises *Les Fantassins du Chemin des Dames* de René-Gustave Nobécourt à ses quelques 184 inscrits³¹. Cet usage des collections tend à montrer que c'est moins le statut de l'historien (universitaire, local, amateur) ou le courant historiographique qui retient l'attention des lecteurs que le lieu et/ou la personnalité évoqués. Il s'agit de se documenter sur une histoire dont les traces ou la mémoire est sous leurs yeux. L'évolution de ces prêts entre l'avant-Centenaire et la période 2014-2018 amène à conclure que la commémoration a joué un rôle majeur dans l'activation de cet intérêt.

ACTIONS DE VALORISATION

La tendance observée à propos des prêts de livres d'histoire sur la Grande Guerre peut sembler assez déprimante pour le bilan scientifique. À une exception près, les spécialistes contemporains du conflit font l'objet de peu d'attention. Ce constat pose bien sûr la question du rôle de la littérature scientifique dans la diffusion de la connaissance. Si l'on considère uniquement les titres les plus empruntés, on peut dire sans trop de nuance que l'historiographie sociale et culturelle, la plus récente, n'a pas percé auprès du public. Mais les prêts ne sont qu'une part de l'activité des établissements culturels que sont les centres d'archives et les bibliothèques. Celles-ci ont organisé pendant le Centenaire beaucoup de manifestations (expositions, conférences, ateliers) dont l'analyse donne une autre image des axes historiques mis en avant. En effet, l'examen des expositions, des conférences, des actions en direction des publics scolaires ou de la communication déployée révèle que l'historiographie contemporaine a été plutôt très bien intégrée dans les discours.

Expositions

Les expositions furent les manifestations culturelles et scientifiques les plus organisées entre 2014 et 2018. Elles représentent environ 70 % des événements scientifiques – hors ateliers scolaires, donc – déclarés dans les réponses

30 Chantal Antier, *Louise de Bettignies. Espionne et héroïne de la Grande Guerre (1880-1918)*, Paris, Tallandier, 2013.

31 Denis Defente (dir.), *Le Chemin des Dames*, Paris, Le grand livre du mois, 2003 ; René-Gustave Nobécourt, *Les Fantassins du Chemin des Dames* [1965], préface de Jean-Michel Jeanneney, Paris, A. Michel, 2013.

aux questionnaires. À très grands traits, on peut donc raisonnablement considérer, en se fondant sur les déclarations des bibliothèques et des archives, que tous les services d'archives départementaux, les centres d'archives et les bibliothèques municipaux des moyennes et grandes agglomérations, et un nombre important de bibliothèques servant de petites aires de populations ont présenté une exposition au cours du Centenaire. À partir de ces données et du nombre de ces institutions, on peut estimer qu'au moins 1 000 expositions furent organisées entre 2013 et 2018 au sein de celles-ci³². Toutes ne furent pas de l'ampleur d'« Été 14 » (à la BnF) ou de « Vu du front » (à la BDIC), et une disparité évidente et tout à fait normale, s'agissant des moyens et des compétences scientifiques, distingue le contenu et les documents présentés à ces deux occasions et, par exemple, dans les trois expositions réalisées par la bibliothèque de la commune de Bar-sur-Aube (Aube)³³. Cet écart ne préjuge en rien de la qualité du contenu scientifique des expositions locales. Celles pour lesquelles nous avons pu obtenir des éléments de contenu (synopsis, etc.) révèlent un contenu historiographique riche, intégrant les apports des vingt dernières années.

La durée de la commémoration a été un défi pour les institutions culturelles et scientifiques. Une majorité d'entre elles a fait le choix de préparer des expositions pour le début du Centenaire, en 2014. C'est ainsi le cas de la BnF, des archives départementales de l'Ardèche (« Fragments d'histoire : l'Ardèche dans la Grande Guerre »), de la Loire-Atlantique (« C'était la guerre »), des Deux-Sèvres (« Loin du front, un front intérieur : les Deux-Sévriens dans la Grande Guerre ») ou encore du Var (« Semailles, mitraille, retrouvailles : les Varois dans la Grande Guerre »). Très souvent, ces expositions ont débuté en septembre 2014. Comme les titres des exemples retenus le suggèrent, le conflit fut traité dans sa globalité, depuis ses origines jusqu'à sa conclusion, et les productions abordèrent tant la question du front (soldats mobilisés, liens avec l'arrière, vie quotidienne au front, combats, morts) que de l'arrière (vie économique, réorganisation de la société). Les thématiques développées accordèrent une large place aux dimensions sociales et culturelles du conflit étudiées par les chercheurs au cours des deux dernières décennies.

Le choix d'embrasser dès 2014 toute l'histoire du conflit a permis à certains services de se dégager ensuite de la commémoration ou d'organiser d'autres actions autour de celle-ci (actions pédagogiques, cycles de conférences). Ces expositions globales ont aussi été conçues comme le point de départ d'un cycle commémoratif,

32 Voir *infra*, à ce sujet et en complément, la contribution de Bérénice Zunino concernant la dynamique muséale du Centenaire, qui aborde la question à partir d'un corpus en partie différent.

33 « Les hôpitaux à Bar-sur-Aube durant la Grande Guerre », « Les débuts de l'aviation dans l'Aube » et « La présence américaine à Bar-sur-Aube ».

à l'instar de ce que les archives départementales de l'Ardèche ou du Gard ont mis en place. Ces dernières ont ainsi organisé en 2014 l'exposition « 1914, les moissons interrompues » centrée sur la mobilisation et l'entrée en guerre et visitée par 2 000 personnes, et « 1917, et après ? », dont le propos démarre sur la contestation sociale et militaire en France et en Russie pour questionner les sorties de guerre. Ce travail sur les mouvements sociaux, civils et militaires, et sur les sorties de guerre est au plus proche des dernières tendances historiographiques qui s'intéressent aux mutineries ou aux tentatives de paix.

250

Ces différentes expositions, qu'elles aient été organisées par les services d'archives ou les bibliothèques, ont été réalisées la plupart du temps par le personnel de ces institutions avec les documents conservés dans les fonds : documents iconographiques, sources écrites, fonds privés notamment prêtés et donnés à l'occasion de la Grande Collecte. Dans un cas, celui de l'exposition « 1914-1918. Images de guerre, images de vie » réalisée par les archives départementales du Vaucluse, le projet a été mené par le professeur du service éducatif et la responsable des publics. Il présente une galerie contextualisée de portraits d'acteurs de la Grande Guerre : soldats vauclusiens et leurs familles, représentants des pouvoirs publics restés à l'arrière. Cette exposition, qui a attiré 5 384 visiteurs, associe une approche historique et mémorielle. Il s'agit d'aborder l'histoire de la guerre d'un point de vue micro-historique (le parcours d'individus entre 1914 et 1918) tout en faisant le lien avec la mémoire familiale du conflit. Cette personnalisation de l'histoire et de la mémoire de la guerre explique probablement le succès de cette exposition, itinérante et qui a été montrée dans les grandes villes du département (Avignon, Cavaillon, Orange), mais aussi dans des communes de plus petite taille, comme Sault ou Bollène. On constate que ces expositions mêlant discours historique et mémoriel et parcours de vie ont rencontré un public très nombreux, intéressé par une histoire incarnée, comme en témoigne l'exposition « 1914-1918 : si loin, si proche » présentée par les archives départementales de l'Essonne entre juin 2014 et mars 2015, vue par 8 837 personnes puis présentée dans 16 communes du département.

L'on n'insiste jamais assez sur la dimension locale comme élément du succès de ces productions. Plus des trois quarts des expositions mentionnées dans les réponses apportées par les centres d'archives et les bibliothèques sont en lien avec l'histoire du territoire, qu'il s'agisse spécifiquement de l'histoire du département ou de la ville dans la guerre (archives départementales de l'Indre, de l'Ardèche, de l'Ariège, de la Gironde, de la Guadeloupe ; bibliothèques municipales de Lyon et de Lille), de celles des soldats du département, comme dans le cas de l'exposition sur les Poilus bressans (archives départementales de l'Ain), ou encore d'une histoire orientée vers l'activité économique, comme dans le cas de l'exposition consacrée à l'industrie en guerre par les archives départementales de la Loire.

La circulation de la déclinaison itinérante de l'exposition « La Loire inférieure dans la Grande Guerre » (archives départementales de la Haute-Loire) donne une idée de cette dynamique territoriale. Empruntée 71 fois par des communes, elle a été vue par 10 087 personnes. Ces expositions essaient d'aborder toutes les dimensions du conflit (sociales, économiques, politiques, culturelles, mémorielles) et de multiplier les focales, évoquant tantôt le contexte international de la guerre, tantôt celui national et local. À cet égard, l'exposition « Tant/temps de guerre » conçue par les archives départementales du Val-d'Oise est emblématique d'une approche scientifique mettant en évidence les différents territoires ou échelles de la guerre. Avec 11 836 visiteurs non scolaires et 13 336 élèves l'ayant vue, elle a trouvé un large public, venu autant pour s'informer sur l'histoire globale du conflit que sur toutes ses déclinaisons.

La plupart du temps, ces expositions à dimension locale sont insérées dans un ensemble de manifestations plus larges qui font intervenir des spécialistes d'histoire locale et/ou de la Grande Guerre. L'exposition consacrée aux « Morbihannais dans la Grande Guerre » (archives départementales du Morbihan, septembre 2014, 4 100 visiteurs) fournit un bon exemple de ces cycles scientifiques qui ont été conçus autour des expositions. Plusieurs conférences ont été organisées faisant intervenir des spécialistes du conflit au niveau local comme Erwan Le Gall et Didier Guyvarc'h (MCF en histoire) et des chercheurs du laboratoire de recherche CERHIO (Centre de recherches historiques de l'Ouest) de l'université de Rennes, proche du Morbihan. La proximité d'une université porteuse de compétences sur la Première Guerre mondiale constitue incontestablement un élément d'enrichissement scientifique pour les expositions et les projets menés par les archives et les bibliothèques. Les grands établissements parisiens comme les Archives et la Bibliothèque nationales, ou encore la BDIC/La Contemporaine bénéficient d'un avantage dans ce contexte en pouvant mobiliser un nombre plus important de spécialistes nationaux et internationaux pour les expositions. Le conseil scientifique de l'exposition présentée par la BDIC et le Musée de l'Armée a ainsi réuni des historiens français (Nicolas Offenstadt, Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker) et étrangers (John Horne), ainsi que des conservateurs de musée d'origine italienne (Camillo Zadra) et allemande (Thomas Weissbrich). Mais il faut signaler que le propos scientifique des expositions portées par toutes les grandes bibliothèques municipales ayant répondu à nos questionnaires a été validé, à chaque étape, par un conseil composé d'universitaires locaux, voire nationaux. Le conseil scientifique de l'exposition « 14-18, Lyon sur tous les fronts ! » associait ainsi Nicolas Beaupré et Fanny Giraudier, à l'époque doctorante à l'université Lumière Lyon 2.

Cette présence des spécialistes dans les expositions ou autour des projets scientifiques et culturels explique, en partie – et en partie seulement, car

les recherches et la sélection des documents de ces expositions sont très majoritairement l'œuvre du personnel des services d'archives et des bibliothèques, bien au fait de l'évolution des études sur la guerre –, que le propos épouse très souvent une historiographie récente. Et l'on remarque ainsi que les thèmes abordés reflètent ces nouvelles approches, essentiellement culturelles et sociales : exposition sur les femmes organisée par les archives départementales girondines en 2014 avec deux universitaires comme commissaires (Hubert Bonin et Fabrice Virgili), exposition sur les enfants dans la Grande Guerre aux archives départementales de la Haute-Saône, exposition « Souvenirs de la Grande Guerre, les monuments aux morts dans les communes du Rhône et de la métropole de Lyon » (archives départementales du Rhône), exposition sur les nouvelles du front construite à partir de correspondances privées (archives départementales de Saône-et-Loire) dans laquelle il s'agit de montrer comment se forge l'opinion et comment celle-ci est mobilisée, comment le lien se maintient entre le front et l'arrière et quel fut le vocabulaire des combattants et, enfin, exposition sur les étrangers en Tarn-et-Garonne (archives départementales du Tarn).

Les thèmes développés par ces expositions ont voisiné avec des sujets plus classiques : l'école républicaine dans la guerre (archives départementales du Cher, des Côtes-d'Armor), les technologies de guerre, et en premier lieu l'aviation (exposition « Les aviateurs nantais de la Grande Guerre », montée aux archives départementales de Loire-Atlantique en partenariat avec l'association Les Aéroplanes ; exposition sur Roland Garros présentée en 2018 aux archives départementales de La Réunion, accompagnée d'une conférence donnée en septembre 2018 par Éric Boulogne, conseiller pédagogique à la retraite), ou liés aux grandes étapes du conflit. À cet égard, l'entrée en guerre des États-Unis en 1917 et l'arrivée des troupes américaines sur le sol français ont donné lieu, en 2017 et 2018, à plusieurs expositions dans les bibliothèques des villes portuaires qui étaient des points de passage (Bordeaux, Nantes, Saint-Nazaire) et dans les territoires où ces troupes ont stationné (archives départementales de la Haute-Marne). L'exemple de l'exposition consacrée aux aviateurs nantais met en lumière les collaborations scientifiques organisées entre les centres d'archives et les bibliothèques et les acteurs associatifs et éducatifs locaux. Ce type de partenariat permet ainsi de proposer « La Vienne en guerre », présentée aux archives départementales de la Vienne en 2014-2015 et réalisée en coopération avec l'Office national des anciens combattants et victimes de la guerre et le centre régional de documentation pédagogique (CRDP) et le concours d'historiens locaux, comme Marie-Claude Albert.

Si l'on devait privilégier une approche diachronique des expositions organisées par les centres d'archives et les bibliothèques durant le Centenaire, nous serions tentés de distinguer deux grandes périodes. La première, autour de l'année 2014,

a vu la mise en place de très nombreux projets (environ 70 % des expositions de notre corpus) traitant de l'entrée en guerre ou du conflit dans sa globalité et mêlant plusieurs approches géographiques. La seconde période correspondrait à la fin de la commémoration. On peut estimer qu'environ 20 % des expositions ont été présentées au public à partir du second semestre 2018. Ce choix est déterminé, bien sûr, par le contenu des projets. L'objet de toutes ces expositions n'est pas de présenter une traversée de la guerre, mais de se concentrer sur la fin de celle-ci. Dans ce cadre, trois sujets ont dominé : le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, la reconstruction et la fin des hostilités. Ces sujets ayant une forte résonance territoriale, ils furent donc plutôt abordés dans une perspective locale. Tel a été le cas de l'exposition « Les Alsaciens (1918-1925). Paix sur le Rhin ? », présentée à partir d'octobre 2018 à Colmar, réalisée par le personnel scientifique des archives départementales du Bas-Rhin en partenariat avec celles du Haut-Rhin et par un doctorant de l'université de Strasbourg et vue par 2 100 visiteurs entre novembre et décembre 2018. L'évocation de la reconstruction a plutôt été le fait des anciens espaces dévastés, à l'image de l'exposition que les archives départementales de la Somme ont consacrée à « Pierre et Gérard Ansart, architectes de la reconstruction » (480 visiteurs) et celle montée par les archives départementales de Meurthe-et-Moselle sur la reconstruction du département. La sortie de guerre et la mémoire du conflit forment le dernier type de sujet abordé par ces expositions de la fin de la commémoration. Comme « 1918, la Haute-Saône se souvient » (367 visiteurs de novembre 2018 à mars 2019), réalisée par les archives départementales de Saône-et-Loire, il s'agit à la fois de montrer le difficile retour des combattants à la vie civile en s'appuyant sur les dernières recherches historiques à ce sujet et sur des archives ou des documents publics ou privés, et d'évoquer la mémoire immédiate (une grande place est accordée à la question du deuil et des monuments aux morts, conformément là aussi à l'historiographie récente) et plus longue selon une approche scientifique également renouvelée (rôle et place des anciens combattants dans la société, notamment).

Conférences

Les conférences forment le deuxième type d'événements scientifiques le plus organisé après les expositions. Elles représentent presque 20 % des actions recensées dans les réponses au questionnaire. Si l'on peut dégager, s'agissant des expositions, deux temps durant le Centenaire, il est plus compliqué de mesurer les temporalités des conférences. Même si 2014 concentre une partie non négligeable d'entre elles (41 %), elles eurent tendance à se dérouler sur toute la durée de la commémoration. Cette singularité s'explique grandement par le choix de mise en place de conférences par les archives et les bibliothèques qui s'étalèrent parfois

sur tout le Centenaire. Le cycle mis en place par les archives départementales de la Somme est à cet égard représentatif. Entre 2014 et 2018, 18 interventions ont eu lieu : « La France entre en guerre » (Philippe Nivet), « Les reconstructions des églises dans la Somme » (Jean-Charles Cappronier), « Les sportifs aviateurs » (Michel Merckel), « Histoire des aérodromes en Picardie » (Jacques Calcine), « Ham pendant la Grande Guerre » (Augustin Baudoux), « Un avion nommé Amiens » (Hubert Dessaint), « Les écrits du for privé » (Philippe Nivet), « L'iconographie des cartes postales » (Guillaume Doisy), « Les hygiénistes militaires » (Anne Rasmussen), « La Croix-Rouge et la Somme » (Joël Brunet), « La cathédrale d'Amiens » (Aurélien André), « Le peintre Henri Maret » (Marie Delassus), « Les permissionnaires » (Emmanuelle Cronier), « Armes chimiques » (Hervé Delacourt), « Les forêts picardes » (Jérôme Buridant), « La reconstruction des chemins de fer » (Mathilde Greuet), « Villers-Bretonneux pendant la Grande Guerre » (Valentin Piermé), « La poste aux armées » (Élise Bourgeois).

Cette liste constitue la typologie idéale des conférences scientifiques qui ont eu lieu pendant le Centenaire. Elle permet d'abord de constater, comme pour les conseils scientifiques des expositions, que les chercheurs des universités environnantes furent sollicités (Philippe Nivet et Emmanuelle Cronier de l'université de Picardie Jules-Verne, à Amiens). Les acteurs scientifiques, au sens de la définition stricte donnée dans le cadre de ce bilan, représentent une partie peu importante (22 %) des intervenants. La mobilisation des savoirs universitaires s'observe également dans le cadre des conférences organisées par les archives départementales des Côtes-d'Armor sur les réfugiés, les étrangers, les prisonniers dans les Côtes-du-Nord (42 personnes présentes) et données par un membre du CERHIO ou sur le diocèse de Saint-Brieuc pendant la guerre, également prononcée par un membre de ce centre. Un dispositif comparable est mis en place par les archives départementales du Val-d'Oise avec les enseignants-chercheurs de l'université de Cergy-Pontoise. Anne Hertzog est ainsi intervenue devant 76 personnes pour évoquer « La Grande Guerre, l'élan patrimonial » et Jean-Claude Lescure sur les vitraux de la Grande Guerre.

Cette collaboration territoriale entre les services d'archives, les bibliothèques et les scientifiques s'insère, comme il en allait dans le cas des expositions, dans un mode de relation antérieur au Centenaire. La participation de chercheurs locaux à des manifestations organisées par ces deux familles de services est une pratique courante et traditionnelle. Tout comme l'intervention de chercheurs, spécialistes de l'histoire locale et souvent membres d'associations historiques ou de sociétés savantes, bien connus des conservateurs des archives et des bibliothèques pour la régularité de leur présence en salles de consultation. La conférence sur les monuments aux morts donnée aux archives départementales

de l'Orne en novembre 2018 par Gérard Bourdin illustre ces liens. Ancien professeur d'histoire-géographie, ce dernier est investi dans l'histoire locale du département. C'est aussi le cas de Michel Benoit, identifié par les archives du Gard comme un spécialiste local de l'histoire militaire et du 15^e corps en particulier. Son intervention en novembre 2014 portait sur l'histoire de l'engagement au début du conflit de cette unité militaire composée de soldats méridionaux et accusée d'avoir fléchi scandaleusement devant l'ennemi. Le sujet est représentatif de la majorité des conférences qui furent données entre 2014 et 2018 et qui mirent en avant l'histoire locale. Il s'agit ici moins d'une intervention centrée sur l'histoire militaire que d'une communication sur les aspects sociaux, culturels et mémoriels de cet épisode du conflit. L'approche mémorielle de la question joue ici un rôle fondamental, car la polémique sur le 15^e corps dura bien au-delà du conflit, et elle est toujours présente dans la mémoire collective du Midi. En atteste la participation importante du public (100 personnes) à l'occasion de cette conférence. La mobilisation du public sur cette question est d'autant plus intéressante à analyser qu'elle lie une mémoire fortement ancrée sur un territoire, entretenue depuis 1914 par des cercles associatifs ou des passionnés, une histoire de l'événement qui ne fait plus l'objet d'un renouvellement scientifique depuis plus de vingt ans et une médiatisation de cet épisode offerte par le Centenaire.

Les centres d'archives et les bibliothèques ont également fait intervenir les spécialistes nationaux et internationaux de la Grande Guerre. Comme pour les expositions, les conférences organisées par les grandes structures nationales (BnF, Archives nationales) ont pu compter sur la participation de ces spécialistes. Mais les établissements en région, ou de taille plus modeste ont également fait appel à ces spécialistes. L'intervention de Nicolas Offenstadt organisée par la bibliothèque départementale de l'Aisne en 2016 à La Capelle, un village de 1 800 habitants, constitue une bonne illustration de l'engagement des spécialistes de la Grande Guerre dans les manifestations organisées sur le territoire. Cette participation a incontestablement contribué à la diffusion de l'historiographie actuelle de la Première Guerre mondiale, de ses méthodes, de ses objets et de ses thèmes. Ce constat se vérifie d'autant plus que le public s'est déplacé en nombre. La conférence organisée à La Capelle a attiré 150 personnes. Dans le cadre d'un cycle mis en place par les archives départementales de Saône-et-Loire, la conférence donnée par Clémentine Vidal-Naquet sur le lien conjugal pendant la Grande Guerre a été suivie par 100 personnes en octobre 2014, celle de Laurent Veray consacrée à la photo et au cinéma en novembre 2014 par 50 personnes et 65 personnes sont venues écouter le bilan de la Grande Collecte présenté par l'équipe des archives départementales.

Les historiens et les enseignants-chercheurs en littérature n'ont pas été les seuls acteurs scientifiques sollicités par les archives et les bibliothèques.

L'ouverture disciplinaire est une des caractéristiques des conférences qui se sont déroulées durant le Centenaire. En ce sens, le choix des thèmes montre le haut niveau d'intégration de l'historiographie contemporaine du conflit par les programmeurs de ces manifestations. L'écriture de l'histoire de la Grande Guerre est aujourd'hui caractérisée par une très grande ouverture disciplinaire. Ce ne sont plus seulement les historiens qui s'intéressent à 14-18, mais aussi les autres sciences sociales et les sciences dures. Avec la dimension transnationale, l'interdisciplinarité est une composante majeure de la recherche sur la Grande Guerre. Les interventions de Frédéric Adam, archéo-anthropologue à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) aux archives départementales de la Haute-Garonne sur la découverte de la tombe d'Alain-Fournier (novembre 2014, devant 60 personnes) et de Daniel Hubé, géologue au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), à la bibliothèque de Corbeny (Aisne) sur la pollution des sols (octobre 2016, devant 90 personnes) constituent une bonne illustration de la mise en avant auprès du public des autres sciences dans la compréhension de la guerre. Force est de constater à la lumière du nombre d'auditeurs que ce renouvellement scientifique a été plutôt bien accueilli et compris.

Une partie de la programmation des conférences a été construite en lien avec les expositions. Ainsi, parallèlement à l'exposition qu'elles consacraient aux étrangers dans la guerre, les archives départementales du Tarn organisèrent une intervention sur l'étranger dans la logique de guerre avec Christiane Chaignon-Trias, professeur d'histoire-géographie et spécialiste de l'histoire de l'immigration, et une seconde sur la main d'œuvre grecque et espagnole à l'usine métallurgique Sainte-Marguerite avec un membre de l'association du patrimoine castelsarrasinois. L'histoire des migrations est un champ à peine exploré par l'historiographie, et l'on constate que les conférences ont à cet égard un rôle déterminant dans la diffusion des nouvelles problématiques. Dans ce contexte scientifique, les archives et les bibliothèques ont réussi à diffuser les nouvelles questions historiographiques, en articulant des interventions qui intégraient autant les sujets et les approches classiques que les recherches les plus récentes, à l'image du cycle organisé par les archives départementales de la Haute-Savoie autour de « L'année 1915 ». Le cycle proposé durant tout le Centenaire par les archives départementales de l'Ardèche nous semble assez caractéristique de cette tentative d'associer ou de concilier une histoire plutôt traditionnelle, mais attendue par une partie des auditeurs, avec des thèmes plus surprenants. Passer de l'histoire du 61^e régiment d'infanterie dans la guerre à celle du département durant le conflit, en passant par une intervention sur Jean Norton Cru et une autre évoquant l'écriture des Poilus ordinaires et sollicitant un docteur en histoire (David Vinson), un membre de la société savante, ou encore un chercheur amateur (Jacques Vernier) apporte

un éclairage riche et diversifié sur l'histoire de la Grande Guerre. Cette approche croise les problématiques de l'histoire et de la mémoire locale, de l'individu (Jean Norton Cru, les écritures ordinaires) à la communauté (le 61^e RI, le département) avec les recherches sur le témoignage combattant ou encore la mobilisation des sociétés en guerre.

Notre propos n'est pas d'affirmer que les conférences ont contribué à remplacer une histoire de la Grande Guerre, que l'on imagine désuète, par une autre. Que ce soit le cycle de 10 conférences organisées sur tout le Centenaire par les archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence (entre autres : « La solidarité en 1914 », « L'enlèvement de Verdun », « Et Guynemer fut ! Un As de la Grande Guerre », « Le 11 Novembre, une victoire des morts », « Les combattants bas-alpins et sigonçois de 14 »), ou celui de 4 interventions aux archives départementales du Territoire de Belfort (« Les Alsaciens-Lorrains lors de la Grande Guerre » par Jean-Noël Grandhomme, « L'Hartmannswillerkopf et sa mémoire » par le responsable mémoriel du mémorial, « Le jazz et le soldat » par un enseignant du conservatoire, « La participation des immigrants italiens à l'effort de guerre dans le Grand Est » par un chercheur de l'université de Strasbourg), on note que les différentes configurations de l'histoire de la Grande Guerre (militaire, politique, sociale, culturelle, mémorielle) se superposent.

Colloque et journée d'études

Les colloques et les journées d'études forment le dernier ensemble de manifestations scientifiques organisées par les services d'archives et les bibliothèques. Ces actions furent moins nombreuses que les deux précédentes. Elles représentent 9 % des actions scientifiques conduites durant le Centenaire. Ce type d'activité associe encore plus étroitement les structures de recherche universitaire. Destinés aux spécialistes, les colloques et les journées d'étude ont moins pour ambition de diffuser de la connaissance à un large public que de faire le point sur une problématique ou de permettre le développement d'un « angle mort » historiographique. À ce titre, le colloque organisé par les archives départementales guadeloupéennes en collaboration avec la Société d'histoire de la Guadeloupe en 2014 sur le thème de « La Caraïbe et la Première Guerre mondiale » a apporté des éléments essentiels pour la connaissance de la Grande Guerre dans cette partie de la France : qu'il s'agisse de l'étude du parcours de soldats guadeloupéens, des Guyanais pendant la guerre, des femmes martiniquaises, de l'usine de Beauport pendant la guerre, de la guerre vue à travers la presse locale, de l'assimilationnisme à l'épreuve d'un conflit mondialisé, du rapport entre l'Allemagne et les Antilles, des formes

de commémoration en Guadeloupe ou du déclin de l'Empire américain dans les Caraïbes, le colloque a défriché de nombreux champs de la recherche selon une approche très large mobilisant les objets et les méthodes de l'histoire sociale, politique, culturelle et économique.

258 Les archives départementales de la Guadeloupe ont joué ici un rôle d'organisateur, invitant, mettant les espaces à disposition, facilitant la venue de chercheurs étrangers. Cette fonction de facilitateurs d'événements scientifiques jouée par les centres d'archives et les bibliothèques n'est pas une innovation liée au Centenaire. Ce savoir-faire est déjà connu avant 2014. Nous avons pu identifier, à partir des réponses apportées aux questionnaires, qu'entre 2014 et 2018 ces services ont organisé et accueilli 19 colloques et journées d'études sur des sujets aussi variés que le pacifisme (archives départementales du Doubs), le vin et l'alcool pendant la Grande Guerre (Gironde), les manuels scolaires (Hérault), les soins aux blessés (Somme) ou la mort et la Grande Guerre (Marne). La dynamique pluridisciplinaire et internationale des études sur le conflit ouvre l'éventail scientifique des participants : archéologues, anthropologues, spécialistes de didactique et de pédagogie. L'intervention des personnels scientifiques des archives et bibliothèques consiste, sauf s'il s'agit également de chercheurs spécialistes d'un domaine, en la présentation de fonds documentaires ou d'un document en particulier lié à la thématique du colloque ou de la journée d'étude. C'est le cas par exemple des interventions de Marie-Ange Duvignacq sur les *Schul-Chroniken* et de Jocelyn Perradin sur les dossiers individuels de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre lors de la journée d'étude sur la Première Guerre mondiale organisée en Alsace (archives départementales du Bas-Rhin). Le contenu de cette journée d'étude nous invite à nuancer notre propos sur les objectifs scientifiques de ces événements.

On constate qu'il n'est pas seulement question de faire le point sur l'état de la recherche, mais aussi de valoriser les fonds documentaires auprès du public présent dans l'assemblée et d'évoquer la manière dont ces savoirs et cette documentation peuvent être transmis, par l'école notamment. Ce lien entre la fabrication du savoir et sa diffusion est au cœur de plusieurs journées d'étude à destination des enseignants. Nous en avons comptabilisé trois à partir des réponses qui nous ont été remises. Elles sont généralement co-organisées entre les archives, le rectorat et/ou généralement l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG). À l'image de la journée organisée à Bordeaux en novembre 2014, il s'agit de faire intervenir des historiens spécialistes de la Grande Guerre (Nicolas Offenstadt sur la mémoire, Alexandre Lafon sur les commémorations, John Horne sur la période 1918-1923, Nicolas Patin sur l'Allemagne et la guerre) pour présenter l'état des connaissances dans un domaine précis. Comme dans le cas des journées

d'étude « Lyon/Saint-Étienne, villes en guerre. 1914-1918 : mobiliser » organisées par les archives départementales de la Loire et les archives municipales de Lyon pour les enseignants du secondaire, elles font intervenir des historiens des universités de Saint-Étienne et de Lyon pour un état des connaissances, du personnel des archives pour une présentation des fonds et des enseignants du secondaire pour l'usage possible en classe de ces connaissances et de ces sources.

Ces colloques et journées ont connu une fréquentation comparable aux conférences, la jauge se situant entre 50 et 150 auditeurs. Il est difficile de dire si cette participation est supérieure ou inférieure à celle d'autres manifestations comparables. Le Centenaire a été très médiatisé et il a fait l'objet d'une attention particulière au niveau de l'Éducation nationale, conduisant ainsi les équipes pédagogiques à peut-être davantage s'investir dans les journées ou actions proposées dans le cadre des plans académiques de formation. On peut toutefois remarquer, sans en tirer de conclusion hâtive, que les colloques plutôt centrés sur l'histoire locale, comme celui dédié aux Ardennes pendant la Grande Guerre (archives départementales des Ardennes, 50 auditeurs) ont attiré peut-être un peu moins de personnes que les journées d'étude programmées autour de thèmes plus larges, comme celle consacrée à la commémoration de la Première Guerre mondiale organisée par les archives départementales de l'Essonne en 2013 (130 personnes). La spécialisation du contenu de ces événements joue certainement sur la fréquentation. Écouter un ensemble d'interventions pendant deux jours sur les Ardennes suppose un intérêt marqué pour la question, beaucoup moins répandu qu'une participation à un thème large qui peut embrasser plusieurs domaines de la connaissance du conflit. Les bassins de population sont aussi à prendre en compte, encore que l'argument doit être immédiatement nuancé. Ce n'est pas parce qu'il y a moins d'habitants à Charleville-Mézières qu'à Évrly qu'il y a moins de participants aux colloques.

La centaine d'auditeurs présents à Laon et Craonne (Aisne) lors du colloque sur les mises en guerre de l'État organisé par le CRID 14-18 en novembre 2014 le démontre. Ce dernier exemple impose une remarque plus générale sur les colloques et les journées d'étude organisées ou non par les archives et les bibliothèques. Ces manifestations connaissent un niveau de fréquentation intéressant lorsqu'elles s'insèrent dans un rythme de programmation pluriannuel. Un public est ainsi fidélisé. Les conférences et colloques montés pendant le Centenaire ont bénéficié de ce travail entamé depuis plusieurs années par les services documentaires. Les relations nouées avec les sociétés savantes apportent ainsi un public « captif », et ce d'autant plus lorsque ces associations participent à l'organisation du colloque, comme ce fut le cas pour celui des Ardennes auquel prirent part la Société d'histoire des Ardennes, la Société d'histoire et d'archéologie du Sedanais et Terres ardennaises.

La contribution de Frédéric Clavert montre bien comment, aujourd'hui, les outils du Web modifient en profondeur la pratique de l'histoire et la diffusion du savoir³⁴. Les centres d'archives et les bibliothèques sont actifs depuis plusieurs années dans la mise en ligne de leur patrimoine, à l'instar de la bibliothèque numérique de La Contemporaine, et travaillent à leur visibilité sur Internet. Elles pratiquent notamment la mise en ligne de dossiers pédagogiques, la réalisation d'expositions virtuelles, de sites web dédiés à certains fonds ou projets. Le contexte de la commémoration a conduit beaucoup de services à développer une communication scientifique numérique. Les formes prises par cette communication ont été multiples, depuis la déclinaison virtuelle de l'exposition physique (archives départementales des Hauts-de-Seine et bibliothèque municipale de Lyon), en passant par la mise en place d'une « lettre du Centenaire » par les archives départementales de l'Ariège (15 numéros d'avril 2014 à novembre 2018) pour faire connaître les ressources documentaires dans les fonds publics et privés issus de la Grande Collecte, en passant par la publication chaque lundi de 2018 d'un *post* (focus document, focus thématique, focus fonds) sur la page Facebook des archives départementales du Calvados ou encore la réalisation d'un webdocumentaire conçu en partenariat avec les établissements scolaires des Côtes-d'Armor.

Ces projets ont pour objectif de mettre en valeur les documents conservés par les institutions, enrichis souvent de commentaires scientifiques. Le site web *Hérault de guerre*³⁵ bâti par les archives départementales de l'Hérault et labellisé par la Mission du Centenaire est une illustration parfaite de la valorisation du travail scientifique des services documentaires. Il propose une carte interactive avec des documents épinglés pour chaque village ou ville du département, comme le monument aux morts de Palavas-les-Flots ou la surveillance de la population à Aigues-Vives. Il est également organisé autour d'un parcours de mémoire qui place l'histoire du département dans la Grande Guerre : organisations administrative et militaires, récits d'anciens combattants héraultais, monuments commémoratifs, traces visibles du passé, économie au service de la guerre, aide aux réfugiés, surveillance de la population, soutien aux victimes de guerre et soutien moral aux hommes sur le front sont autant de thématiques abordées, qui s'articulent avec les dossiers documentaires et pédagogiques également proposés en ligne.

34 Voir *infra*, p. 463-492.

35 Malheureusement, ce site ne semble plus opérationnel au moment où paraît le présent ouvrage.

Les thèmes développés par le site *Hérault de guerre* reprennent les axes de recherche développés par les historiens de la Grande Guerre ces dernières années. La présence de documents et de commentaires historiques sur les réfugiés ou sur les monuments montre bien cette diffusion de l'historiographie la plus récente. Un autre exemple, autour de la problématique des familles en guerre qui est aussi abordée depuis quelques années par les spécialistes, est donné par les archives départementales de Saône-et-Loire. Le service a réalisé une histoire multimédia et une édition numérique d'un fonds, « Les Délégés, une famille à l'épreuve de la guerre ». Le site web a été mis en ligne en octobre 2017. Il s'articule autour de l'histoire du fonds, d'une biographie des membres de la famille, de 433 lettres numérisées accessibles à partir d'une frise chronologique et d'une carte interactive. Les lettres sélectionnées s'insèrent dans un dispositif multimédia qui présente également des dessins, permet de visionner des images et des films et offre la possibilité d'entendre ces lettres.

Le site web développé par les archives départementales du Var et réalisé en partenariat avec le Musée des arts et traditions populaires de Draguignan nous semble emblématique de la place prise dans les projets scientifiques par les questions mémorielles autour de la Grande Guerre³⁶. Ce site permet de consulter des archives publiques numérisées mais aussi l'ensemble des documents d'origine privée conservés, acquis ou numérisés par les archives du Var dans le cadre de la Grande Collecte. Le site donne aussi accès à trois bases de données, encore plus fortement orientées par la problématique mémorielle :

- la base « Objets » comprend l'ensemble des photographies d'objets relatifs à la Grande Guerre conservés au Musée des arts et traditions populaires ;
- la base « Lieux de mémoires » permet de visualiser des photographies des différents lieux de mémoires varois de 14-18 comme des plaques commémoratives ou des monuments aux morts. Ces lieux sont en outre géolocalisés ;
- la base « Témoignages » permet d'écouter des témoignages oraux de personnes impliquées directement ou indirectement dans le conflit.

Cette approche mémorielle développée par les archives départementales du Var semble en phase avec l'attente des publics. Depuis son lancement en août 2014 et jusqu'en décembre 2018, 33 711 visiteurs uniques ont consulté le site et 233 741 pages ont été vues. C'est moins l'histoire du conflit qui semble plébiscitée par les internautes que les traces actuelles intimes de celui-ci et la voix des témoins qui ont vécu durant la guerre ou qui en ont entendu parler. Cette résurgence originale du passé sous la forme d'un intérêt pour la transmission de la mémoire

36 <https://memoires-de-guerres.var.fr/> (consulté le 1^{er} août 2021).

intime constitue peut-être la caractéristique la plus forte de la commémoration du centenaire de la Grande Guerre.

L'ENGAGEMENT SCIENTIFIQUE DES ÉQUIPES

262 L'engagement technique et scientifique des personnels des archives et des bibliothèques a constitué la condition première, essentielle et indispensable à la réalisation des nombreuses expositions, conférences, colloques, journées d'étude et projets numériques. Le nombre de projets menés par ces structures entre 2014 et 2018 atteste de leur forte mobilisation. En principe, au niveau statutaire, il revient aux personnels de catégorie A (conservateurs, chargés d'études documentaires, bibliothécaires, attachés de conservation) de développer la politique scientifique de leur établissement. Dans les faits, tous les établissements ne disposent pas de personnels de catégorie A et les compétences scientifiques ne sont plus détenues aujourd'hui par ces seuls agents. La construction du contenu des expositions, les interventions lors de colloques ou de conférences sont des tâches partagées dans les équipes. Les réponses que nous avons obtenues concernant la participation des personnels masquent une réalité invisible. Les personnels des établissements qui conservent d'importantes et riches collections sur la Grande Guerre (bibliothèque municipale de Lyon, La Contemporaine, BNUS, BnF, Archives nationales...) et spécialistes de ces fonds ont consacré une partie importante de leur activité, pendant cinq ans, à répondre aux sollicitations, à orienter et conseiller les chercheurs, les documentaristes et les journalistes. Leur travail a contribué à mettre en valeur certains documents, à contextualiser ces pièces, leur origine et leur diffusion.

Ce travail scientifique de valorisation des collections a pris une forme particulière au sein des services d'archives avec la réalisation de nombreux guides des sources sur la Grande Guerre, à l'image de celui mis en ligne par les archives départementales du Vaucluse, qui décrit les sources d'archives identifiées dans les services d'archives du département. Cette entreprise a rapidement trouvé un public : le guide a fait l'objet en 2018 de 978 visites et 1 108 pages ont été vues cette même année. Cette activité de publication a pu également prendre la forme de la direction de l'édition du catalogue de l'exposition organisée. Les équipes ont ainsi non seulement participé à la réalisation du « chemin de fer » (sélection des auteurs, choix des documents), mais ont aussi pu rédiger de nombreuses notices ou articles, comme cela est le cas pour le catalogue d'exposition *Vu du front* (BDIC) ou la brochure *Tant/temps de guerre* (archives départementales du Val-d'Oise)³⁷.

37 Musée de l'Armée, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (dir.), *Vu du front. Représenter la Grande Guerre*, Paris, Somogy, 2014 ; pour *Tant/temps de*

La spécialisation des équipes, et notamment des conservateurs, a notamment amené ceux-ci à rédiger des articles pour des catalogues d'expositions montées par d'autres établissements culturels qui présentaient les œuvres empruntées. C'est dans ce cadre que s'insèrent les deux publications respectives des conservateurs des archives départementales de Meurthe-et-Moselle et de l'Oise.

Nous l'avons montré en évoquant les colloques ou les journées d'étude, le personnel scientifique est très souvent intervenu pour présenter certains fonds documentaires sur la Grande Guerre. Dans certains cas, cette participation a dépassé le cadre du rapport professionnel de connaissance avec les fonds d'archives. Certains bibliothécaires ou archivistes sont également des spécialistes du conflit. Ils ont développé des connaissances durant leur carrière et sont en situation d'expertise dans certains domaines, tels la directrice adjointe des archives départementales du Jura, qui est intervenue en 2017 au cours d'une conférence sur le corps forestier canadien dans les forêts du Jura, Samuel Boche (archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence), spécialiste de l'engagement des troupes américaines (participation au colloque « Voilà les Américains » et à l'ouvrage *Images des Américains dans la Grande Guerre*³⁸, PUR), ou le directeur des archives départementales du Territoire de Belfort, qui a participé à trois colloques internationaux (« L'affaire de Saverne », « Mises en guerre de l'État », « *War and Propaganda* ») autour de la situation et du statut des Alsaciens-Lorrains pendant et après la guerre, a publié dans quatre revues savantes (*Société historique du Palatinat* et *Revue d'Alsace, Bulletin de la société belfortaine d'émulation*), et a rédigé une contribution pour un ouvrage collectif (*Archives de la Grande Guerre*³⁹).

Si ce dernier degré de spécialisation sur la Grande Guerre est plutôt rare dans la profession, les archivistes et les bibliothécaires ont développé depuis des années d'importantes compétences en matière de valorisation des ressources numériques, qu'ils et elles ont mis à profit à l'occasion du Centenaire. Les nombreux projets de bibliothèques numériques sur le conflit, la numérisation des registres matriculaires, l'indexation collaborative et les expositions virtuelles et leur déclinaison attestent de ce savoir-faire sur lequel les professionnels de la documentation et des archives ont eu l'occasion d'intervenir à l'occasion, par exemple, des Rencontres du web 14-18 (2015) qui ont permis aux archivistes des archives départementales de l'Hérault de présenter le projet « Hérault de

guerre, voir <http://www.valdoise.fr/2721-ressources-multimedia-partenariats-et-documentations.htm> (consulté le 1^{er} août 2021).

38 Gilbert Nicolas, Éric Joret et Jean-Marie Kowalski (dir.), *Images des Américains dans la Grande Guerre. De la Bretagne au front de l'Ouest*, Rennes, PUR, 2017.

39 Philippe Nivet, Coraline Coutant-Daydé et Mathieu Stoll (dir.), *Archives de la Grande Guerre. Des sources pour l'histoire*, Rennes, PUR, 2014.

guerre ». Cette participation est à la confluence des compétences scientifiques des personnels qui se sont exprimées au cours de la commémoration et qui oscillent entre la maîtrise des fonds, de l'histoire de ces documents et la capacité à transmettre leur contenu au cours d'échanges avec d'autres spécialistes ou un public plus large.

264

Acteurs incontournables de la diffusion de la science et de la culture sur les territoires, les services d'archives et les bibliothèques ont joué un rôle central au cours du Centenaire. Fortement impliqués dans le 90^e anniversaire de la Première Guerre mondiale, ils ont été à l'origine de quelques 262 projets labellisés par la Mission du Centenaire. Ce nombre masque la réalité d'un activisme autour de la Grande Guerre qui a concerné tous les territoires de la métropole et d'outre-mer. Les 127 réponses venues des institutions que nous avons sollicitées, depuis les Archives et la Bibliothèque nationales jusqu'aux bibliothèques de villages de 300 habitants, en passant par des bibliothèques spécialisées comme La Contemporaine, les archives départementales, certaines archives municipales investies dans la commémoration du Centenaire semblent indiquer que rares furent ces institutions à ne pas mettre en place d'actions entre 2014 et 2018.

Cette commémoration de la Grande Guerre a eu une durée extrêmement longue. De ce fait, l'activité scientifique déployée par ces services s'est inscrite dans des temporalités inégales. L'année 2014 apparaît, indubitablement, comme un temps fort dans l'action des centres d'archives et des bibliothèques. Ils organisent beaucoup d'expositions et de conférences et commencent, à l'échelon départemental, à mettre en ligne les registres matriculaires. Rares furent ainsi les institutions sur les territoires, cette année-là, à ne pas participer au Centenaire. Si 2014 est une année d'intense activité scientifique, les trois années qui lui succèdent marquent un repli très fort, enregistré dès 2015, qui se poursuit en 2016 avant qu'un léger rebondissement soit constaté l'année suivante. Intervient probablement, de manière générale, la volonté de ne pas lasser le public après une première année très dense, mais aussi peut-être une difficulté à poursuivre la commémoration dans des scissions moins évidentes pour la majorité des territoires. C'est en effet à partir de 2015 que l'on voit apparaître de véritables territoires de la mémoire de la Grande Guerre. Les espaces de l'ancienne ligne de front en constituent l'épine dorsale. Les projets scientifiques qui sont conduits dans ces départements ont une forte dimension locale. Il s'agit d'y évoquer le déroulement de la guerre, sous tous ses aspects. La région parisienne, caractérisée par une forte densité d'établissements culturels (Archives nationales, BnF, ...) constitue un second pôle territorial. La capacité de ces institutions à organiser des actions scientifiques de niveau national et

international (avec la venue de chercheurs étrangers, notamment) en fait un espace à part.

La superposition des projets montés par les archives et les bibliothèques et ayant été labellisés met en évidence une autre réalité territoriale du Centenaire : l'arc méditerranéen, l'ancienne région Rhône-Alpes et l'Ouest s'imposent comme des territoires aussi présents dans la commémoration que les anciennes parties du front. Bien sûr, il faudrait intégrer à cette esquisse cartographique l'ensemble des manifestations (culturelles, pédagogiques) labellisées par la Mission du Centenaire pour se faire une idée complète et juste du dynamisme de ces territoires. Il n'en reste pas moins que leur présence met en exergue une vivacité mémorielle qui n'est peut-être pas si étonnante qu'il y paraît. Beaucoup de ces territoires, comme l'Ouest ou le Sud, perpétuent en effet une mémoire vivace et contrariée de la Grande Guerre, pas toujours au diapason des commémorations nationales unificatrices.

Après trois années de faible intensité, à quelques exceptions près, la dynamique commémorative redémarre en 2018 dans les services d'archives et les bibliothèques. Les grands projets de numérisation sont en voie d'achèvement ou d'autonomisation, alors qu'une nouvelle Grande Collecte, après celle de 2013-2014, est organisée. Ce dernier moment de la commémoration se démarque peut-être des précédents par une ouverture scientifique plus large. Là où les thématiques abordées en 2014 dans les expositions et les conférences consistaient surtout en de grandes synthèses sur le conflit (pour résumer grossièrement : le territoire dans la guerre, les civils, les combattants), les projets scientifiques de 2018 s'attachent beaucoup plus, parallèlement à la temporalité de la commémoration, aux questions mémorielles.

Si l'on observe un peu plus dans le détail les actions scientifiques au sens large conduites par les centres d'archives et les bibliothèques, on constate d'abord un important travail de mise en ligne des fonds documentaires, et ce depuis 2003 avec le site internet *Mémoire des hommes*, notamment. Ensuite, les expositions ont très largement dominé le paysage scientifique du Centenaire. Celles-ci représentent près de 70 % des activités scientifiques proposées. Selon les fonds conservés, selon le rayonnement territorial et scientifique des établissements concernés, ces projets ont tous un point commun. Ils intègrent tous dans leur propos les avancées historiographiques des trente dernières années. À cet égard, l'histoire sociale et culturelle du conflit occupe une place centrale. Un constat identique peut être dressé pour les conférences. Très souvent, ces savoirs sont déclinés au niveau du territoire, pour mieux faire le lien entre l'histoire du conflit, sa mémoire nationale et ses ramifications au plus près des habitants. Cet aller-retour entre l'histoire et la mémoire territoriale et familiale explique probablement les niveaux de fréquentation tout à fait corrects, voire très importants. Certaines expositions,

comme celle présentée par les archives départementales du Val-d'Oise, ont attiré plus de 20 000 visiteurs (familles et scolaires), ce qui est parfois plus que certaines expositions portées par de grands établissements à l'ambition nationale ou internationale.

Une telle fréquentation démontre un peu plus que le centenaire de la Grande Guerre témoigne, pour citer Antoine Prost, d'un désir de commémoration de la part de la population⁴⁰. Comment ne pas qualifier d'intense intérêt mémoriel pour le conflit les 39 898 580 recherches enregistrées sur la base de données recensant les « Morts pour la France » depuis 2013 ? Comment ne pas comprendre les 550 000 recherches opérées sur la base « Fusillés de la Première Guerre mondiale » comme le résultat d'un double questionnement – mémoriel et historique – sur ce phénomène tragique du conflit ?

266 Mais ce qui distingue les centres d'archives et les bibliothèques d'une partie des autres acteurs du Centenaire – et en particulier des associations, qui sont probablement les organisations qui organisèrent le plus de manifestations entre 2014 et 2018 – est leur rôle de transmission du savoir scientifique sur la Grande Guerre. Par le contenu des expositions présentées, des conférences, des colloques et des journées d'étude, ces deux familles d'institutions ont été les vecteurs premiers de la diffusion de l'historiographie de la Première Guerre mondiale auprès d'un large public. Si l'on a à l'esprit les dizaines de milliers de visiteurs de leurs expositions, les milliers d'auditeurs de leurs conférences et colloques, il ne faut pas oublier qu'une des forces de ces services culturels et scientifiques, et en particulier des archives, tient au déploiement d'une intense activité auprès des scolaires. À l'aune des réponses que nous avons reçues à ce sujet et en généralisant celles-ci à l'ensemble du territoire national, on peut estimer qu'au moins 100 000 élèves ont suivi des ateliers leur présentant les sources de la Grande Guerre et leur expliquant l'histoire du conflit.

Tout le bilan scientifique de l'action des centres d'archives et des bibliothèques ne peut se réduire aux actions de valorisation et de contextualisation des fonds auprès des scolaires, ou par le biais de sites internet fort fréquentés qui sont autant de formes de transmission de l'historiographie actuelle de la Grande Guerre. Le contre-exemple le plus frappant est peut-être le terrain d'observation que constituent les prêts des bibliothèques municipales. Mais quand bien même nous ne disposons de données que pour quelques grandes villes et une dizaine de petites ou moyennes agglomérations, il ressort que ce ne sont pas les chercheurs les plus récents qui figurent parmi les auteurs

40 Antoine Prost, « Nous avons été surpris par le désir de la population de commémorer la Grande Guerre », *La Croix*, 1^{er} janvier 2018.

les plus empruntés, mais des figures plus classiques, comme Pierre Miquel, dont la capacité de vulgarisation est peut-être plus grande ou plus proche des besoins des lecteurs. Ce dernier constat ne doit certainement pas être perçu comme un échec scientifique. Il doit inciter ces relais du savoir académique que sont les services d'archives et les bibliothèques à poursuivre « l'activisme 14-18⁴¹ » au-delà de la fin de la commémoration. En ce sens, le projet scientifique d'indexation collaborative « Testaments de Poilus », en faisant directement participer la population à la construction de l'histoire et de la mémoire collective, est peut-être un moyen de diffuser encore plus largement les résultats de la recherche sur la guerre de 1914-1918.

41 Nicolas Offenstadt, *14-18 aujourd'hui*, op. cit., p. 153.

NOTICES BIOGRAPHIQUES

Simon Catros est docteur en histoire des relations internationales et de l'Europe et professeur agrégé (INSPE de Paris, Sorbonne Université). Sa thèse sous la direction d'Olivier Forcade, soutenue en 2015, a été publiée en 2020 sous le titre *La Guerre inéluctable. Les chefs militaires français et la politique étrangère, 1935-1939*. Lauréat du 1^{er} prix de thèse de l'IHEDN et partenaire du laboratoire SIRICE, il poursuit ses recherches en histoire des relations internationales et travaille actuellement sur les sociétés en guerre et sur la didactique de l'histoire.

Nicolas Charles est agrégé d'histoire et chercheur. Il s'intéresse aux occupations du Nord de la France par les Allemands pendant la Première Guerre mondiale. Il est l'auteur de plusieurs articles et chapitres d'ouvrages sur le sujet. Il vient notamment de coordonner avec Stéphane Tison *Reconstruction(s), les Ardennes après la Grande Guerre*, à paraître aux Presses universitaires du Septentrion. Il est aussi le créateur et l'animateur du podcast *Histoire en séries*, qui permet d'analyser les séries à travers le regard d'universitaires (<https://www.histoireenseries.com>).

Frédéric Clavert, docteur en histoire contemporaine de l'université de Strasbourg, est professeur assistant au Centre for Contemporary and Digital History de l'université du Luxembourg. Il s'est d'abord intéressé à l'histoire de l'organisation monétaire du continent européen dans l'entre-deux-guerres, avant de se tourner vers l'usage des sources primaires nativement numériques en histoire et dans les *Memory Studies*. Ses recherches sur la Première Guerre mondiale sur Twitter ont fait l'objet de diverses publications, y compris sur les conséquences méthodologiques de l'usage de données massives en histoire. Avec Caroline Muller (université Rennes 2), il coordonne l'ouvrage en ligne *Le Goût de l'archive à l'ère numérique* (<https://www.gout-numerique.net>).

Sylvain Delpout est agrégé d'histoire. Titulaire d'un master recherche de l'université Panthéon-Sorbonne, ses travaux sous la direction de Nicolas Offenstadt et Alya Aglan portaient sur la mémoire de la Première Guerre mondiale sous le Troisième Reich. Il enseigne au lycée Henri Moissan de Meaux et a récemment participé à des ouvrages scolaires et parascolaires parus aux éditions Nathan et Atlande.

Lise Galand est agrégée d'allemand. Elle a travaillé comme ATER en histoire contemporaine et en LEA allemand à Sorbonne Université. Elle a soutenu, en 2021, une thèse d'histoire et de civilisation sous la direction d'Hélène Miard-Delacroix et Olivier Forcade, intitulée « L'Allemagne impériale et le spectre de l'encerclement : diffusion, circulation et transformations d'une notion dans l'espace public (1906-1914) », à Sorbonne Université, au sein de l'UMR SIRICE. Elle a publié, entre autres, « Le blocus dans l'Allemagne impériale d'avant 1914 : représentations et anticipations du conflit à l'exemple des questions navales », dans les *Cahiers Sirice* (n° 26, « Le blocus en 1914-1918. Histoire et mémoire », dir. Olivier Forcade et Arndt Weinrich, 2021, p. 47-57), « Servir l'Allemagne impériale par l'expertise historique. Des universitaires en action face à la menace de guerre, 1911-1914 », dans les *Cahiers Sirice* également (n° 18, « Experts et gouvernance. Quelles expertises pour quelle autorité ? », dir. Yasmina Aziki, 2017, p. 13-28).

496

Benjamin Gilles est directeur du réseau des bibliothèques universitaires de l'université de Picardie Jules-Verne. Préparant actuellement une thèse consacrée à la genèse de *Témoins* de Jean Norton Cru sous la direction de Stéphane Audoin-Rouzeau, il est l'auteur de *Lectures de Poilus. 1914-1918, livres et journaux dans les tranchées*, publié chez Autrement (2013) et avec Arndt Weinrich de *1914-1918, une guerre des images. France-Allemagne*, édité par La Martinière (2014). Il a été commissaire de l'exposition « Vu du front » (BDIC/Musée de l'Armée) et membre du conseil scientifique de la Mission du Centenaire de la Grande Guerre.

Franziska Heimbürger est historienne, maîtresse de conférences en civilisation britannique à Sorbonne Université. Elle travaille sur le rôle et la place des langues dans les coalitions militaires et comme outil pour écrire l'histoire différemment.

Elisa Marcobelli est post-doctorante à l'université de Picardie Jules-Verne. En 2015, elle a soutenu une thèse intitulée *Solidarité en crise ? Les socialistes français, allemands et italiens face aux crises internationales, 1889-1915* (EHESS/Freie Universität Berlin), publiée en 2020 aux éditions Arbre bleu. En 2021, une traduction anglaise en a été publiée aux éditions Palgrave Macmillan (sous le titre *Internationalism Toward Diplomatic Crisis*). Ses recherches portent sur l'histoire des socialismes, de l'opposition à la guerre, de la Première Guerre mondiale.

Nicolas Patin est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Bordeaux Montaigne et membre junior de l'Institut universitaire de France. Ancien élève de l'École normale supérieure de Lyon, il est spécialiste de l'Allemagne du premier XX^e siècle, de la Première Guerre mondiale et du

nazisme. Il a publié chez Fayard *La Catastrophe allemande, 1914-1915* (2014) et *Krüger, un bourreau ordinaire* (2017), ainsi que *La Grande Guerre vue d'en face* (Albin Michel, 2016) avec Nicolas Beaupré, Gerd Krumeich et Arndt Weinrich.

Arndt Weinrich est DAAD-Fachlektor en histoire contemporaine à Sorbonne Université et chercheur associé à l'UMR SIRICE. Il s'intéresse à l'histoire culturelle du fait militaire aux XIX^e et XX^e siècles. Membre du comité directeur du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne, il a fait partie, entre 2012 et 2019, du conseil scientifique de la Mission du Centenaire. Il a publié, entre autres, *Writing the Great War. The Historiography of World War I from 1918 to the present* (Berghahn Books, 2021, avec Christoph Cornelissen) et *Der Weltkrieg als Erzieher. Jugend zwischen Weimarer Republik und Nationalsozialismus* (Klartext, 2013).

Bérenice Zunino, agrégée d'allemand, docteure en études germaniques et en histoire contemporaine, est maîtresse de conférences en histoire et civilisation des pays de langue allemande à l'Université Bourgogne-Franche-Comté (CRIT, EA 3224) et membre partenaire de l'UMR SIRICE (Sorbonne Université). Elle consacre ses travaux de recherche à l'histoire culturelle de la Première Guerre mondiale en Allemagne, aux études visuelles et à la presse illustrée. Elle a notamment publié *Die Mobilmachung der Kinder im Ersten Weltkrieg* (Berlin, Peter Lang, série *Zivilisationen und Geschichte*, dir. Ina Ulrike Paul et Uwe Puschner, 2019), et, avec Claire Aslangul (dir.), *La Presse et ses images. Die Presse und ihre Bilder* (même série, 2021).

TABLE DES ANNEXES

L'ensemble des annexes relatives au Bilan scientifique du Centenaire est disponible, en téléchargement, sur la plateforme d'archive ouverte pluridisciplinaire HAL à l'adresse suivante : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03484213>. Ce fichier correspond à l'ensemble des annexes évoquées dans le bilan, et donne accès, avec une transparence maximale, aux données qui ont aidé à le construire. Les données sont ordonnées selon le classement ci-dessous.

ARNDT WEINRICH & NICOLAS PATIN BILAN GÉNÉRAL

499

1. Enquête portant sur les activités scientifiques et non scientifiques des spécialistes français de la Première Guerre mondiale dans le cadre du centenaire de la Première Guerre mondiale (année 2012-2017) et Enquête portant sur les activités scientifiques et non scientifiques des spécialistes internationaux de la Première Guerre mondiale ayant participé au centenaire de la Première Guerre mondiale en France (année 2012-2017)
2. Liste des entretiens réalisés par Arndt Weinrich
3. Taxinomie transversale
4. Notes du conseil scientifique
 - a. Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 (octobre 2012)
 - b. Note pour le président de la République sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 (mars 2013)
 - c. Le génocide des Arméniens : un bilan des recherches
 - d. Note sur les commémorations de 1916 (avril 2015)
 - e. Les caractéristiques des mutineries françaises de 1917 (décembre 2016)
 - f. Retour sur 1917, « l'année terrible » de la Grande Guerre (décembre 2016)
 - g. Traités de paix 1919-1923 : quels sens, cent ans après ? (juin 2018)
5. Comptes rendus des réunions du conseil scientifique de la Mission du Centenaire
 - a. Compte rendu de la réunion du 20 septembre 2012
 - b. Compte rendu de la réunion du 29 janvier 2013
 - c. Compte rendu de la réunion du 12 mai 2014
 - d. Compte rendu de la réunion du 29 septembre 2014

- e. Compte rendu de la réunion du 20 avril 2015
 - f. Compte rendu de la réunion du 31 mai 2018
6. Convention constitutive du groupement d'intérêt public « Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale, 1914-2014 »

SIMON CATROS

LA JEUNE RECHERCHE DURANT LE CENTENAIRE :
SÉMINAIRES, MASTERS, DOCTORATS

Thèses soutenues (1985-2011)

Thèses soutenues (2012-2018)

Thèses déposées ou en cours (2012-2018)

500

ELISA MARCOBELLI

COLLOQUE ET JOURNÉES D'ÉTUDES :
UN ÉTAT DES LIEUX (2012-2019)

Liste des colloques scientifiques

Programme du colloque « Batailles » (1916)

Base de données des colloques scientifiques

Feuille 1 : Base de données des colloques et journées d'études durant le Centenaire
(n=374)

Feuille 2 : Nombre d'interventions par des intervenants français durant le
Centenaire (n=2556)

Feuille 3 : Institutions de rattachement des intervenants français (n=927)

Feuille 4 : Nombre d'interventions par des intervenants étrangers durant le
Centenaire (n=974)

FRANZISKA HEIMBURGER

LES PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES DU CENTENAIRE

Bibliographie scientifique du centenaire français de la Grande Guerre (436 pages)

BENJAMIN GILLES

SERVICES D'ARCHIVES ET BIBLIOTHÈQUES PENDANT LE CENTENAIRE :
AU CŒUR DE LA DIFFUSION SCIENTIFIQUE ?

Questionnaire envoyé aux archives (municipales, départementales, nationales)

Questionnaire envoyé aux bibliothèques municipales et intercommunales

NICOLAS PATIN

LES LIVRES DU CENTENAIRE : PUBLICATION, DIFFUSION, RÉCEPTION

Base de données des livres publiés en français durant le Centenaire (2012-2018)

Point focus « Paroles de Poilus »

Point focus « Mai 1968 »

Point focus « Littérature »

BÉRÉNICE ZUNINO

LA DYNAMIQUE MUSÉALE DU CENTENAIRE :

RETOUR SUR LES EXPOSITIONS CONSACRÉES À LA GRANDE GUERRE

Base de données des expositions durant le Centenaire

NICOLAS CHARLES

LA PLACE DES ENSEIGNANTS :

LE LIEN ENTRE L'ÉCOLE ET LA RECHERCHE

Questionnaire envoyé aux référents académiques 14-18

SYLVAIN DELPEUT

LES CONFÉRENCES GRAND PUBLIC :

VECTEUR DE VULGARISATION DURANT LE CENTENAIRE

Conférences grand public en France

Conférences grand public à l'étranger

LISE GALAND

LES SPÉCIALISTES ET LES MÉDIAS

DANS LE TEMPS DU CENTENAIRE (2012-2018) :

QUELLES PRISES DE PAROLE POUR QUELLE VULGARISATION ?

1. Méthode de constitution des annexes – informations complémentaires
2. Liste des personnes sélectionnées pour l'étude quantitative
3. Liste des personnes interviewées
4. Les interventions des spécialistes français dans les médias français
5. Les interventions des spécialistes français dans les médias étrangers
6. Les interventions de spécialistes étrangers en France
7. Les interventions des spécialistes français en France entre 1956 et 2018

8. Liste des médias utilisés dans les annexes 1 et 3 avec indication de diffusion ou de part d'audience
9. Rapports d'activités de la Mission du Centenaire
 - a. Rapport d'activité 2014
 - b. Rapport d'activité 2016
 - c. Rapport d'activité 2017
 - d. Rapport d'activité 2018

TABLE DES MATIÈRES

Préface	
Stéphane Audoin-Rouzeau.....	7
Quel bilan scientifique pour le Centenaire de 1914-1918 ? Bilan général	
Arndt Weinrich & Nicolas Patin.....	11
La jeune recherche durant le Centenaire : séminaires, masters, doctorats	
Simon Catros.....	93
Colloques et journées d'études : un état des lieux (2012-2019)	
Elisa Marcobelli.....	145
Les publications scientifiques du Centenaire	
Franziska Heimburger.....	179
Services d'archives et bibliothèques publiques pendant le Centenaire : au cœur de la diffusion scientifique ?	
Benjamin Gilles.....	197
Les livres du Centenaire : publication, diffusion, réception	
Nicolas Patin.....	269
La dynamique muséale du Centenaire : retour sur les expositions consacrées à la Grande Guerre	
Bérénice Zunino.....	303
La place des enseignants : le lien entre l'école et la recherche	
Nicolas Charles.....	335
Les conférences grand public, vecteur de vulgarisation pendant le Centenaire	
Sylvain Delpeut.....	365
Les spécialistes et les médias dans le temps du Centenaire (2012-2018) : quelles prises de parole pour quelle vulgarisation ?	
Lise Galand.....	401
Le Centenaire et les nouveaux médias	
Frédéric Clavert.....	463

Remerciements.....	493
Notices biographiques.....	495
Table des annexes.....	499